*A white cover with green and blue dots

Description automatically generated*

*Ce document est protégé par le droit d'auteur. Ce document ne peut être utilisé et reproduit qu'à des fins non-commerciales. Toute utilisation commerciale, y compris, sans que cette liste soit limitative, la revente, l’exigence de paiement pour y avoir accès, pour le redistribuer, ou pour effectuer des travaux dérivés tels que des traductions non officielles basées sur ce document n'est pas autorisée.*

**Préface**

Le présent Document Type de Passation de Marchés (DTPM) a été préparé par la Banque Islamique de Développement pour la mise en palce d’Accord(s)-Cadre(s) pour l’acquisition de Biens. Ce DTPM s'inspire du Document Standard de Passation des Marchés de la Banque Mondiale pour les Accords-Cadres - Fournitures et reflète les *Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement, Avril 2019, révision de février 2023*. La BIsD remercie la Banque mondiale d'avoir autorisé l'utilisation et la modification du document pour les opérations de la BIsD.

Le DTPM doit être utilisé lorsque le processus d’acquisition visant à établir un ou plusieurs Accords-Cadres pour les Biens fait l’objet d’une mise en concurrence internationale. L’achat ultérieur de Biens est effectué dans le cadre d’un processus de Procédure Secondaire d’Acquisition (ou Commande subséquente), et l’attribution d’un Marché (ou Commande).

Ce DTPM-DAO prescrit des critères notés pour l’évaluation des Offres.

De plus, cette révision comprend des dispositions visant à gérer les risques liés à la cybersécurité, pour s’appliquer aux acquisitions dont on a évalué qu’ellent présentent des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité.

Le Document type d’Appel d’Offres pour les Accords-Cadres-Biens doit être utilisé par les Bénéficiaires avec un minimum de modifications nécessaires et acceptables pour la BIsD.

Pour plus d'informations sur ce document, veuillez contacter :

*Division des Acquisitions et de la Gestion financière des Projets (PPFM)*

*Complexe des Opérations*

*Banque Islamique de Développement*

*8111 King Khalid St.*

*Al Nuzlah Al Yamania Dist.*

*Unit No. 1, Jeddah 22332-2444*

*Kingdom of Saudi Arabia*

[*ppr@isdb.org*](mailto:ppr@isdb.org)

[*www.isdb.org*](http://www.isdb.org)

Sommaire

**Avis Spécifique d’Appel d’Offres**

**Avis Spécifique d’Appel d’Offres – Appel d’Offres international (AOI) Accord(s)-Cadre(s) pour Biens**

Le modèle d’Avis Spécifique d’Appel d’Offres, inclus dans ce DTPM, est l’avis à utiliser pour un Appel d’Offres international, avec un processus de Passation Primaire de Marché avec deux (2) enveloppe pour conclure un/des Accord(s)-Cadre(s).

**Appel d’Offres – Biens (Processus à deux (2) Enveloppes)**

**PREMIÈRE PARTIE –PROCÉDURES D’APPEL D’OFFRES**

**Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)**

Cette Section fournit aux soumissionnaires les informations utiles pour préparer leurs Offres. Elle utilise un processus d’appel d’offres à deux (2) enveloppes avec l’application de critères notés. Elle contient des détails sur le dépôt, l’ouverture, et l’évaluation des Offres reçues durant le processus de Passation Primaire de Marchés. Elle fournit également un aperçu du processus de Procédure Secondaire d’Acquisition pour l’attribution de Commande(s) subséquante(s) après que l’/les Accord(s)-Cadre(s) est/sont conclu/s. Ceci est décrit avec plus de détails dans l’Accord-Cadre. **Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

## Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)

Cette Section inclut les dispositions qui sont spécifiques à chaque processus de Passation Primaire de Marchés et complète la Section I, Instructions aux Soumissionnaires.

## Section III. Critères d’évaluation et de qualification

Cette Section énonce les critères pour l’’evaluation des Offres et la qualification des Soumissionnaires, y compris la méthodologie qui résulte dans la détermination des Soumissionnaires qui seront invités à conclure un/des Accord(s)-Cadre(s).

## Section IV. Formulaires de Soumission

Cette Section contient les modèles des formulaires pour la remise des Offres : la Lettre de Soumission, les Bordereaux de Prix, et l’Autorisation du Fabricant à remplir et remettre par le Soumissionnaire au titre de son Offre.

## Section V. Critères d’origine (Eligibilité)

Cette Section fournit des informations sur les critères d’éligibilité des pays.

**Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption**

Cette Section inclut les dispositions en matière de Fraude et Corruption applicable au processus d’Appel d’Offres.

**DEUXIÈME PARTIE – BESOINS D’ACQUISITIONS**

**Section VII. Listes des Biens et Services connexes, Calendrier de Livraison, Spécifications techniques et Plans**

Dans cette Section figurent la liste des Biens et Services connexes, une estimation du volume/quantité, le Calendrier de Livraison et d’Achèvement, les Spécifications Techniques et les plans décrivant les Biens et Services connexes faisant l’objet de la passarion de marchés.

**TROISIÈME PARTIE – FORMULAIRES DE L’AGENCE D’EXÉCUTION**

**Section VIII. Formulaires de l’Agence d’Exécution**

Cette Section contient les formulaires pour la Notification de l’Intention de Conclure un Accord-Cadre et la Notification de Conclure un Accord-Cadre.

## QUATRIÈME PARTIE – ACCORD-CADRE POUR FOURNITURES

Cette Partie établit les dispositions de l’Accord-Cadre.

ANNEXE 1 : Besoins d’Acquisition

ANNEXE 2 : Bordereaux des Prix

ANNEXE 3 : Procédure Secondaire d’Acquisition (Commandes subséquentes)

ANNEXE 4 : Formulaires de Procédure Secondaire d’Acquisition (Commandes subséquentes)

ANNEXE 5 : Liste des Acheteurs (si applicable)

## Annexe : Questionnaire du Groupe de la BIsD en LBC/KYC

Formulaire d’Avis d’Appel d’offres

**Avis d’Appel d’Offres international**

Accord(s)-Cadre(s) pour Biens

(Procédure Primaire d’Acquisition à deux (2) Enveloppes)

**Agence d’Exécution :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]*

**Pays :** *[Insérer : nom du pays]*

**Nom du Projet :** *[Insérer : nom du Projet]*

**No Financement : \_\_\_ [***No Financement]*

**Titre de l’Accord-Cadre: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**AOI No :** *[Insérer la référence selon le Plan de Passation de Marchés]*

**Emis le :***[insérer la date de lancement de l’appel d’offres]*

1. Le *[insérer le nom du Bénéficiaire/Bénéficiaire/Récipiendaire]* *[a reçu/a sollicité/à l’intention de solliciter]* un financement de la Banque Islamique de Développement pour financer *[insérer le nom du Projet],* et a l’intention d’utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre de Commandes qui peuvent être attribuées en vertu de l’ (ou des) *[Accord(s)-Cadre(s) (ACC)]* pour *[insérer le titre de l’Accord-Cadre][[1]](#footnote-1)* conclu à l’issue d’un Procédure Primaire de Passation de Marché.
2. L’Agence d’Exécution conduit la Passation Primaire des Marchés en vue de conclure *[un Accord-Cadre / des Accords-Cadres].* L’Agence d’Exécution *[choisir l’option appropriée* : *est le seul Agence d’Exécution en vertu de l’/des Accord(s)-Cadre(s) ou agit au nom de [une autre/un groupe d’Agence d’Exécution]].* L’Agence d’Exécution sollicite des Offres sous plis scellés de la part de Soumissionnaires éligibles pour *[insérer une brève description des Biens, comprenant des quantités estimées pour la période de l’Accord-Cadre ou une indication de quantités à commander selon le cas, lieu/x indicatif, calendrier indicatif de livraison, etc, si connus]*.
3. *[L’Accord/s-cadre / les Accords-Cadres]* à conclure seront *[choisir l’une des options suivantes : « à Utilisateur Unique » ou « à Utilisateurs Multiples »]* *[Pour Utilisateur Unique d’ACC ajouter ce qui suit* : « L’Utilisateur Unique autorisé à acheter en vertu de *[l’Accord-Cadre / des Accords-Cadres]* est *[insérer le nom légal de l’agence.]] [Pour des Utilisateurs Multiples d’ACC, ajouter ce qui suit : «*Une liste des utilisateurs (Agences d’Acquisition participantes)autorisés à acheter en vertu de *[l’Accord-Cadre / des Accords-Cadres]* est fournie dans le dossier d’appel d’offres. »]]
4. *[L’Accord-Cadre / les Accords-Cadres]* à conclure sera(ont) *[choisir l’une des deux options suivantes* : « à Fournisseur Unique » ou « à Fournisseurs Multiples »].
5. La sélection d’un Fournisseur dans le cadre d’un ACC pour l’attribution de Commandes sera effectuée par une procédure de Passation Secondaire des Marchés tel que défini dans l’Accord-Cadre (ACC). Cependant, la conclusion de l’Accord-Cadre n’imposera pas d’obligation à l’Agence d’Exécution, y compris les Agences d’Acquisition participantes, d’acquérir les Biens par Commandes. La conclusion de l’Accord-Cadre ne garantit pas qu’un Fournisseur qui a obtenu un ACC sera attributaire de Commandes(s).
6. L’appel d’offres sera conduit par Appel d’Offres international (AOI) tel que défini dans les Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, Avril 2019 revision de Février 2023 (les « Directives »)et est ouvert à tous les Soumissionnaires éligibles tels que définis dans les Directives.
7. Les Soumissionnaires peuvent remettre une Offre pour un ou plus des articles ci-après :
8. *[L’Accord-Cadre / Les Accords-Cadres]* est (sont) conclus pour une durée de : *[insérer le nombre d’années, noter : la durée initiale ne peut excéder 3 ans]* à compter de la durée indiquée dans l’Accord-Cadre. *[Le cas échéant, indiquer que la durée initiale peut être prolongée d’un maximum de deux années supplémentaires.]*
9. La procédure de Passation Primaire de Marché établira un ou plusieurs Accords-Cadres Fermés.
10. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution ; insérer les nom et e-mail du responsable][[2]](#footnote-2)* et prendre connaissance des documents d’Appel d’offres à l’adresse mentionnée ci-dessous *[spécifier l’adresse]* de *[insérer les heures d’ouverture et de fermeture]*.
11. Le Dossier d’Appel d’offres en *[insérer la langue]* peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[3]](#footnote-3) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[4]](#footnote-4).* Le dossier d’appel d’offres sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[5]](#footnote-5)].*
12. Les Offres devront être déposées à l’adresse ci-dessous[[6]](#footnote-6) au plus tard le *[insérer la date et l‘heure]*. La soumission des Offres par voie électronique *[insérer « sera » ou « ne sera pas »]* autorisée. Toute Offre arrivée après l’expiration du délai limite de dépôt des offres sera rejetée. Les enveloppes extérieures des Offres marquées « OFFRE ORIGINALE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et des personnes présentes, à l’adresse ci-dessous le : *[insérer le lieu, la date et l’heure].* Toutes les enveloppes marquées « SECONDE ENVELOPPE – PARTIE FINANCIERE » devront rester fermées et seront conservées en un lieu sûr de l’Agence d’Exécution jusqu’à la seconde ouverture publique.
13. L’(les) adresse(s) auxquelle(s) il est fait référence ci-dessus est (sont) : *[insérer la (les) adresse(s) détaillée(s)]*

*[Insérer Nom de l’Agence d’Exécutions]*

*[insérer le nom de l’agent et le titre]*

*[Insérer Nom et les coordonnées du bureau (étage, numéro)]*

*[insérer l’adresse postale et/ou la sue, le code postal, la ville et le pays]*

*[insérer le numéro de téléphone avec le code pays et ville]*

*[insérer l’adresse courriel]*

*[insérer l’adresse du site internet]*

**DOSSIER D’APPEL D’OFFRES INTERNATIONAL**

**Accord(s)-Cadre(s)**

**(Procédure Primaire d’Acquisition, Processus à deux Enveloppes)**

**pour**

**la Fourniture de**

*[insérer l’identification des Biens]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Agence d’Exécution : *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]***

**Pays : *[insérer le nom du Pays du Bénéficiaire]***

**Appel d’Offres International No :   
*[insérer le numéro de l’AOI]***

**Projet : *[insérer le nom du Projet]***

**Identification de l’Accord-Cadre : [selon le Plan de Passation de Marchés]**

**Financement No. : *[insérer selon l’accord de financement]***

Émis le : *[insérer la date]*

Table des matières

[PREMIÈRE PARTIE - Procédures d’Appel d’Offres 1](#_Toc142925210)

[Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) 3](#_Toc142925211)

[Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO) 39](#_Toc142925212)

[Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification 51](#_Toc142925213)

[Section IV. Formulaires de Soumission 59](#_Toc142925214)

[Section V. Pays éligibles 85](#_Toc142925215)

[Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption 87](#_Toc142925216)

[DEUXIÈME PARTIE - Besoins d’Acquisitions 89](#_Toc142925217)

[Section VII. Liste des Biens, Calendrier de Livraison, Spécifications techniques et Plans 91](#_Toc142925218)

[TROISIÈME PARTIE – Formulaires de l’Agence d’Exécution 99](#_Toc142925219)

[QUATRIEME PARTIE – Accord-Cadre 108](#_Toc142925220)

[Accord-Cadre 108](#_Toc142925221)

[Annexe de l’Accord-Cadre: 128](#_Toc142925222)

[Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption 128](#_Toc142925223)

[ANNEXE 1: Besoins d’Acquisitions 131](#_Toc142925224)

[ANNEXE 2: Bordereaux de prix 133](#_Toc142925225)

[ANNEXE 3 : Formulaires de Garantie 134](#_Toc142925226)

[ANNEXE 4: Procédure Secondaire d’Acquisition 139](#_Toc142925227)

[Demande de Prix 144](#_Toc142925228)

[Annexe : Questionnaire du Groupe de la BIsD en LBC/KYC 170](#_Toc142925229)

PREMIÈRE PARTIE - Procédures d’Appel d’Offres

|  |
| --- |
| Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) |

Table des clauses

[A. Généralités 6](#_Toc137745048)

[1. Objet du Marché 6](#_Toc137745049)

[2. Origine des Fonds 8](#_Toc137745050)

[3. Fraude et Corruption 9](#_Toc137745051)

[4. Candidats admis à concourir 9](#_Toc137745052)

[5. Biens et Services connexes répondant aux critères d’éligibilité 14](#_Toc137745053)

[B. Contenu du Dossier d’Appel d’Offres 14](#_Toc137745054)

[6. Sections du Dossier d’Appel d’Offres 15](#_Toc137745055)

[7. Éclaircissements apportés au Dossier d’appel d’offres 16](#_Toc137745056)

[8. Modifications apportées au Dossier d’appel d’offres 16](#_Toc137745057)

[C. Préparation des Offres 16](#_Toc137745058)

[9. Frais de soumission 16](#_Toc137745059)

[10. Langue de l’offre 17](#_Toc137745060)

[11. Documents constitutifs de l’Offre 17](#_Toc137745061)

[12. Lettre de soumission 18](#_Toc137745062)

[13. Variantes 18](#_Toc137745063)

[14. Prix de l’Offre et Rabais 18](#_Toc137745064)

[15. Monnaies de l’Offre et de règlement 20](#_Toc137745065)

[16. Documents attestant que les Biens et Services connexes répondent aux critères d’origine et sont conformes 20](#_Toc137745066)

[17. Documents attestant de l’éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire 21](#_Toc137745067)

[18. Période de validité des offres 22](#_Toc137745068)

[19. Garantie de Soumission 23](#_Toc137745069)

[20. Forme et Signature de l’Offre 23](#_Toc137745070)

[D. Dépôt des Offres 23](#_Toc137745071)

[21. Cachetage et Marquage des Offres 23](#_Toc137745072)

[22. Date et heure limite de dépôt des Offres 24](#_Toc137745073)

[23. Offres hors délai 24](#_Toc137745074)

[24. Retrait, Substitution et Modification des Offres 24](#_Toc137745075)

[25. Ouverture publique des Parties Techniques des Offres 25](#_Toc137745076)

[F. Évaluation des Offres – Dispositions Générales 26](#_Toc137745077)

[26. Confidentialité 26](#_Toc137745078)

[27. Éclaircissements concernant les Offres 27](#_Toc137745079)

[28. Divergences, Réserves ou Omissions 27](#_Toc137745080)

[29. Non-conformités, Erreurs et Omissions 28](#_Toc137745081)

[30. Conformité des Parties Techniques 28](#_Toc137745082)

[31. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières 29](#_Toc137745083)

[32. Evaluation des Parties Financières 31](#_Toc137745084)

[33. Correction des Erreurs Arithmétiques 33](#_Toc137745085)

[34. Conversion en une seule monnaie 33](#_Toc137745086)

[35. Marge de préférence 33](#_Toc137745087)

[36. Comparaison des Parties Financières 33](#_Toc137745088)

[38. Période d’Attente 34](#_Toc137745089)

[39. Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre 34](#_Toc137745090)

[K. Attribution de Contrat-Cadre 35](#_Toc137745091)

[40. Critères d’attribution 35](#_Toc137745092)

[41. Notification de la Conclusion d’un Accord-Cadre 35](#_Toc137745093)

[42. Pas d’Obligation d’Acheter 35](#_Toc137745094)

[43. Non-exclusivité 35](#_Toc137745095)

[44. Debriefing par l’Agence d’Exécution 35](#_Toc137745096)

[45. Signature de l’Accord-Cadre 36](#_Toc137745097)

[46. Publication de la Notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre 36](#_Toc137745098)

[47. Réclamation relative à la passation de marchés 37](#_Toc137745099)

[L. Procédure Secondaire d’Acquisition pour attribution de Commande subséquente 37](#_Toc137745100)

[48. Méthode et Critères pour attribution d’une Commande subséquente 37](#_Toc137745101)

[49. Révision du Prix de Référence 37](#_Toc137745102)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) | | |
| Généralités | | |
| 1. Objet du Marché | 1.1 Faisant suite à l’Avis d’Appel d’Offres international indiqué dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO), l’Agence d’Exécution, tel qu’il est indiqué **dans les** **DPAO**, émet le présent Appel d’Offres international (AOI) en tant que Procédure Primaire de Passation de Marché en vue de l’acquition de Biens, pouvant conduire à la mise en place d’un (ou à des) Accord(s)-Cadre(s) avec le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s). Le nom et l’identification de cet AOI sont indiqués **dans les DPAO**. | |
|  | 1.2 Tout au long du présent Dossier d’appel d’offres :   1. Le terme « **par écrit** » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué **dans les DPAO**, la distribution ou la remise par le canal du système d’achat électronique utilisé par l’Agence d’Exécution) avec accusé de réception ; 2. Si le contexte l’exige, le « s**ingulier** » désigne le « **pluriel**», et vice versa ; 3. Le terme « **jour** » désigne un jour calendaire, sauf s’il est indiqué qu’il s’agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel du Bénéficiaire, à l’exclusion des jours fériés officiels du Bénéficiaire ; 4. Le terme « **Commande ou Commande subséquente** » signifie une commande ou un marché attribué dans le cadre d’un Accord-Cadre par le moyen d’un Processus Procédure Secondaire d’Acquisitionpour la livraison de Biens et Services connexes. Les parties à la commande ou au arché sont l’Acheteur et le Fournisseur ; 5. « **Accord-Cadre Fermé** » : Un Accord-Cadre Fermé est un accord-cadre dans lequel une nouvelle firme ne peut participer dans l’accord-Cadre durant la durée dudit accord-cadre ; 6. « **Pays** » signifie le pays de l’Agence d’Exécution/de l’Acheteur ; 7. La « **Période de livraison** » est la période spécifiée à partir de la date de passation d’une Commande pour la livraison des Biens, en vertu des INCOTERMS applicables ; 8. L’« **Accord-Cadre (ACC)** » signifie l’accord entre l’Agence d’Exécution et le(s) Fournisseur(s) (le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s)) pour établir les termes et procédures devant régir l’attribution des Commandes en vertu de l’accord ; 9. « **Fournisseur ACC** » signifie un Fournisseur ;  « **Biens** » désigne tous biens, matériaux ou articles que le Fournisseur est tenu de fournir à un Acheteur en vertu d’une Commandeplacée en vertu d’un Accord-Cadre. Les détails de ces Biens sont énoncés dans la Partie 2, Besoins de Biens et dans l’Accord-Cadre, et sont spécifiquement décrits dans la Commande spécifique. Le cas échéant, à des fins d’interprétation, la définition des Biens comprend les Services connexes ;  1. « **Acheteur Principal** » lorsque nommé dans l’Accord-Cadre, l’Acheteur Principal est une partie à l’Accord-Cadre, dans sa capacité de : (a) agence principale agissant au nom des Acheteurs participants en tant que gestionnaire et administrateur de l’Accord-Cadre ; et (b) Acheteur de plein droit ; 2. « **Accord-Cadre avec Utilisateurs Multiples** » signifie un Accord-Cadre dans lequel plus d’un Acheteur est autorisé à acheter par le moyen de Commandes ; 3. « **Accord-Cadre avec Fournisseurs Multiples** » signifie lorsque plus d’un Soumissionnaire (Fournisseur) conclut un Accord-Cadre pour la fourniture de chaque article; 4. « **Procédure Primaire de Passation de Marché** » signifie le processus d’Acquisition qui résulte en la mise en place d’un (ou des) Accord(s)-Cadre(s) avec un(des) Soumissionnaire(s), tel que décrit dans le présent DAO ; 5. « **Agence d’Exécution** » signifie l’agence qui entreprend la Procédure Primaire de Passation de Marché et conclut l’(les) Accord(s)-Cadre(s) ; 6. « **Acheteur** » tel que spécifié dans **les DPAO**, signifie l’(les) agence(s) autorisée(s) à acheter des Biens auprès d’un Fournisseur par le moyen de Commande passée selon l’Accord-Cadre ; 7. «**Services connexes**», le cas échéant, signifient les services accessoires à la livraison des Biens, tels que l’assurance, l’installation, la formation, la maintenance initiale, et autres telles obligations du Fournisseur, telles que spécifiées dans l’Annexe 1 de l’Accord-Cadre : Besoins d’Acquisitions, et spécifiquement décrites dans la Commande subséquente ; 8. L'« **Agence Responsable** », lorsqu’elle est nommée dans l’Accord-Cadre, est partie à l’Accord-Cadre, mais uniquement en sa qualité de mettre en place le(les) Accord(s)-Cadre(s) avec les Fournisseurs retenus et, en tant qu’agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, au nom de l’Acheteur ou des Acheteurs, après sa mise en place. LAgence Responsable n’est pas un Acheteur en vertu de l’Accord-Cadre ;  « **Procédure Secondaire d’Acquisition** » désigne le processus décrit dans l’Accord-Cadre et suivi par un Acheteur pour sélectionner un Fournisseur ACC, et attribuer un Commande subséquente pour les Biens ;« **Accord-Cadre avec Utilisateur Unique** », signifie un Accord-Cadre dans lequel il n’y a qu’un seul Acheteur ;« **Accord-Cadre avec un Fournisseur Unique** » signifie un Accord-Cadre dans lequel un seul Soumissionnaire (Fournisseur) conclut un Accord-Cadre pour la fourniture de chaque article;« **Fournisseur** » signifie un Soumissionnaire qui a conclu un Accord-Cadre par une Procédure Primaire de Passation de Marché et peut se voir attribuer une (des) Commande(s) pour livrer les Biens, et le cas échéant les Services connexes , selon les besoins. Un Fournisseur peut aussi être référencé en tant que « Fournisseur ACC » ; et« **Durée** » désigne la durée d’un Accord-Cadre commençant à la Date d’Entrée en Vigueur. Le cas échéant, elle comprend toute prolongation de la Durée initiale, si cela est autorisé et convenu. | |
| 2. Origine des Fonds | 2.1 Le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire (ci-après dénommé « le Bénéficiaire ») indiqué dans les **DPAO** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque Islamique de Développement (ci-après dénommée la « BIsD, ») du montant indiqué dans les **DPAO**, en vue de financer le projet décrit dans les **DPAO**. Le Bénéficiaire a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre de Commandes attribuées en vertu de l’ (des) Accord(s)-Cadre(s) pour lequel(lesquels) le présent appel d’offres est lancé. | |
|  | 2.2 La BIsD n’effectuera les paiements qu’à la demande du Bénéficiaire, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre le Bénéficiaire et la BIsD (ci-après dénommé « l’Accord de Financement »). L’Accord de Financement interdit tout retrait du compte de financement destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures, matériels, équipement ou matériaux lorsque ledit paiement, ou ladite importation, à la connaissance de la BIsD, tombe sous le coup d’une interdiction résultant de l’application des Règles de Boycott de l’Organisation de la Coopération Islamique, de la ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine. Aucune partie autre que le Bénéficiaire ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de Financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du financement. | |
| 3. Fraude et Corruption | * 1. La BIsD demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu’elles figurent à la Section VI soient appliquées. | |
|  | * 1. Aux fins d’application de ces règles, les Soumissionnaires devront permettre et faire en sorte que leurs agents (lorsque déclarés ou non) sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et personnel permettent à la BIsD d’examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs au processus de remise des Offres, à la Procédure Primaire de Passation de Marché, la mise en oeuvre de l’Accord-Cadre, aux Procédures Secondaires d’Acquisition et la réalisation des Commandes subséquentes (dans le cas d’attribution de Commandes), et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD. | |
| 4. Candidats admis à concourir | 4.1 Un Soumissionnaire peut être une entreprise privée ou publique (sous réserve des dispositions de l’article 4.6 des IS) ou de tout groupement de telles entreprises au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution de la (des) Commande(s) subséquente(s) conformément aux conditions de la Commande subséquente qui s’appliquent. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant le processus d’appel d’offres, et en cas d’attribution de la Commande subséquente à ce groupement (en vertu de l’Accord-Cadre), durant l’exécution de la commande. A moins que les **DPAO** n’en disposent autrement, le nombre des participants au groupement n’est pas limité. | |
|  | 4.2 Un Soumissionnaire ne peut être en situation de conflit d’intérêt. Tout soumissionnaire dans une telle situation sera disqualifié. Est considéré comme pouvant avoir un tel conflit dans le cadre de ce processus d’Appel d’offres, un Soumissionnaire se trouvant dans les situations suivantes :   1. Il contrôle directement ou indirectement un autre Soumissionnaire, est sous le contrôle d’un autre Soumissionnaire qui soumet une Offre pour le même article ; ou 2. Il reçoit ou a déjà reçu directement ou indirectement des subventions d’un autre Soumissionnaire qui soumet une Offre pour le même article ; ou 3. Il a le même représentant légal qu’un autre Soumissionnaire qui soumet une Offre pour le même article ; ou 4. Il entretient avec un autre Soumissionnaire qui soumet une Offre pour le même article, directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des relations qui font qu’il est dans une position d’influencer l’offre d’un autre soumissionnaire ou d’influencer les décisions de l’Agence d’Exécution dans le cadre du présent appel d’offres ; ou 5. Le Soumissionnaire ou l’une des firmes auxquelles il est affilié a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications des Biens ou Services connexes qui font l’objet du présent Appel d’offres ; ou 6. L’une des firmes auxquelles il est affilié, a été recrutée ou doit l’être par l’Agence d’Exécution ou l’Acheteur ou le Bénéficiaire, pour exécuter l’Accord-Cadre ou une Commande subséquente ; ou 7. Le Soumissionnaire fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultants qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l’exécution du Projet mentionné au l’article **2.1 des IS**, qu’il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu’il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun ; ou 8. Le Soumissionnaire entretient une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du personnel du Bénéficiaire (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie du prêt) qui :   (i) intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier d’appel d’offres ou des Spécifications de l’Accord-Cadre ou de Commande subséquente ; ou  (ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Accord-Cadre ou Commande subséquente, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour la BIsD pendant le processus d’appel d’offres et l’exécution de l’Accord-Cadre et/ou un Commande subséquente. | |
|  | 4.3 Une entreprise qui est un Soumissionnaire (individuellement ou en tant que membre d’un GE) ne doit pas participer à plus d’une Offres. Cela inclut la participation en tant que sous-traitant. Cette participation entraînera la disqualification de toutes les offres dans lesquelles l’entreprise est impliquée. Une entreprise qui n’est pas un soumissionnaire ou membre d’un GE peut participer en tant que sous-traitant dans plus d’une Offre.  4.4 Sous réserve des dispositions de l’article **4.8 des IS**, un Soumissionnaire, peut avoir la nationalité d’un pays quelconque. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants pour toute partie d’un Commande subséquente, y compris les Services connexes . | |
|  | 4.5 Un Soumissionnaire ayant fait l’objet d’une sanction prononcée par la BIsD, conformément à l’article 3 .1 des IS, notamment au titre des Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, (« les Directives »), sera exclu de toute préqualification ou attribution et de tout autre bénéfice (financier ou autre) d’un marché financé par la BIsD durant la période que la BIsD aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l’adresse électronique mentionnée aux **DPAO**. | |
|  | 4.6 Les Soumissionnaires qui sont des entreprises ou des institutions étatiques dans le pays de l’Agence d’Exécutions peuvent être admis à concourir et à conclure un Accord-Cadre ou se voir attribuer un ou plusieurs Commande(s) subséquente(s) uniquement s’ils peuvent établir, d’une manière acceptable pour la BIsD, qu’ils : | |
|  | (i)jouissent de l’autonomie juridique et financière ; | |
|  | (ii) sont régis par les règles du droit commercial ; et | |
|  | (iii) ne dépendent pas du budget du gouvernement du Bénéficiaire, de l’Agence d’Exécutions de l’Agence Responsable ou d’un Acheteur.  A cette fin, les établissements publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir à la satisfaction de la BIsD (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de l’Etat, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à l’Etat, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure de faillite, et (iv) l’Agence d’Exécution ou l’Agence Responsable ou l’entité en charge de l’attribution d’une Commande n’est pas leur organe de tutelle, en situation de les contrôler, les superviser ou d’exercer sur eux une influence.   * 1. L’éligibilité des Soumissionnaires faisant l’objet de suspension à la suite de l’exécution d’une Déclaration de Garantie de Soumission ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition est la suivante :  Un Soumissionnaire qui fait l’objet d’une suspension de soumission, à la suite de l’exécution d’une déclaration de garantie de soumission ou d’une déclaration de garantie de proposition, par l’Agence d’Exécution dans le cas d’un Accord-Cadre à utilisateur unique ou par tous les Acheteurs dans un Accord-Cadre à utilisateurs multiples ne sera pas éligible à soumissionner pour conclure un Accord-Cadre.Un Soumissionnaire qui a conclu un Accord-Cadre n’est pas admissible à présenter une offre ou à se voir attribuer une Commandepar un Acheteur qui a suspendu le Soumissionnaire à la suite de l’application d’une déclaration de garantie de soumission ou d’une déclaration de garantie de proposition.Sous réserve de l’alinéa (a) ci-dessus, un Soumissionnaire qui fait l’objet d’une suspension, par suite de l’exécution d’une déclaration de garantie de soumission ou d’une déclaration de garantie de proposition, par une Agence d’Exécution peut soumissionner pour un Accord-Cadre.  * 1. Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que : (a) la loi ou la réglementation du pays du Bénéficiaire interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la BIsD que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence effective pour la fourniture de biens ou la passation de marchés de travaux ou de services requis dans le présent Appel à propositions; ou (b) en application des Règles de Boycott de l’Organisation de la Coopération Islamique, de la ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine, le pays du Bénéficiaire interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.   2. Un Soumissionnaire doit fournir les pièces justificatives à la satisfaction de l’Agence d’Exécution et que celle-ci peut raisonnablement demander.   3. Une entreprise qui fait l’objet d’une sanction d’exclusion par le Bénéficiaire de l’attribution d’un marché, d’un Accord-Cadre ou de l’attribution d’une Commande subséquente est éligible pour participer à ce marché, à moins que la BIsD, à la demande du Bénéficiaire, ne soit convaincue que l’exclusion ;  se rapporte à la Fraude ou à la Corruption; eta suivi une procédure judiciaire ou administrative équitable envers l’entreprise. | |
|  | 4.11. Les soumissionnaires retenus seront examinés et soumis à la diligence raisonnable du client. Seuls les soumissionnaires dont la vérification préalable en matière de conformité est satisfaisante seront qualifiés pour poursuivre le processus de sélection et pour remplir le questionnaire / formulaire ci-joint de la BIsD sur la LBC / FT / KYC pour une vérification préalable approfondie en matière de conformité conformément à la politique de la BIsD sur la lutte contre le blanchiment d'argent (LBC). Financement du terrorisme (CFT) et Know Your Customer (KYC) approuvé le 19/12/2019 par la résolution BED IsDB / BED / 15/12/019 / (333) / 80.  Définitions:  «Politique de conformité»: Politique de la BIsD sur la lutte contre le blanchiment d'argent (LBC), la lutte contre le financement du terrorisme (CFT) et la connaissance de votre client (KYC) approuvée le 19/12/2019 par la résolution BED IsDB / BED / 15/12/019 / (333) / 80.  «Vérification Préalable de la Clientèle (VPC) / Vérification Préalable en matière de Conformité»: désigne un processus d'intégration consistant à mener des recherches, des analyses et des examens visant à connaître le client (Know Your Customer / KYC) et à comprendre les risques - y compris, mais sans s'y limiter, le blanchiment d'argent / le financement du terrorisme (BC / FT), l’évasion fiscale, les sanctions, la criminalité, l’intégrité - que les relations avec le client peuvent poser, conformément à la politique de conformité de la BIsD.  «Blanchiment d'argent»: signifie l’acquisition, la possession. l'utilisation, la conversion ou le transfert du produit du crime, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite du bien, tel que défini dans la politique de conformité de la BIsD.  «Financement du terrorisme: désigne généralement l'infraction prévue à l'article 2 de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme, telle que définie dans la politique de conformité de la BIsD.  «IsDB LBC / CFT / KYC / Questionnaire / Formulaire»: voir pièce jointe / annexe. | |
| 5. Biens et Services connexes répondant aux critères d’éligibilité | 5.1 Toutes les Biens et tous les Services connexes faisant l’objet d’une Commande en vertu d’un Accord-Cadre et financés par la BIsD peuvent provenir de tout pays conformément à la Section V, Pays Eligibles et aucune dépense prévue au titre des Commandes ne sera contraire à ces restrictions. À la demande du Maître d’Ouvrage, les Soumissionnaires peuvent être tenus de fournir la preuve de l'origine des matériaux, équipements et services.  5.2 Aux fins de la présente Clause, le terme « fournitures » désigne tous produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l’assurance, l’installation, la formation et la maintenance initiale. | |
|  | 5.3 Le terme « origine » se réfère au pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants, aboutit à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants. | |
| Contenu du Dossier d’Appel d’Offres | | |
| 6. Sections du Dossier d’Appel d’Offres | * 1. Le Dossier d’appel d’offres comprend les parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être lu en conjonction avec tout additif éventuel, émis conformément à l’article 8 des IS. | |
|  | **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d’Appel d’Offres**   * Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) * Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres (DPAO) * Section III. Critères d’évaluation et de qualification * Section IV. Formulaires de Soumission * Section V. Pays éligibles * Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption   **DEUXIÈME PARTIE : Besoins d’Acquisitions**   * Section VII. Listes des Biens et Services connexes, Calendrier de Livraison, Spécifications techniques et Plans   **TROISIÈME PARTIE : Formulaires de l’Agence d’Exécution**  **QUATRIEME PARTIE : Accord-Cadre (ACC))**  ANNEXE 1 : Besoins d’Acquitions  ANNEXE 2 : Bordereaux des Prix  ANNEXE 3 : Procédure Secondaire d’Acquisition  ANNEXE 4 : Conditions Générales de Commande subséquente  ANNEXE 5 : Formulaires de Procédure Secondaire d’Acquisition  ANNEXE 6 : Liste des Acheteurs (si applicable) | |
|  | 6.2 L’Avis d’Appel d’Offres publié par l’Agence d’Exécution ne fait pas partie du Dossier d’appel d’offres.  6.3 L’Agence d’Exécution ne peut être tenu responsable vis-à-vis d’un Soumissionnaire de l’intégrité du Dossier d’Appel d’offres, des réponses aux demandes de clarifications, des comptes-rendus de réunion préalable au dépôt des offres (le cas échéant) ou des additifs au Dossier d’Appel d’Offres émis conformément à l’Article 8 des IS, si ledit Soumissionnaire n’a pas obtenu le DAO directement auprès de l’Agence d’Exécution. En cas de contradiction, les documents directement issus par l’Agence d’Exécution feront foi.  6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d’appel d’offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d’appel d’offres. | |
| 7. Éclaircissements apportés au Dossier d’appel d’offres | 7.1 Un candidat désirant des éclaircissements sur les documents devra contacter l’Agence d’Exécution par écrit, à l’adresse de l’Agence d’Exécution indiquée dans les **DPAO**. L’Agence d’Exécution répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard dans le délai indiqué aux **DPAO** avant la date limite de dépôt des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans en identifier l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d’appel d’offres en conformité avec l’article 6.3 des IS. Si les DPAO le prévoient, l’Agence d’Exécution publiera également sa réponse sur le site internet identifié dans les **DPAO**. Au cas où l’Agence d’Exécution jugerait nécessaire de modifier le Dossier d’appel d’offres suite aux demandes d’éclaircissements, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 22.2 des IS. | |
| 8. Modifications apportées au Dossier d’appel d’offres | 8.1 L’Agence d’Exécution peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d’appel d’offres en publiant un additif.  8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d’appel d’offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’appel d’offres directement de l’Agence d’Exécution selon l’article 6.3 des IS. L’Agence d’Exécution publiera immédiatement l’additif sur le site internet identifié à l’article 7.1 des IS.  8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires un délai raisonnable pour prendre en compte la modification du DAO au moment de la préparation de leurs offres, l’Agence d’Exécution peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l’article 22.2 des IS. | |
| Préparation des Offres | | |
| 9. Frais de soumission | 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, en relation avec le processus de passation de Marchés Primaire, (et si retenu toutt processus de Passation de Marchés Secondaire) et l’Agence de passation de marché n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. | |
| 1. Langue de l’offre | * 1. L’Offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant l’Offre, échangés entre le Soumissionnaire et l’Agence d’Exécution seront rédigés dans la langue stipulée aux **DPAO**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction des passages pertinents à l’offre dans la langue stipulée aux **DPAO**, auquel cas, aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi. | |
| 1. Documents constitutifs de l’Offre | 11.1 L’Offre devra comprendre deux Parties, à savoir la Partie Technique et la Partie Financière. Ces deux Parties doivent être soumises simultanément dans deux enveloppes cachetées distinctes (processus d’appel d’offres à deux enveloppes). Une enveloppe devra ne contenir que des informations relatives à la Partie Technique, et l’autre, uniquement des informations relatives à la Partie Financière. Ces deux enveloppes doivent être enfermées dans une enveloppe extérieure scellée distincte portant la mention « OFFRE ORIGINALE ».  11.2 La **Partie Technique** doit comprendre les documents suivants :   1. La **Lettre de Soumission – Partie Technique** : préparée conformément à l’article 12 des IS ; 2. **Autorisation**: la confirmation écrite autorisant le signataire de l’Offre d’engager le Soumissionnaire, conformément à l’article 20.3 des IS ; 3. les documents attestant, conformément aux dispositions de l’Article 17 des IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour conclure un Accord-Cadre et exécuter toute Commande subséquente, si son offre est retenue; 4. les documents attestant l’éligibilité du Soumissionnaire pour remettre une Offre, conformément à l’article 17.1 des IS ; 5. les documents attestant, conformément aux dispositions de l’Article 16 des IS, que les Biens et Services connexes devant être fournis par le Soumissionnaire répondent aux critères d’éligibilité ; 6. les documents attestant, conformément aux dispositions de l’article 16 des IS, que les Biens et Services connexes sont conformes aux exigences du Dossier d’appel d’offres ; et 7. tout auytre document exigé **dans les DPAO.**   11.3 L’enveloppe contenant la **Partie Financière** devra comprendre les documents suivants :   1. La **Lettre de Soumission** – **Partie Financière** : préparée conformément aux dispositions des articles 12 et 14 des IS ; 2. les **Bordereaux de Prix**, remplis conformément aux dispositions des articles 12 et 14 des IS ; 3. tout autre document exigé **dans les DPAO.** | |
|  | * 1. La Partie Technique ne devra pas inclure d’informations financières liées au prix de l’Offre. Lorsque des informations financières significatives, liées au prix de l’Offre sont contenues dans la Partie Technique, l’Offre sera déclarée non-conforme.   11.5 En sus des documents requis à l’article 11.2 des IS, l’Offre présentée par un Groupement d’entreprises devra inclure soit une copie de l’accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d’intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d’un projet d’accord. | |
|  | 11.6 Le Soumissionnaire fournira dans la Lettre de Soumission les informations relatives aux commissions et gratifications versées ou à verser, le cas échéant, en relation avec son Offre. | |
| 12. Lettre de soumission | 12.1 Le Soumissionnaire soumettra sa Lettre de Soumission – Partie Technique -- et la Lettre de Soumission – Partie Financière en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaires de Soumission, sans apporter aucune modification à la présentation, et aucun autre format de remplacement ne sera accepté, sous réserves des dispositions de l’article 20.3 des IS. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. | |
| 13. Variantes | 13.1 Les Offres variantes ne seront pas permises dans la présente Procédure Primaire d’Acquisition . | |
| 14. Prix de l’Offre et Rabais | 14.1 Les prix et rabais inconditionnels indiqués par le Soumissionnaire dans la Lettre de soumission – Partie Financière et dans les Bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après.  14.2 Le Soumissionnaire devra fournir les prix dans les Bordereaux de Prix, tels que spécifiés à l’article 14.7 ci-après.  14.3 Le prix indiqué dans la Lettre de Soumission – Partie financière conformément à l’article 12.1 des IS sera tel que spécifié dans les **DPAO**.  14.4 Le Soumissionnaire indiquera la méthode d’application de tout rabais inconditionnel dans la Lettre de soumission, conformément à l’article 12.1 des IS.  14.5 Pour la Procédure Secondaire d’Acquisition, le(s) prix proposé(s) par le Soumissionnaire sera(ont) être traité(s) comme indiqué dans les Dispositions spécifiques de l’Accord-Cadre.  14.6 Les termes « EXW, CIP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d’Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l’appel d’offres comme spécifié dans les **DPAO**. | |
|  | 14.7 Les prix unitaires figurant dans les Bordereaux de Prix doivent être indiqués soit en fonction des quantités estimées sur la durée de l’Accord-Cadre, soit de la fourchette indicative des quantités des Commandes individuelles subséquentes spécifiées dans **les DPAO**. Les prix sont indiqués comme spécifié dans chaque Bordereau de Prix inclus dans la Section IV, Formulaires de Soumission. La décomposition du prix entre ses différentes composantes n’aura pour but que de faciliter la comparaison des offres par l’Agence d’Exécution. Elle ne limitera en aucune façon le droit de l’Acheteur de passer une Commande sur la base de l’une quelconque des conditions offertes par le Soumissionnaire. Le Fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d’obtenir des prestations d’assurance en provenance de tout pays, en accord avec la Section V, Pays éligibles. Les prix proposés seront présentés de la manière suivante :   * 1. **Pour les Biens provenant du Pays de l’Agence d’Exécution** :   i) **Pour les Biens fabriquées dans le Pays de l’Agence d’Exécution**: e prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d’exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l’assemblage des **Biens** incluant le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des Biens jusqu’à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans les **DPAO**;  (ii) **Pour les Biens fabriquées en dehors du pays de l’Agence d’Exécution, déjà importées au moment de la Commande subséquente,** le prix des Biens cotées EXW (ex-works, ex-factory, ex-warehouse, ex-show-room, ou off-the-shelf) , incluant le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des Biens jusqu’à leur destination finale spécifiée dans les DPAO, mais excluant les droits de douanes et autres taxes d’importation déjà payés ou à payer sur les Biens.   * 1. Pour les Biens fabriquées en dehors du pays de l’Agence d’Exécution, **à importer dans le cadre d’un Commande subséquente** :   i) le prix des fournitures CIP-lieu de destination, dans le pays de l’Agence d’Acqusition, tel que stipulé aux **DPAO**;   * 1. Pour les Services connexes , autres que les transports intérieurs et autre services nécessaires pour acheminer les Biens à leur lieu de destination finale, lorsque de tels Services connexes sont spécifiés dans les Besoins d’Acquisitions, le prix de chaque élément faisant partie des Services connexes (taxes applicables comprises).   14.8 Durant la Procédure Secondaire d’Acquisition, les fournisseurs peuvent être invités à inclure les prix additionnels pour le transport intérieur, les assurances, et autres services locaux aférants nécessaires pour acheminer les Biens jusqu’à leur(s) destination(s) finale(s). | |
| 15. Monnaies de l’Offre et de règlement | 15.1 La(les) monnaie(s) de l’Offre et la(les) monnaie(s) de règlement seront conformes identique(s). Le Soumissionnaire indiquera la part du prix de son offre correspondant aux dépenses encourues dans le pays de l’Agence d’Exécution, dans la monnaie dudit pays, sauf spécification contraire dans les **DPAO**.  15.2 Le Soumissionnaire pourra indiquer le prix de son Offre dans la monnaie de tout pays. Si le Soumissionnaire souhaite être payé en plusieurs monnaies, il peut formuler le prix de son Offre dans ces monnaies, à condition de ne pas utiliser plus de trois monnaies en plus de la monnaie du pays de l’Agence d’Exécution. | |
| 16. Documents attestant que les Biens et Services connexes répondent aux critères d’origine et sont conformes | 16.1 Pour établir que les Biens et Services connexes répondent aux critères d’origine, en application des dispositions de l’article 5 des IS, le Soumissionnaire devra remplir les déclarations de pays d’origine figurant dans les Bordereaux de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de Soumission.  16.2 Pour établir la conformité des Biens et Services connexes au dossier d’appel d’offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées à la Section VII, Liste des fournitures, calendrier de livraison, spécifications techniques et plans. | |
|  | 16.3 Les preuves écrites peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Biens et Services connexes, démontrant qu’ils correspondent pour l’essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions de la Section VII, Liste des fournitures, calendrier de livraison, spécifications techniques et plans.  16.4 Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d’approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par l’Acheteur et pendant la période précisée aux **DPAO** après l'acceptation des Biens par l'Acheteur (si une Commande subséquente est attribuée au Soumissionnaire en tant que Fournisseur de l'AF).  16.5 Les normes qui s’appliquent aux modes d’exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l’Agence d’Exécution dans les spécifications techniques ne sont mentionnés qu’a titre indicatif et n’ont nullement un caractère restrictif. Le Soumissionnaire peut leur substituer d’autres normes de qualité, noms de marque et/ou d’autres numéros de catalogue, pourvu qu’il établisse à la satisfaction de l’Agence d’Exécution que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications techniques de la Section VII. | |
| 17. Documents attestant de l’éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire | 17.1 Pour établir que le Soumissionnaire répond aux critères d’origine, en application des dispositions de l’Article 4 des IS, le Soumissionnaire devra remplir la Lettre de Soumission, inclue à la Section IV, Formulaires de Soumission.  17.2 Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir qu’il possède les qualifications requises pour pour conclure un Accord-Cadre, et/ou pour exécuter le(s) Commandes(s) subséquente(s) en cas d'attribution, doivent établir à la satisfaction de l'Agence d’Exécution, que :  a) si requis par les **DPAO**, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Biens qu’il offre, soumettra une Autorisation du Fabricant, en utilisant à cet effet le formulaire type inclus dans la Section IV, Formulaires de Soumission, pour attester du fait qu’il a été dument autorisé par le fabriquant ou le producteur des Biens pour fournir ces dernières dans le pays de l’Agence de Passation de Marhés ;  b) si requis par les **DPAO**, au cas où il n’est pas présent dans le pays de l’Agence d’Exécution, le Soumissionnaire est ou sera (si la Commande lui est attribuée) représenté par un agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles du Fournisseur en matière d’entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.  c) le Soumissionnaire remplit chacun des critères de qualification spécifié à la Section III, Critères d’Évaluation et de Qualification | |
| 18. Période de validité des offres | 18.1 Les offres demeureront valables jusqu’à la date spécifiée dans les **DPAO** ou toute date prorogée si amendée par l’Agence d’Exécution en conformité avec l’article 8 des IS. Une offre qui n’est pas valable jusqu’à la date spécifiée dans les **DPAO** ou toute date prorogée si amendée par l’Agence d’Exécutions en conformité avec l’article 8 des IS spécifiée dans les **DPAO** sera considérée comme non conforme et écartée par l’Agence d’Exécution. | |
|  | 18.2 Exceptionnellement, avant l’expiration de la validité des Offres, l’Agence d’Exécution peut demander aux Soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs Offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit.. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l’article 18.3 des IS. | |
|  | 18.3 Si l’attribution d’un Contrat-Cadre est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de l’Offre spécifié, le prix de Référence du Contrat-Cadre sera déterminé comme suit :  a) dans le cas d’un Contrat-Cadre à prix ferme, le prix de Référence sera égal au prix de l’Offre actualisé par le facteur figurant aux **DPAO**;  b) dans le cas d’un Contrat-Cadre à prix révisable, le prix de Référence sera le prix de l’Offre.   c) dans tous les cas, les offres seront évaluées sur la base du prix des Offres sans prendre en considération l’actualisation susmentionnée. | |
| 19. Garantie de Soumission | 19.1 Une Garantie de Soumission ou une Déclaration de Garantie de Soumission n’est pas exigée pour la Procédure Primaire d’Acquisition. | |
| 20. Forme et Signature de l’Offre | 20.1 Le Soumissionnaire préparera l’Offre conformément aux articles 11 et 21 des IS. | |
|  | 20.2 Les Soumissionnaires marqueront comme « CONFIDENTIEL » les informations qui sont confidentielles pour leur entreprise. Ces informations peuvent contenir des informations de propriété, des secrets commerciaux, ou des informations commerciales ou financières sensibles.  20.3 L’original et toutes copies de l’Offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation sera établie dans la forme spécifiée dans les **DPAO**, et jointe à la Soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l’Offre, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l’offre. | |
|  | 20.4 Les offres soumises par un groupement d’entreprises (GE) devront être signées au nom du groupement par un représentant habilité du groupement de manière à engager tous les membres du groupement, comme attesté par le pouvoir du signataire signé par les représentants habilités à signer pour les partenaires respectifs du GE.  20.5 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire de l’Offre. | |
| Dépôt des Offres | | |
| 21. Cachetage et Marquage des Offres | 21.1 Le Soumissionnaire doit remettre l’Offre dans deux enveloppes séparées et cachetées (la Partie Technique et la Partie Financière). Ces deux enveloppes seront placées dans une enveloppe extérieure cachetée marquée « OFFRE ORIGINALE ».  21.2 En outre, le Soumissionnaire doit soumettre des copies de l’Offre en nombre spécifié dans les **DPAO.** Les copies de la Partie Technique doivent être placées dans une enveloppe cachetée séparée portant la mention « Copies : Partie Technique ». Les copies de la Partie Financière doivent être placées dans une enveloppe cachetée séparée portant la mention « Copies : Partie Financière ». Le Soumissionnaire doit placer ces deux enveloppes dans une enveloppe extérieure distincte et cachetée portant la mention « Copies de l’Offre ». En cas de divergence entre l’original et les copies, l’original fera foi.  21.3 Les enveloppes portant les mentions « Offre Originale » et « Copies de l’Offre » doivent être placées dans une enveloppe extérieure cachetée distincte pour dépôt à l’Agence d’Exécution.  21.4 Les enveloppes intérieure et extérieure devront : | |
|  | 1. comporter le nom et l’adresse du Soumissionnaire ; 2. être adressées à l’Agence d’Exécutions conformément à l’article 22.1 des IS; 3. comporter l’identification de l’Appel d’Offres indiqué à l’article 1.1 des IS; et 4. comporter la mention de ne pas ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis.   21.5 Si toutes les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l’Agence d’Exécution ne sera pas responsable si l’Offre est égarée ou ouverte prématurément. | |
| 22. Date et heure limite de dépôt des Offres | 22.1 Les Offres doivent être reçues par l’Agence d’Exécution à l’adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l’heure qui y sont spécifiées. Lorsque les **DPAO** le prévoient, les Soumissionnaires auront la possibilité de soumettre leurffre par voie électronique. Dans un tel cas, les Soumissionnaires devront suivre la procédure prévue aux **DPAO**.  22.2 L’Agence d’Exécution peut, si elle le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d’Appel d’Offres en application de l’article 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations de l’Agence d’Exécution et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. | |
| 23. Offres hors délai | 23.1 L’Agence d’Exécution n’examinera aucune Offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à l’Article 22 des IS. Toute offre reçue par l’Agence d’Exécution après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. | |
| 24. Retrait, Substitution et Modification des Offres | 24.1 Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son Offre après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article 20.3 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). La modification ou l’Offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications devront être :   1. préparées et délivrées en application des articles 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « Retrait », « Offre de Remplacement » ou « Modification » ; et 2. reçues par l’Agence d’Exécution avant la date et l’heure limites de dépôt des Offres conformément à l’Article 22 des IS. | |
|  | 24.2 Les Offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l’article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir être ouvertes. | |
|  | 24.3 Aucune Offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de dépôt des offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire dans la Lettre de Soumission – Partie Technique et répétée dans la Lettre de Soumission – Partie Financière, ou toute date prorogée. | |
| 1. Ouverture Publique des Parties Techniques des Offres | | |
| 25. Ouverture publique des Parties Techniques des Offres | 25.1 Excepté dans les cas spécifiés aux articles 23 et 24.2 des IS, l’Agence d’Exécution procédera à l’ouverture des plis en public et lira toutes les Offres reçues avant la date et l’heure limites (quelque soit le nombre d’offres reçues) en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute autre personne qui souhaite être présente, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPAO**. Les procédures spécifiques à l’ouverture d’offres électroniques si de telles offres sont permises à l’article 22.1 des IS seront détaillées dans les **DPAO.** | |
|  | 25.2 Dans un premier temps, la notification écrite de retrait dans les enveloppes marquées « RETRAIT » sera ouverte et son contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant l’offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Si l’enveloppe marquée « RETRAIT » ne contient pas le pouvoir confirmant que la signature est celle d’une personne autorisée à représenter le Soumissionnaire, l’Offre correspondante sera ouverte. Aucun retrait d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix.  25.3 Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix.  25.4 Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l’offre correspondante. Aucune modification d’offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix. Seules les Offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite prises en considération. | |
|  | 25.5 Ensuite, toutes les autres enveloppes marquées « Partie Technique » seront ouvertes l’une après l’autre. Les enveloppes marquées « Partie Financière » resteront fermées et conservées par l’Agence d’Exécution dans un lieu sûr jusqu’à leur ouverture, au cours d’une seconde ouverture publique, suite à l’évaluation de la Partie Technique des Offres. A l’ouverture des enveloppes marquées « Partie Technique » l’Agence d’Exécutions annoncera à haute voix le nom du Soumissionnaire, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, et tout autre détail que l’Agence d’Exécution peut juger utile de mentionner.  25.6 Seules les Parties Techniques des Offres qui sont lus à haute voix à l’ouverture des Offres seront considérées pour l’évaluation. La Lettre de Soumission – Partie Technique et l’enveloppe séparée cachetée marquée « Partie Financière » seront paraphées par les représentants de l’Agence d’Exécution présents à la séance d’ouverture des plis de la manière précisée dans les **DPAO.**  25.7L’Agence d’Exécution ne doit ni se prononcer sur les mérites de toute Offre, ni rejeter aucune des Offres (à l’exception des Offres reçues zn retard, en conformité avec l’article 23.1 des IS). | |
|  | 25.8 Après l’ouverture des Parties Techniques des Offres, l’Agence d’Exécution établira un procès-verbal qui comportera au minimum :   1. le nom du Soumissionnaire et s’il y a retrait, remplacement de l’Offre ou modification ; et 2. La présence ou l’absence d’une enveloppe dûment cachetée et marquée « Partie Financière ».   25.9 Il sera demandé aux représentants des Soumissionnaires présents de signer le procès-verbal d’ouverture des plis. L’absence de la signature d’un Soumissionnaire ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires. | |
| Évaluation des Offres – Dispositions Générales | | |
| 26. Confidentialité | 26.1 Aucune information relative à l’évaluation de la Partie Technique ne sera donnée aux Soumissionnaires ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que la notifification de l’évaluation des Parties Techniques n’aura pas été adressée aux Soumissionnaires conformément à l’article 31 des IS. Aucune information concernant l’évaluation des Parties Financières ne sera donnée aux Soumissionnaires ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que la Notifification de l’Intention d’Attribution de l’Accord-Cadre n’aura pas été transmise aux Soumissionnaires conformément à l’article 39 des IS. | |
|  | 26.2 Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer l’Agence d’Exécution lors de l’évaluation des offres ou lors de la décision de mettre en place l’Accord-Cadre peut entraîner le rejet de son offre. | |
|  | 26.3 Nonobstant les dispositions de l’article 26.2, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où l’Accord-Cadre sera attribué, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l’Agence d’Exécution pour des motifs ayant trait à la procédure d’appel d’offres, il devra le faire par écrit. | |
| 27. Éclaircissements concernant les Offres | 27.1 Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des Offres et la vérification de la qualification des Soumissionnaires, l’Agence d’Exécution a toute latitude pour demander à un Soumissionnaire des éclaircissements sur son Offre. Aucun éclaircissement apporté par un Soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande de l’Agence d’Exécution ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement de l’Agence d’Exécution, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification, y compris toute augmentation ou diminution volontaire, des prix ou de la teneur de l'Offre ne sera recherchée, proposée ou permise.  27.2 L’Offre d’un Soumissionnaire qui ne fournit pas les éclaircissements sur son Offre avant la date et l’heure spécifiée par l’Agence d’Exécution dans sa demande d’éclaircissement sera susceptible d’être rejetée. | |
| 28. Divergences, Réserves ou Omissions | 28.1 Aux fins de l’évaluation des Offres, les définitions suivantes s’appliqueront :   1. Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d’Appel d’Offres ;   b) Une « réserve » est la formulation d’une conditionnalité restrictive, ou la non-acceptation d’une disposition requise par le Dossier d’Appel d’Offres ; et  c) Une « omission » est l’absence totale ou partielle des renseignements et documents exigés par le Dossier d’Appel d’Offres. | |
| 29. Non-conformités, Erreurs et Omissions | 29.1 À condition qu’une Offre est conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution peut accepter toute non-conformité dans l’Offre.  29.2 À condition qu’une Offre soit conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution peut demander au Soumissionnaire de soumettre les informations ou les documents nécessaires, dans un délai raisonnable, pour corriger les non-conformités ou les omissions mineures dans l’Offre liées aux exigences en matière de documentation. Une telle omission ne doit pas concerner un aspect du prix de l’Offre. Le défaut du Soumissionnaire de se conformer à la demande peut entraîner le rejet de son Offre. | |
| 1. Evaluation des Parties Techniques des Offres | | |
| 30. Conformité des Parties Techniques | 30.1 Pour évaluer la Partie Technique de chaque Offre, l’Agence d’Exécution utilisera les critères et les méthodologies indiqués dans cet article 30 des IS et les DPAO, si applicable, et la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. Aucun autre critère ou méthodologie ne sera permis. | |
|  | * 1. La détermination par l’Agence d’Exécutions de la conformité d’une Offre doit être fondée sur le contenu de l’Offre elle-même, tel que défini à l’article 11 des IS.   2. Une Offre conforme pour l’essentiel est une Offre qui répond aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres sans divergence, réserve ou omission important. Une divergence, une réserve ou une omission importante est une erreur qui :  Si elle était acceptée :affecterait de manière substantielle la portée, la qualité ou la performance des Biens et Services connexes ; oulimiterait de manière substantielle, incompatible avec le Dossier d’Appel d’Offres, les droits de l’Agence d’Exécution ou les obligations du Soumissionnaire ; ousi elle était rectifiée, affecterait injustement la position concurrentielle d’autres Soumissionnaires présentant des Offres conformes pour l’essentiel .  * 1. L’Agence d’Exécution examinera les aspects techniques de l’Offre soumise conformément aux articles 16 et 17 des IS, en particulier, pour confirmer que toutes les exigences de la Section VII, Liste des Biens, Calendreir de livraison, Spécifications techniques et Plans ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante.   30.5 Si une Offre ne répond pas pour l’essentiel aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres, elle sera rejetée par l’Acheteur et ne pourra pas être rendue conforme par la suite par la correction de la divergence, réserve ou omission importante. | |
|  | * 1. L’Agence d’Exécution déterminera, à sa satisfaction, si le ou les Soumissionnaires éligibles ayant une Offre conforme pour l’essentiel qui est ou sont en mesure de satisfaire aux critères de l’Accord-Cadre satisfait(ont) aux critères de qualification stipulés à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.   2. La détermination doit être fondée sur un examen des preuves documentaires des qualifications présentées par le Soumissionnaire, conformément à l’article 17 des IS. La détermination ne tiendra pas compte des qualifications d’autres entreprises telles que les filiales, les entités mères, les sociétés affiliées, les sous-traitants (autres que les sous-traitants spécialisés si le Dossier d’Appel d’Offres le permet) ou toute autre entreprise différente du Soumissionnaire.   3. Avant la conclusion de l’Accord-Cadre, l’Agence d’Exécution vérifiera que le Soumissionnaire retenu (y compris chaque membre d’un GE) n’est pas disqualifié par la BIsD en raison du non-respect des obligations contractuelles en matière de prévention et de réponse en matière d’EAS/HS. L’Agence d’Exécution effectuera la même vérification pour chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire retenu. Si un sous-traitant proposé ne satisfait pas à l’exigence, l’Agence d’Exécution exigera du Soumissionnaire qu’il propose un sous-traitant de remplacement.   4. Seules les Offres conformes pour l’essentiel remise par des Soumissionnaires éligibles et qualifiés feront l’objet d’une évaluation technique détaillée pour évaluer l’adéquation de la Partie Technique, suivie d’une évaluation en appliquant les facteurs/sous-facteurs techniques et les scores correspondants spécifiées dans les **DPAO**. | |
| 1. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières des Offres | | |
| 31. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières | * 1. Après l’évaluation des Parties Techniques des Offres et après la non-objection de la BIsD (le cas échéant), l’Agence d’Exécutions notifiera par écrit aux Soumissionnaires qui n’ont pas satisfait aux critères de qualification et/ou dont les Offres ont été jugées non conformes aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres, en leur donnant les informations suivantes :  les motifs pour lesquels la Partie Technique de leur Offre n’a pas satisfait aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres ;leur enveloppe portant la mention « Partie Financière » leur sera retournée non ouverte après la fin du processus d’évaluation des Offres et la signature de l’Accord-Cadre ;la date, l’heure et le lieu de l’ouverture publique des enveloppes portant la mention « Partie Financière ».  * 1. L’Agence d’Exécution notifiera simultanément r par écrit aux Soumissionnaires dont la Partie Technique aura été évaluée comme répondant pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres et aux critères de qualification, en leur donnant les informations suivantes :  leur Offre a été évaluée conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres et aux critères de qualification; etleur enveloppe portant la mention « Partie Financière » sera ouverte en séance publique d’ouverture des Parties financières;la date, l’heure et le lieu de l’ouverture publique des enveloppes portant la mention « Partie Financière ».  * 1. La date d’ouverture ne devrait pas être antérieure de dix (10) jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats de l’évaluation technique, spécifiée dans l’article 31.1 et 31.2 des IS. Cependant, si l’Agence d’Exécution reçoit une réclamation sur les résultats de l’évaluation technique dans les dix (10) jours ouvrables, la date d’ouverture sera assujettie à l’árticle 47.1 des IS. La Partie Financière de l’Offre sera ouverte publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d’y assister.   2. Lors de cette ouverture publique, les Parties Financières seront ouvertes par l’Agence d’Exécution en présence des Soumissionnaires, de leurs représentants désignés et de toute autre personne qui choisit d’y assister. Les Soumissionnaires qui ont satisfait aux critères de qualification et dont les Offres ont été évaluées conformes pour l’essentiel verront leur enveloppe portant la mention « Partie Financière » ouverte lors de la deuxième ouverture publique. Chacune de ces enveloppes portant la mention « Partie Financière » sera inspectée pour confirmer qu’elle est restée cachetée et non ouverte. Ces enveloppes seront ensuite ouvertes par l’Agence d’Exécution. L’Agence d’Exécution annoncera le nom de chaque Soumissionnaire et les prix de l’Offre, y compris les rabais et tout autre détail que l’Acheteur peut juger approprié.   3. Seules les enveloppes de Partie Financière des Offres, et les rabais qui sont ouverts et annoncés à haute voix à l’ouverture des Offres seront examinées plus avant pour évaluation. La Lettre de Soumission – Partie Financière et les Bordereaux de Prix seront être paraphés par les représentants de l’Agence d’Exécution participant à l’ouverture des Offres, de la manière spécifiée dans **les DPAO**.   4. l’Agence d’Exécution ne devra pas débattre du bien-fondé d’une Offre, ni rejeter les enveloppes portant la mention « PARTIE FINANCIÈRE » en séance.   5. l’Agence d’Exécution préparera un procès-verbal de l’ouverture de la Partie Financière des Offres qui devra comprendre, au minimum :   (a)le nom du Soumissionnaire dont la Partie Financière a été ouverte ; et  (b)le prix de l’Offre, par article, y compris les rabais éventuels .  31.8 Les Soumissionnaires dont l’enveloppe portant la mention « PARTIE FINANCIÈRE » a été ouverte ou leurs représentants présents sont priés de signer le procès-verbal. L’omission de la signature du procès-verbal par un Soumissionnaire n’invalidera pas le contenu et l’effet du procès-verbal. Une copie du procès-verbal sera distribuée à tous les Soumissionnaires. | |
| 1. Evaluation des Parties Financières des Offres | | |
| 32. Evaluation des Parties Financières | 32.1 À condition qu’une Offre soit conforme pour l’essentiel, l’Agence d’Exécution rectifiera les non-conformités mineures quantifiables affectant le prix de l’Offre. À cet effet, le prix de l’Offre sera ajusté, à des fins de comparaison seulement, pour refléter le prix d’un élément ou d’une composante manquante ou non conforme, en ajoutant le prix moyen de l’article ou de la composante chiffré par les Soumissionnaires qui sont conformes pour l’essentiel . Si le prix de l’élément ou de la composante ne peut être dérivé du prix d’autres Offres conformes pour l’essentiel , l’Agence d’Exécution utilisera sa meilleure estimation.   * 1. Pour évaluer la Partie Financière de chaque Offre, l’Agence d’Exécution tiendra compte des éléments suivants :  l’évaluation sera effectuée pour chaque élément tel que chiffré conformément à l’article 14 des IS ;l’ajustement des prix pour correction d’erreurs arithmétiques conformément à l’article 33.1 des IS ;l’ajustement des prix en raison des rabais inconditionnels offerts conformément à l’article 14.4 des IS ;la convertion du montant résultant de l’application des points (a) à (c) ci-dessus, le cas échéant, en une monnaie unique conformément à l’article 34.1 des IS ;l’ajustement des prix en raison de non-conformités mineures quantifiables conformément à l’article 32.1 des IS; etles facteurs d’évaluation additionnels spécifiés à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. 32.3 Le cas échéant, l’effet estimé des dispositions relatives à la révision des prix de l’Accord-Cadre, appliquées pendant la durée de l’Accord-Cadre, ne sera pas pris en compte dans l’évaluation de l’Offre lors de la Procédure Primaire d’Acquisition.   * 1. L’évaluation d’une Offre par l’Agence d’Exécution exclura et ne tiendra pas compte :  dans le cas de Biens fabriquées dans le Pays de l’Acheteur, des taxes de vente et autres taxes similaires, qui seront payables sur les Biens si une Commande subséquente est attribuée au Soumissionnaire;dans le cas de Biens fabriquées en dehors du Pays de l’Acheteur, déjà importées ou à importer, des droits de douane et autres taxes à l’importation prélevés sur les Biens importées, des taxes de vente et autres taxes similaires, qui seront payables sur les Biens si une Commande subséquente est attribuée au Soumissionnaire ;le cas échéant, toute révision de prix pendant la période d’exécution des Commandes subséquantes, siprévu dans la Section B : Dispositions spécifiques de l’Accord-Cadre. 32.5 L’évaluation d’une Offre par l’Agence d’Exécution peut nécessiter la prise en compte d’autres facteurs, en plus du prix de l’Offre indiqué conformément à l’article 14 des IS. Ces facteurs peuvent être liés aux caractéristiques, aux performances et aux conditions générales d’achat des Biens et Services connexes, ou à la localisation géographique. L’effet des facteurs, le cas échéant, doit être exprimé en termes monétaires pour faciliter la comparaison des Offres, sauf indication contraire **dans les DPAO,** sélectionnés parmi ceux indiqués à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. Les critères et les méthodes à utiliser seront ceux spécifiés à l’article 32.2(f) des IS. | |
| 33. Correction des Erreurs Arithmétiques | 33.1 Pour évaluer la Partie Financière de chaque Offre, l’Acheteur rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :   1. S’il y a contradiction entre les prix unitaires dans le Récapitulatif de Bordereaux des Prix et les Bordereaux de Prix individuels, le prix unitaire fera foi ; et 2. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve de l’alinéas (a) ci-dessus. | |
|  | 33.2 Il sera demandé au Soumissionnaire concerné d’accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Soumissionnaire n’accepte pas les corrections apportées en conformité avec l’article 33.1 des IS, son offre sera écartée. |
| 34. Conversion en une seule monnaie | 34.1 Aux fins d’évaluation et de comparaison, l’Agence d’Exécution convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué dans les **DPAO**. |
| 35. Marge de préférence | 35.1 Aucune marge de préférence ne sera accordée dans la Procédure Primaire d’Acquisition et dans toute Procédure Secondaire d’Acquisition. |
| 36. Comparaison des Parties Financières | 36.1 L’Agence d’Exécution comparera les coûts évalués des Offres pour déterminer l’Offre (les Offres) qui a(ont) le(s) coût(s) évalué(s) le plus bas. La comparaison sera sur la base des prix unitaires chiffrés conformément à l’article 14 des IS, plus tous Services connexes requis, tel que proposé en vertu de l’article 14 des IS. L’évaluation des prix ne tiendra pas compte des droits de douane et autres taxes perçus sur les Biens importées et les taxes de vente et autres taxes similaires perçues dans le cadre de la vente ou de la livraison des Biens. |
| 1. Evaluation combinée des Parties Techniques et Financières et Notification de l’Intention de Conclure un Accord-Cadre | |
| **37. Evaluation combinée des Parties Techniques et Financières, Droit de l’Agence d’Exécution d’accepter ou de rejeter les Offres** | 37.1 L’évaluation par l’Agence d’Exécution prendra en compte les facteurs techniques, en plus des facteurs de coût conformément à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. La pondération à attribuer aux facteurs techniques et coûts est spécifiée **dans les DPAO.** L’Agence d’Exécution classera les Offres sur la base du score (B) de l’Offre évaluée.  37.2 L’Agence d’Exécution déterminera l’Offre la Plus Avantageuse. L’Offre la Plus Avantageuse est l’Offre du Soumissionnaire qui répond aux critères de qualification et dont l’Offre a été jugée conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres et qui est l’Offre ayant obtenu le score combiné technique et financier le plus élevé.  37.3 L’Agence d’Exécution se réserve le droit d’accepter ou de rejeter toute Offre, d’annuler le processus d’appel d’offres et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant la conclusion d’un ou de plusieurs Accords-Cadres, sans pour autant encourir de responsabilité envers les Soumissionnaires. En cas d’annulation, toutes les Offres soumises seront rapidement retournées aux Soumissionnaires. |
| 38. Période d’Attente | 38.1 L’Accord-Cadre (les Accords-Cadres) ne sera(ont) pas conclu(s) avant l’expiration de la Période d’Attente. La Période d’Attente sera de dix (10) jours ouvrables, à moins qu’elle ne soit prolongée conformément à l’article 44 des IS. La Période d’Attente commence le lendemain de la date à laquelle l’Agence d’Exécution a transmis à chaque Soumissionnaire la Notification de son Intention de conclure un Accord-Cadre. Lorsqu’une seule Offre est présentée, ou si la Procédure Primaire d’Acquisition répond à une situation d’urgence reconnue par la BIsD, la Période d’Attente ne s’appliquera pas. |
| 39. Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre | * 1. L’Agence d’Exécution enverra à chaque Soumissionnaire (qui n’a pas déjà été notifié qu’il n’a pas été retenu) la Notification de son Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) avec le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s). La Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre doit contenir, au minimum, les informations suivantes :  1. le nom et l’adresse du(es) Soumissionnaire(s) ayant présenté l’(les) Offre(s) retenue(s) ; 2. le(s) prix de l’(des)Offre(s) retenue(s) ou le(s) mécanisme(s) de prix; 3. les noms de tous les Soumissionnaires qui ont remis des Offres et leurs prix ou le(s) mécanisme(s) de prix tels que lus et évalués, et les scores techniques; 4. un exposé des raisons pour lesquelles l’Offre (du Soumissionnaire non retenu auquel la notification est adressée) n’a pas abouti, à moins que les informations sur le prix visées au point (c) ci-dessus ne révèlent déjà la raison; 5. la date d’expiration de la Période d’Attente; 6. des instructions sur la façon de demander un débriefing et/ou de présenter une réclamation pendant la Période d’Attente. |
| Attribution de Contrat-Cadre | |
| 40. Critères d’attribution | 40.1 Ceci est un Accord-Cadre fermé.  40.2 L’Agence d’Exécution spécifiera dans les DPAO et/ou la Section III – Critères d’Evaluation et de qualification, les critères qui seront appliqués pour la sélection du(es) Soumissionnaire(s) avec lequel(lesquels) un Accord-Cadre peut être conclu. |
| 41. Notification de la Conclusion d’un Accord-Cadre | 41.1 Avant la date d’expiration de validité des Offres et à l’expiration de la Période d’Attente, spécifiée à l’article 38.1 des IS ou toute extension, et après avoir traité toute réclamation introduite durant la Période d’Attente, l’Agence d’Exécution notifiera au(x) Soumissionnaire(s) retenu(s), par écrit, la Conclusion d’un Accord-Cadre en joignant l’Accord-Cadre pour signature par le(s) Soumissionnaire(s). et la demande de soumettre le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs dans le délai de huit (8) jours suivaant la réception de la demande. |
| 42. Pas d’Obligation d’Acheter | 42.1 La conclusion de l’Accord-Cadre n’imposera pas une obligation à l’Agence d’Exécution et/ou aux Acheteurs d’acheter des Biens en vertu de l’Accord-Cadre. |
| 43. Non-exclusivité | 43.1 La Procédure Primaire d’Acquisition n’est pas exclusive et l’Agence d’Exécution se réserve le droit d’acquérir les Biens auprès d’autres fournisseurs qui ne sont pas des Fournisseurs ACC. |
| 44. Debriefing par l’Agence d’Exécution | 44.1 À la réception de la Notification de l’Intention d’Attribution de l’Agence d’Exécution visée à l’article 39.1 des IS, un Soumissionnaire non retenu dispose de trois (3) jours ouvrables pour faire une demande écrite à l’Agence d’Exécution en vue d’un débriefing. L’Agence d’Exécution devra organiser un débriefing pour tout Soumissionnaire non retenu dont la demande est reçue dans ce délai.   * 1. Lorsqu’une demande de débriefing est reçue dans le délai imparti, l’Agence d’Exécution accordera le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables, à moins que l’Agence d’Exécution ne décide, pour des raisons justifiables, d’accorder le débriefing au delà de ce délai. Dans ce cas, la Période d’Attente sera automatiquement prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après le débriefing. Si plus d’un débriefing est ainsi retardé, la Période d’Attente ne doit pas se terminer plus tôt que cinq (5) jours ouvrables après le dernier débriefing. L’Agence d’Exécution informera rapidement, par les moyens les plus rapides disponibles, tous les Soumissionnaires de la Période d’Attente prolongée.   2. Lorsqu’une demande de débriefing est reçue par l’Agence d’Exécution après la date limite de trois (3) jours ouvrables, l’Agence d’Exécution accordera le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication de la Notification de Conclusion de l’Accord-Cadre. Les demandes de débriefing reçues au-delà du délai de trois (3) jours n’entraînent pas de prolongation de la Période d’Attente.   3. Le défriefing de Soumissionnaire non retenu peut être effectué par écrit ou verbalement (par téléphone ou vidéoconférence) ou en personne. Les Soumissionnaires supporteront leurs propres frais d’assistance à une telle réunion de débriefing. |
| 45. Signature de l’Accord-Cadre | 45.1 À moins qu’une date limite antérieure ne soit stipulée dans les **DPAO**, le Soumissionnaire doit signer, dater et retourner l’Accord-Cadre dans les vingt-huit (28) jours suivant sa réception.  45.2 Dans le cas d’un Accord-Cadre à utilisateurs multiples, l’Agence d’Exécution signera chaque Accord-Cadre au nom de tous les Acheteurs participants. |
| 46. Publication de la Notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre | 46.1 Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la transmission au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) de la (des) notification(s) de conclusion d’un ou de plusieurs Accords-Cadres, conformément à l’article **41.1 des IS**, l’Agence d’Exécution publiera la Notification de la Conclusion d’Accord-Cadre qui doit contenir, au minimum, les renseignements suivants :   1. le nom et l’adresse de l’Agence d’Exécution et, le cas échéant, de tous les Acheteurs participants; 2. le nom et le numéro de référence de l’Accord-Cadre conclu, ainsi que la méthode de sélection utilisée; 3. les noms de tous les Soumissionnaires qui ont remis des Offres, ainsi que leurs prix, ou mécanismes de tarification, tels qu’ils ont été lus à l’ouverture des Offres et évalués; 4. les noms de tous les Soumissionnaires dont les Offres ont été rejetées ou n’ont pas été évaluées, avec les raisons de leur rejet ; 5. le nom du(des) Soumissionnaire(s) retenu(s), la durée de l’Accord-Cadre et un résumé de sa portée ; 6. le(s) Formulaire(s) de Divulgation des Bénéficiaires effectifs du(des) Soumissionnaire(s) retenu.    1. La Notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre sera publiée par l’Agence d’Exécution sur UNDB en ligne ou le site internet DgMarket, ainsi que sur le site internet de la BIsD et sur le site de l’Agence d’Exécution, le cas échéant. |
| 47. Réclamation relative à la passation de marchés | 47.1 Les procédures pour déposer une Réclamation relative à la Passation de Marchés sont telles que spécifiées dans **les DPAO**. |
| Procédure Secondaire d’Acquisition pour attribution de Commande subséquente | |
| 48. Méthode et Critères pour attribution d’une Commande subséquente | 48.1 La Procédure Secondaire d’Acquisition qui s’appliquera lors de la sélection du Fournisseur ACC et de l’attribution d’une Commande est précisée **dans l’Accord-Cadre** (Accord-Cadre, Annexe 3, Procédure Secondaire d’Acquisition). Pour avoir le droit de participer à une Procédure Secondaire d’Acquisition et d’obtenir une Commande subséquante, les Fournisseurs ACC doivent continuer d’être qualifiés et éligibles, et les Biens doivent continuer à être éligibles, conformément aux critères stipulés dans le présent DAO. L’Acheteur peut exiger, à l’étape de la Procédure Secondaire d’Acquisition et de l’attribution de Commande subséquente, une preuve de la qualification et de l’éligibilité. |
| 49. Révision du Prix de Référence | 49.1 Le Prix de la Commande à l’étape de la Procédure Secondaire d’Acquisition ne sera pas sujet à révision de prix à moins que spécifié autrement dans l’Accord-Cadre. |

|  |  |
| --- | --- |
| Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)  Les données particulières qui suivent, relatives à l’acquisition des Biens, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Soumissionnaires (IS). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IS.  *[Lorsqu’un système de passation de marchés électronique est utilisé, modifier les parties pertinentes des DPAO en conséquence pour refléter le processus de passation de marchés électronique.]*  *[Les notes en italiques qui accompagnent les clauses ci-dessous sont destinées à faciliter l’établissement des données particulières correspondantes]* | |
| **A. Généralités** | |
| **IS 1.1 et 1.2 (p)** | Nom de l’Agence d’Exécution : *[****insérer le nom****]*  L’Agence d’Exécution est *[sélectionner l’une ou l’autre des options de la capacité dans laquelle l’Agence d’Exécution agit :]*  *OPTION 1 ; «*l’agence qui concluera, administrera et gérera l’Accord-Cadre et sera le seul Acheteur en vertu de l’Accord-Cadre.*»*  *OPTION 2 :*  « l’agence agissant pour, et pour le compte de *[sélectionner « l’Acheteur » ou « tous les Achteurs participants » ]* pour conclure l’Accord-Cadre. *»*  Le numéro d’identification de l’AOI : *[****insérer le numéro****]*  Nom de l’Avis d’Appel d’Offres : *[****insérer le nom de l’Appel d’Offres****]* |
| **IS 1.2 (a)** | *[supprimer si non applicable]*  **Système électronique de Passation de Marchés**  L’Agence d’Exécution utilisera le système électronique de Passation de Marché suivant pour gérer le présent processus d’appel d’offres :  ***[insérer le nom du système électronique et l’adresse URL ou le lien]***  Le système électronique de passation de marchés est utilisé pour gérer les aspects suivants du processus d’appel d’offres :  ***[énumérer les aspects ici et modifier les parties pertinentes des DPAO en conséquence, par exemple, l’émission d’un Dossier d’Appel d’Offres, la remise des Offres, l’ouverture des Offres]*** |
| **IS 1.2 (l) ou (t)** | La présente Procédure Primaire d’Acquisition concluera un [« Accord-Cadre à Usager Unique » OU « Accord-Cadre à Usagers Multiples ». |
| **IS 1.2 (p)** | *[Pour les ACC à utilisateurs multiples, vous devez soit : (a) énumérer tous les Acheteurs individuellement dans les DPAO ou dans une annexe aux DPAO, ou (b) décrire tous les Acheteurs comme un groupe identifiable d’entités.]*  **Acheteurs**  Le(s) Acheteur(s) autorisé(s) à acheter en vertu de l’Accord-Cadre *[« est » ou « sont »] : [insérer : [pour un ACC à utilisateur unique, indiquer le nom légal et l’adresse de l’entité individuelle]*  *OU*  *[pour un ACC à utilisateurs multiples, donner la description du groupe d’entités qui sont autorisées à acheter en vertu de l’ACC, ou énumérer chaque entité individuellement ici, ou dans une annexe des DPAO, en insérant leur nom légal et leur adresse.]* |
| **IS 1.2 (m) ou (u)** | *[Sélectionnez l’option appropriée et supprimez le reste]*  *OPTION 1* :  **Accord-Cadre à Fournisseur unique**  La présente Procédure Primaire d’Acquisition vise à conclure un Accord-Cadre à Fournisseur unique.  OU *OPTION 2* :  **Accord-Cadre à Fournisseurs** multiples  La présente Procédure Primaire d’Acquisition vise à conclure un Accord-Cadre à Fournisseurs multiples.  Groupe de l’Accord-Cadre – nombre minimal (x)  L’Agence d’Exécution a l’intention de conclure un Accord-Cadre avec un nombre minimum de Soumissionnaires *[indiquer : «*pour chaque article » *si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant aux quantités estimées d’un article au cours de la période d’ACC ou indiquer: «*pour chaque fourchette de quantités de Commande*» si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant à une fourchette de quantités de Commande]*.  Le nombre minimal (appelé x) est [*insérer le nombre en mots et en chiffres)*.  Groupe de l’Accord-Cadre – nombre maximal (y)  L’Agence d’Exécution a l’intention de conclure un Accord-Cadre *[indiquer : «*pour chaque article » *si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant aux quantités estimées d’un article au cours de la période d’ACC ou indiquer: «*pour chaque fourchette de quantités de Commande*» si les Soumissionnaires sont tenus de proposer leurs prix unitaires correspondant à une fourchette de quantités de Commande],* avec un nombre maximal de (y) Soumissionnaires qualifiés ayant fait des offres conformes pour l’essentiel .  Le nombre maximal (appelé y) de Soumissionnaires avec lesquels l’Agence d’Exécution peut conclure des Accords-Cadres est de *[insérer le nombre en mots et en chiffres].*  *[Sélectionnez les nombres x et y en fonction des résultats de l’analyse de marché et d’autres constatations de la SPMD.]* |
| **IS 1.2 (w)** | **Durée de l’Accord-Cadre**  L’Accord-Cadre est d’une durée de *[insérer le nombre d’années] [Note : la durée initiale ne peut excéder 3 ans]* à compter de la date d’entrée en vigueur indiquée dans l’Accord-Cadre. *[S’il y a lieu, indiquer que la durée initiale peut être prolongée d’un maximum de deux années supplémentaires.]* |
| **IS 2.1** | Nom du Bénéficiaire : *[insérer le nom du Bénéficiaire et indiquer sa relation avec l’Agence d’Exécution, si différente. S’assurer qu’il s’agit bien de l’information fournie dans l’Avis d’Appel d’Offres.]* |
| **IS 2.1** | Montant du financement: *[****insérer l’équivalent en $EU****]*  Nom du Projet : *[****insérer le nom****]* |
| **IS 4.1** | Le nombre des membres d’un groupement (GE) ne dépassera pas : *[****insérer le nombre****]* |
| **IS 4.5** | Une liste des entreprises qui ne sont pas admises à participer aux projets de la BIsD figure à l’adresse électronique suivante : [http://www.isdb.org](http://www.worldbank.org/debarr.) |
| **B. Contenu du Dossier d’Appel d’Offres** | |
| **IS 7.1** | Afin d’obtenir des **clarifications** uniquement**,** l’adresse de l’Agence d’Exécution est la suivante :  *[Insérer l’information correspondante comme requis ci-après. Cette adresse peut être identique ou non à celle spécifiée à l’article 22.1 des IS pour la remise des offres]:*  Attention de : *[insérer le nom du responsable]*  Rue : *[insérer le nom de la rue]*  Étage/ numéro de bureau *:[insérer étage et numéro du bureau]*  Ville *: [insérer le nom de la ville]*  Code postal : *[insérer el numéro du code postal]*  Pays : *[insérer le nom* du pays]  Numéro de téléphone : *[insérer numéro*  Numéro de télécopie : *[insérer numéro]*  Adresse électronique : *[insérer adresse]*  Le délai de réception des demandes d’éclaircissements, exprimé en nombre de jours avant la date limite de dépôt des offres est de *[insérer nombre]* jours.  Adresse du site internet : *[en cas d’utilisation, identifier le site internet largement utilisé d’accès libre où les informations de la Procédure Primaire d’Acquisition sont publiées] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |
| **C. Préparation des Offres** | |
| **IS 10.1** | La langue de soumission est : *[insérer « l’nglais », « l’arabe », ou « le français »\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *[Note : Dans un pays où la BIsD et le Bénéficiaire ont convenu que les offres pourront être formulées dans la langue du pays du Bénéficiaire (ou la langue utilisée communément dans le pays du Bénéficiaire pour les transactions commerciales), en plus d’une langue utilisée sur le plan international, le texte ci-après doit être inséré :*  ***« Outre la langue indiquée ci avant, le dossier d’appel d’offres a également été émis dans la langue ci-après : [insérer la langue du pays du Bénéficiaire ou la langue utilisée communément dans le pays du Bénéficiaire pour les transactions commerciales].***  ***Le Soumissionnaire peut, à son choix, formuler son offre dans l’une ou l’autre des langues indiquées ci avant, en utilisant une langue seulement. »***  Toute correspondance sera échangée en *[****indiquer une seule langue****]*.  La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera *[****indiquer une seule langue****].* |
| **IS 11.1 (h)** | Le Soumissionnaire devra joindre à son Offre les autres documents suivants : *[****insérer la liste des documents, si nécessaire, autres que ceux déjà mentionnés à l’article 11.1 des IS****]* |
| **IS 14.3** | *Option 1 – ACC à Fournisseur unique*  Les prix à indiquer dans la Lettre de Soumission seront les prix unitaires de l’offre pour les articles spécifiés, conformément à l’article 12.1 des IS.  *Option 2 –ACC à Fournisseurs Multiples*  Les prix devant à indiquer dans la Lettre de Soumission seront (i) les prix unitaires de l’offre pour les quantités estimées au cours de la période de l’ACC ou (ii) les prix unitaires de l’offre pour l’éventail de quantités de Commande, conformément à l’article 12.1 des IS. |
| **IS 14.6** | L’édition des **Incoterms** à laquelle se référer pour l’Accord-Cadre Marchés sur Appel est : [*insérer la date d’édition en cours]* |
| **IS 14.7** | Les Prix Unitaires dans les Bordereaux de Prix seront chiffrés pour *[insérer « les quantités estimées au cours de la période de l’Accord-Cadre » ou « éventail indicatif pour les quantités de Commande individuelle »]* |
| **IS 14.7 (a) (i), (ii)** | Le lieu de Destination est : *[insérer un lieu de destination si connu. Cela peut être un lieu central pour permettre la comparaison des offres et pas nécessairement la destination finale qui peut ne pas être connue à ce stade]* |
| **IS 14.7 (b) (i)** | Le lieu de Destination selon les Incoterms utilisés, est *: [insérer le nom du lieu de destination ]* |
| **IS 15.1** | Le Soumissionnaire *[insérer «****est****» ou «****n’est pas****»]* tenu d’exprimer dans la monnaie du pays de l’Agence d’Exécution la fraction du prix de son Offre correspondant à des dépenses encourues dans cette même monnaie. |
| **IS 16.4** | Période de fonctionnement prévue pour les Biens (en vue des besoins en pièces de rechange) : *[****insérer durée****]* après la réception des Biens par l’Acheteur pour chaque Commande. |
| **IS 17.2 (a)** | L ‘Autorisation du Fabriquant *[insérer «****est****» ou «****n’est pas*** *»]* requise.  ***[Si l’autorisation du Fabricant n’est requise que pour certains des articles à acquérir, énumérer les articles pour lesquels l’autorisation du Fabricant est requise. L’autorisation du Fabricant est normalement requise pour les articles critiques/techniquement complexes.]*** |
| **IS 17.2 (b)** | Un service après-vente *[insérer* *«****est****» ou «****n’est pas****»]* requis. |
| **IS 18.1** | L’Offre sera valable jusqu’à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer* ***le jour, mois et année,*** *en tenant compte du délai raisonnable nécessaire pour terminer l’évaluation de l’offre, obtenir les approbations nécessaires et la non-objection de la BIsD (si elle fait l’objet d’un examen préalable).]* ***[Afin de minimiser le risque d’erreurs de la part des Soumissionnaires, la période de validité des soumissions est une date précise et n’est pas liée à la date limite de remise des Offres. Comme il est indiqué à l’article 18.1 des IS, s’il est nécessaire de prolonger la date, par exemple parce que la date limite de remise des offres est considérablement prolongée par l’Agence d’Exécution, la date de validité révisée de l’offre doit être précisée conformément à l’article 8 des IS].]*** |
| **IS 18.3 (a)** | Dans le cas d’un marché à prix ferme, le prix de l’Offre sera actualisé (pour déterminer le Prix de Référence de l’ACC) en utilisant le(s) facteur(s) suivant(s) :  *[(1) La part du Prix de Référence de l’ACC exprimée en monnaie nationale sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau national durant la période d’extension ; et*  *(2) la part du Prix de Référence de l’ACC exprimée en monnaies étrangères sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau international, à savoir dans les pays des monnaies étrangères, durant la période d’extension.]* |
| **IS 20.3** | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en : ***[insérer l’intitulé et la description des documents nécessaires à titre d’attestation de procuration (ou pouvoir) du signataire de l’offre au nom du Soumissionnaire.]*** |
| **D. Dépôt des Offres** | |
| **IS 20.1** | Outre l’original de l’Offre, le nombre de copies demandé est de : *[insérer le nombre de copies]*. |
| **IS 22.1** | Aux fins de **remise des offres**, uniquement, l’adresse de l’Agence d’Exécution est la suivante ***[cette adresse peut être la même ou différente de celle spécifiées en 7.1 IS]*** :  Attention : *[insérer le nom complet de la personne, si applicable]*  Adresse : *[insérer le nom de la rue et le numéro de l’immeuble]*  Étage/Numéro de bureau : *[insérer l’étage et le numéro du bureau]*  Ville : *[insérer le nom de la ville]*  Code postal : *[insérer le numéro du code postal]*  Pays : *[insérer le nom du pays]*  *[Remarque : Le temps alloué pour la préparation et la remise des Offres doit être déterminé en considérant les circonstances particulières du projet et sa dimension et complexité da passation de marchés. La période allouée sera au moins de trente (30) jours ouvrables, sauf si convenu autrement avec la BIsD.]*  **La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :**  Date : *[insérer le jour, mois, année ; par exemple : 15 juin 2021]*  Heure *: [insérer l’heure ]*  *[Remarque : la date et l’heure devraient être les mêmes que celles indiquées dans l’Avis d’Appel d’Offres, sauf si amendé consécutivement à l’article 22.2 des IS.]*  Le Soumissionnaire *[insérer « aura » ou « n’aura pas »]* l’option de soumettre son offre par voie électronique.  *[Remarque : La disposition suivante et les informations correspondantes seront insérées uniquement lorsque les soumissionnaires ont le choix de présenter une offre par voie électronique. Dans le cas contraire, supprimer.]*  Les procédures de soumission des offres par voie électronique sont les suivantes : *[insérer une description des procédures de soumission des offres par voie électronique le cas échéant]* |
| **E. Ouverture Publique des Parties Techniques des Offres** | |
| **IS 25.1** | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse suivante :  Adresse : *[insérer le nom de la rue et le numéro de l’immeuble]*  Étage /Numéro de bureau : *[insérer l’étage et le numéro du bureau]*  Ville : *[insérer le nom de la ville]*  Pays *:[insérer le nom du pays]*  Date *: [insérer le jour, mois, année ; par exemple : 15 juin 2021]*  Heure *: [insérer l’heure ; préciser « matin « ou « soir » si nécessaire]*  *[La date et l’heure doivent être la même que celles indiquée dans l’Avis d’Appel d’Offres, sous réserve d’amendement en application de l’IS 22.]*  *[La disposition suivante et les informations correspondantes seront insérées uniquement lorsque les soumissionnaires ont le choix de présenter une offre par voie électronique. Dans le cas contraire, supprimer.]*  Les procédures d’ouverture des plis remis par voie électronique, lorsqu’elles sont applicables, sont les suivantes : *[insérer une description des procédures d’ouverture des plis par voie électronique.]* |
| **IS 25.6** | La Lettre de Soumission – Partie Technique et les enveloppes marquées « Seconde Enveloppe – Partie Financière » seront paraphés par \_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nombre des représentants]*** représentants de l’Agence d’Exécution participant à l’ouverture des plis. |
| **G. Évaluation des Parties Techniques des Offres** | |
| **IS 30.9** | Les facteurs et les sous-facteurs techniques applicables et les scores correspondants sur 100% sont :  1.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  2. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  3. \_\_...\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  *[Insérer les facteurs et sous-facteurs techniques spécifiques appropriés. Les facteurs techniques à spécifier doivent tenir compte des facteurs à évaluer conformément à l’article 34.2 des IS pour s’assurer que le même attribut n’est pas évalué deux fois.*  *Les scores doivent être attribués en fonction de l’importance relative des facteurs techniques.*  *Les facteurs techniques à évaluer et les scores correspondants peuvent varier en fonction de la portée, de la complexité, des risques et du marché. Conformément aux objectifs de l’acquisition, les facteurs techniques peuvent inclure, sans toutefois s’y limiter : les caractéristiques de performance ou de fonctionnalité, la qualité des niveaux de service et des capacités proposés et la disponibilité des pièces de rechange et des services après-vente, les caractéristiques de durabilité du produit, l’engagement du Fournisseur envers la durabilité, la capacité de gérer les accords-cadres, etc.*  *Si l’acquisition a été évaluée comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, les facteurs techniques doivent inclure le plan de gestion des risques de cybersécurité proposé.*  *Si des risques liés à la chaîne d’approvisionnement sont évalués, les facteurs techniques doivent inclure le plan de gestion des risques de la chaîne d’approvisionnement proposé.*  *Les pondérations devraient être attribuées en fonction de l’importance relative des facteurs techniques. Pour permettre l’évaluation des facteurs techniques, insérer des sous-facteurs techniques conformes aux attentes et les coefficients de pondération correspondants, s’il y a lieu]* |
| **H. Notification de l’Evaluation des Parties Techniques et Ouverture Publique des Parties Financières des Offres** | |
| **IS 31.5** | La Lettre de Soumission– Partie Financière et les Bordereaux de Prix seront paraphés par \_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nombre]*** représentants de l’Agence d’Exécution qui participent à l’ouverture des Offres*\_\_\_\_ [Insérer la procédure : Exemple: la Partie financière de l’Offre sera paraphée par trois représentants et numérotée, toute modification du prix unitaire ou total doit être paraphée par les représentants de l’Agence d’Exécution, etc.]* |
| 1. **Evaluation des Parties Financières des Offres** | |
| **IS 32.2** | Les autres facteurs pris en compte pour l’évaluation, en plus du prix de l’Offresont énoncés ci-dessous, et décrits plus en détail à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification ;   1. **Coûts du cycle de vie** : les coûts pendant la durée de vie des Biens ou du matériel *[insérer « Oui » ou « Non ». Dans l’affirmative, insérer la méthodologie et les critères à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification]* 2. **La performance et la productivité des équipements offerts** ; *[Insérer « oui » ou « non ». Dans l’affirmative, insérer la méthodologie et les critères]* 3. *[insérer tout autre critère spécifique à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification]* |
| **IS 34.1** | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des Offres exprimés en diverses monnaies, aux fins d’évaluation et de comparaison de ces Offres est *: [insérer le nom de la monnaie]*  La source du taux de change à employer est : *[****insérer le nom de la source******du taux de change (ex. la Banque Centrale du Pays de l’Agence d’Exécution)]***  La date de référence est ***: [Insérer le jour, le mois et l’année ; ex. le 15 juin 2021, pas plus tôt que 28 jours avant la date limite de dépôt des Offres et au plus tard la date originale de l’expiration du délai de validité des Offres.]*** |
| **J. Evaluation combinée des Parties Techniques et Financières et Notification de l’Intention de Conclure un Accord-Cadre** | |
| **IS 37.1** | La pondération à attribuer au coût est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la pondération du coût de telle manière que la somme de la pondération de coût et de la pondération du score technique total soit égale à un (1).]* |
| 1. Conclusion de l’Accord-Cadre | |
| **IS 45** | **Signature de l’Accord-Cadre**  Le Soumissionnaire doit signer, dater et renvoyer l’Accord-Cadre dans les *[insérer le nombre de jours (insérer en chiffres)]* jours suivant sa réception.  *[Remarque : Le délai normal de signature est de 28 jours. Cependant, avec un ACC, il n’y a pas de garantie de bonne exécution à fournir à ce stade, de sorte que le temps de signature peut être réduit.]* |
| **IS 47** | Les procédures de présentation d’un recours concernant la passation des marchés est détaillée dans les Directives pour l’Acquisition des Biens, Travaux et services connexes dans le cadre des Projets financés par la BIsD (Annexe B). Si un Soumissionnaire souhaite présenter une Réclamation relative à la Passation de Marchés, il doit soumettre sa réclamation en suivant ces procédures, par écrit (par les moyens les plus rapides disponibles, c’est-à-dire par courriel ou par télécopieur), à l’adresse suivante :  **À l’attention de** : [insérer le nom complet de la personne qui reçoit les réclamations]  **Titre/position** : [insérer titre/position]  **Agence d’Exécution** : [insérer le nom de l’Agence d’Exécution]  **Adresse courriel** : [insérer l’adresse courriel]  **Numéro de télécopieur** : [insérer le numéro de télécopie] ***supprimer s’il n’est pas utilisé.***  En résumé, une Réclamation relative à la Passation de Marchés peut contester l’un des éléments suivants :   1. les termes du Dossier d’Appel d’Offres; 2. la décision de l’Agence d’Exécution d’exclure un Soumissionnaire du processus de passation de marchés avant la décision de conclure un (des) Accord(s)-Cadre(s) ; et 3. la décision de l’Agence d’Exécution de conclure un (des) Accord(s)-Cadre(s) . |

|  |
| --- |
| Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification |
| Cette Section inclut les critères que l’Agence d’Exécution doit utiliser pour évaluer une Offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux qualifications requises. L’Agence d’Exécution n’utilisera pas d’autres critères que ceux indiqués dans ce Dossier d’Appel d’Offres pour la Procédure Primaire d’Acquisition.  ***[L’Agence d’Exécution sélectionnera les critères considérés comme adéquates pour la Procédure Primaire d’Acquisition, insèrera le texte approprié en utilisant les exemples ci-dessous ou un autre texte acceptable, et supprimera le texte en italiques.]*** |

**Contenu**

[PARTIE TECHNIQUE 52](#_Toc137745103)

[1. Critères de Qualification (ITB 30.6) 52](#_Toc137745104)

[2. Évaluation technique (IS 30.9) 53](#_Toc137745105)

[PARTIE FINANCIÈRE 54](#_Toc137745106)

[ÉVALUATION COMBINÉE 56](#_Toc137745107)

[Critères pour conclure un ou plusieurs Accords-Cadres (IS 40) 56](#_Toc137745108)

PARTIE TECHNIQUE

Critères de Qualification (ITB 30.6)

L’Agence d’Exécution évaluera chaque Offre en fonction des Critères de Qualification suivants. Les exigences qui ne figurent pas dans le texte ci-dessous ne doivent pas être utilisées dans l’évaluation des qualifications du Soumissionnaire.

1. **Capacité financière :**  Le Soumissionnaire doit présenter des états financiers vérifiés ou, si la loi du pays du Soumissionnaire ne l’exige pas, d’autres états financiers acceptables pour l’Agence d’Exécution, pour les \_\_\_\_\_\_dernières années *[p. ex. trois ans]* avant la date limite de dépôt des Offres, démontrant la solidité actuelle de la situation financière du Soumissionnaire. Dans le cas d’un GE, chaque membre doit satisfaire cette exigence ;
2. **Expérience Spécifique :** Le Soumissionnaire doit démontrer qu’il a conclu avec succès au moins \_\_\_\_ *[insérer le nombre de marché]* marchés au cours des \_\_\_années *[p. ex. trois ans]* précédant la date limite de dépôt des Offres, chacun d’une valeur d’au moins\_\_\_\_\_ qui ont été achevés avec succès en grande partie et qui sont de nature et de complexité similaires aux Biens et aux services connexes qu’il propose de fournir. Dans le cas d’un GE, cette exigence peut être satisfaite par tous les membres combinés.
3. **Documents justificatifs**:Le Soumissionnaire doit fournir les documents justificatifs démontrant que les fournitures qu’il offre de fournir satisfont à l’exigence d’utilisation suivante : *[énumérer la ou les exigences, le cas échéant]*
4. **Expérience de fabrication et capacité technique :**  Pour les Biens pour lesquelles le Soumissionnaire est un fabricant, le Soumissionnaire doit fournir les documents justificatifs pour démontrer :
5. qu’il a fabriqué des fournitures de nature et de complexité similaires pendant au moins \_\_\_années *[p. ex. trois ans]*, avant la date limite de dépôt des Offres ; et
6. que sa capacité de production annuelle de fournitures de nature et de complexité similaires pour chacune des \_\_\_années dernières *[p. ex. trois ans]* avant la date limite de dépôt des Offres, est au moins\_\_\_\_fois les quantités spécifiées.
7. ***[Si le risque de cybersécurité a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, inclure une exigence d’expérience spécifique pertinente pour démontrer l’expérience, la pratique et les antécédents en matière de cybersécurité, y compris l’accréditation pertinente en matière de cybersécurité telle qu’ISO 27000 (ISO 27001) ou équivalent.]***
8. **Autorisation du fabricant** : Un soumissionnaire qui ne fabrique pas un ou plusieurs articles pour lesquels une autorisation du fabricant est requise conformément à l’article 17.2 (a) des IS - DPAO, devra fournir la preuve qu’il est dûment autorisé par un fabricant (Formulaire d’Autorisation du Fabricant, Section IV - Formulaires de Soumission), répondant aux critères énoncés en (d) (i) et (ii) ci-dessus, pour livrer les Biens ;
9. Un soumissionnaire qui ne fabrique pas les articles pour lesquels une autorisation du fabricant n’est pas requise conformément à l’alinéa 17.2 (a) des IS - DPAO, devra remettre des documents sur son statut de fournisseur, à la satisfaction de l’Agence d’Exécution *(par exemple, en tant que revendeur/distributeur agréé des articles)*.

Au moment de la conclusion de l’Accord-Cadre et ultérieurement lors d’une Commande, le soumissionnaire (y compris chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire) ne devra pas faire l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations EAS/HS.

Évaluation technique (IS 30.9)

Évaluation de l’adéquation de la Partie Technique aux exigences

...............................................................................................................

*[Insérer les prescriptions techniques minimales, le cas échéant, (ou renvoyer aux parties des prescriptions techniques appropriées) auxquelles la Partie technique doit satisfaire avant d’être prise en considération pour l’évaluation technique en appliquant les facteurs/sous-facteurs techniques notés conformément à l’article 30.* *9 des IS -- DPAO.]*

**Méthodologie de notation de** la **Partie Technique**

***[Note à l’intention de l’Agence d’Exécutions : L’Agence d’Exécutions doit élaborer une méthode de notation à inclure ici. Ce qui suit n’est qu’un exemple et peut être modifié pour s’adapter à l’objectif:]***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Score (du score total pour le facteur/sous-facteur, selon le cas) | Description | Remarques |
| 0-15% | La fonctionnalité requise est absente ; aucun renseignement pertinent pour démontrer comment l’exigence est satisfaite |  |
| 16-49% | Caractéristique requise présente des lacunes, telles qu’une information insuffisante ou manquant de clarté |  |
| 50-79% | Renseignements suffisants pour démontrer comment l’exigence sera satisfaite |  |
| 80-89% | Renseignements suffisants pour démontrer que l’exigence sera légèrement dépassée |  |
| 90-100 | Des renseignements suffisants qui dépassent considérablement l’exigence /l’offre apporte une valeur ajoutée importante |  |

Le score pour chaque sous-facteur (i) au sein d’un facteur (j) sera combiné avec les scores des sous-facteurs dans le même facteur en tant que somme pondérée pour former le score technique du facteur en utilisant la formule suivante:



où:

*tji= le score technique pour le sous-facteur « i » du facteur « j »,*

*wji* *= pondération du sous-facteur « i » dans le facteur « j »,*

*k* *= le nombre de sous-facteurs notés dans le facteur « j », et*



Les notes techniques pour chacun des facteurs seront combinées dans une somme pondérée pour former la note technique totale de l’Offre à l’aide de la formule suivante :



où:

*Sj* *= le score technique du facteur « j »,*

*Wj* *= la pondération du facteur « j » tel que spécifié*  *dans les DPAO,*

*n* *= le nombre de facteurs, et*



PARTIE FINANCIÈRE

L’évaluation de la Partie Financière par l’Agence d’Exécution peut tenir compte, outre le prix de l’Offre indiqué conformément à l’article 14 des IS, d’un ou de plusieurs des facteurs suivants, tels que spécifiés dans l’article 32.2 des IS - DPAO, en utilisant les critères et méthodologies suivants :

1. **Coûts du cycle de vie**

Si spécifié aux DPAO - IS 32.2, un ajustement pour tenir compte des coûts supplémentaires du cycle de vie pour la période spécifiée ci-dessous, tels que les coûts d’exploitation et de maintenance des Biens, sera ajouté au prix de l’Offre, à des fins d’évaluation uniquement. L’ajustement sera évalué conformément à la méthodologie spécifiée ci-dessous et aux informations suivantes:

*[Note à l’intention de l’Agence d’Exécution : Le coût du cycle de vie devrait être utilisé lorsque les coûts d’exploitation et/ou d’entretien pendant la durée de vie spécifiée des Biens sont estimés considérables par rapport au coût initial et peuvent varier d’une Offre à l’autre. Les coûts du cycle de vie sont évalués sur la base de la valeur actualisée nette. Si les coûts du cycle de vie s’appliquent, préciser les facteurs nécessaires pour les déterminer aux fins de l’évaluation.*

*[Modifier le texte ci-après selon que de besoin ou le supprimer si le coût du cycle de vie n’est pas applicable]*

* + - 1. nombre d’années pour la détermination du coûtdu cycle de vie *[insérer le nombre d’années*] ;
      2. le taux d’actualisation à appliquer pour déterminer la valeur actualisée nette des coûts d’exploitation et d’entretien futurs (coûts récurrents) est *de [insérer le taux d’actualisation*] ;
      3. les coûts annuels d’exploitation et d’entretien (coûts récurrents) sont déterminés sur la base de la méthode suivante : *[insérer la méthodologie*] ; et
      4. les renseignements suivants sont exigés des soumissionnaires *[insérer toute information requise des soumissionnaires, y compris les prix*].

1. **Performance et Productivité de l’Equipement** *[insérer l’un des éléments suivants]*
   * + 1. Performance et productivité de l’équipement. Un ajustement représentant le coût capitalisé des coûts d’exploitation supplémentaires sur la durée de vie des Biens sera ajouté au prix de l’Offre, à des fins d’évaluation si spécifié dans l’article 32. 2 des IS - DPAO**.** L’ajustement sera évalué en fonction de la baisse de la performance ou de l’efficacité garantie offerte dans l’Offre en dessous de la norme de 100, en utilisant la méthodologie spécifiée ci-dessous.

*[insérer la méthodologie et les critères, le cas échéant]*

**ou**

* + - 1. Un ajustement pour tenir compte de la productivité des Biens proposées dans l’Offre sera ajouté au prix de l’Offre, à des fins d’évaluation uniquement, si spécifié dans l’article 32.2 des IS - DPAO. L’ ajustement sera évalué en fonction du coût unitaire de la productivité réelle des Biens proposées dans l’Offre par rapport aux valeurs minimales requises, en utilisant la méthodologie précisée ci-dessous.

*[insérer la méthodologie et les critères, le cas échéant]*

1. **Critères additionnels spécifiques**

*[D’autres critères supplémentaires spécifiques à prendre en considération dans l’évaluation et la méthode d’évaluation sont détaillés dans l’article 32,2 des IS - DPAO]*

*[[Préciser, le cas échéant, les ajustements à apporter aux fins de l’évaluation des parties financières pour tenir compte de tout besoin supplémentaire quantifiable en matière d’Acquisitions* *Durables*, *non couvert par d’autres critères d’évaluation. S’assurer qu’il n’y a pas de double comptage avec les critères d’évaluation technique du système de points**.]*

ÉVALUATION COMBINÉE

L’Agence d’Exécution évaluera et comparera les Offres jugées conformes pour l’essentiel .

L’évaluation des Offres conformes par l’Agence d’Exécution tiendra compte de facteurs techniques, en plus des facteurs de coût.

Un score (B) de l’Offre évaluée sera calculé pour chaque Offre conforme à l’aide de la formule suivante (pour comparaison en pourcentages), ce qui permet une évaluation complète du prix de l’Offre et des mérites techniques de chaque Offre :

|  |
| --- |
| où  *C* *=Prix de l’offre évalué*  *Cmin* *= le plus bas de tous les prix des Offres évaluées parmi les Offres conformes*  *T* *=la note technique totale attribuée à l’Offre*  *Tmax* = la note *technique obtenue par l’Offre qui a obtenu le meilleur score parmi toutes les Offres conformes*  *X* *=poids pour le coût tel que spécifié dans les DPAO*  L’Offre ayant obtenu le meilleur score (B) parmi les Offres conformes sera l’Offre la Plus Avantageuse à condition que le Soumissionnaire possède les qualifications requises. |

Critères pour conclure un ou plusieurs Accords-Cadres (IS 40)

*[Sélectionnez l’option appropriée et ajoutez les critères supplémentaires, le cas échéant]*

**Critères d’un Accord-Cadre à Fournisseur unique** :

L’Agence d’Exécution conclura les Accords-Cadres comme suit : avec le Soumissionnaire ayant l’Offre la Plus Avantageuse

*[et insérer tout critère supplémentaire, par exemple les critères liés à la sélection en fonction d’une répartition géographique des Fournisseurs.]*

*OU*

**Critères d’un Accord-Cadre à Fournisseurs multiples**:

L’Agence d’Exécution conclura les Accords-Cadres comme suit:

1. Tous les Soumissionnaires seront classés en fonction de l’Offre ou des Offres les Plus Avantageuses, le premier étant le Plus Avantageux, le deuxième étant le deuxième Plus Avantageux, et ainsi de suite.
2. L’Agence d’Exécution conclura un ACC avec :
   * + 1. Tous les Soumissionnaires classés en (a) ci-dessus si aucun nombre maximum de Fournisseurs n’est spécifié à l’article 1.2 (m) des IS - DPAO ;
       2. les Soumissionnaires qui se sont classés en tête jusqu’au nombre maximal de fournisseurs (y) spécifié à l’article 1.2 (m) des IS - DPAO**.**
3. Si le nombre de Soumissionnaires est inférieur au minimum (x) spécifié à l’article 1.2 (m) des IS - DPAO**,** l’Agence d’Exécution peut décider de lancer un nouvel appel d’offres. L’Agence d’Exécution peut également conclure un ACC avec tous ces Soumissionnaires lorsqu’un nombre insuffisant d’Offres est reçu ou qu’un nombre insuffisant d’Offres répond aux critères de conclusion d’Accords-Cadres.
4. [*Insérer tout critère supplémentaire, par exemple les critères liés à la sélection fondée sur une répartition géographique des lieux.]*

|  |
| --- |
| Section IV. Formulaires de Soumission |

Liste des Formulaires

[Lettre de Soumission – Partie Technique 61](#_Toc137745109)

[Partie technique 64](#_Toc137745110)

[Liste de Contrôle de l’Offre-Partie technique 65](#_Toc137745111)

[Garanties fonctionnelles 66](#_Toc137745112)

[Modèle d’Autorisation du Fabricant 67](#_Toc137745113)

[Formulaire de Renseignements sur le Soumissionnaire 68](#_Toc137745114)

[Formulaire de Renseignements sur les Membres d’un Groupement (GE) 70](#_Toc137745115)

[Déclaration relative à l’EAS et/ou au HS 72](#_Toc137745116)

[Lettre de Soumission – Partie Financière 73](#_Toc137745117)

[Formulaires de Bordereaux des prix 75](#_Toc137745118)

[Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs 82](#_Toc137745119)

|  |
| --- |
| Lettre de Soumission – Partie Technique  Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre Biens |
| *INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES : SUPPRIMER CE CARTOUCHE UNE FOIS QUE VOUS AVEZ REMPLI LE DOCUMENT*  *Le Soumissionnaire devra remplir cette Lettre de Soumission avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  *Note : le texte en italiques est destiné à aider les Soumissionnaires à préparer ce formulaire.* |

**Accord-Cadre - Biens**

**Date de soumission de cette Offre** : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’Offre]*

**AOI No.** : *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

À : ***[insérer le nom complet de l’Agence d’Exécution]***

Nous, les soussignés, soumettons ci-joint notre Offre en deux parties, à savoir :

1. la Partie Technique ; et
2. la Partie Financière.

En soumettant notre Offre, nous attestons que :

1. **Pas de réserve :** Nous avons examiné et n’avons pas de réserve sur le Dossier d’Appel d’Offres, y compris les Additifs émis conformément à l’article 8 des IS ;
2. **Eligibilité :** Nous remplissons les critères d’éligibilité et nous n’avons pas de conflit d’intérêt tel que défini à l’article 4 des IS ;
3. **Eligibilité des Biens et des Services connexes  :** Si nous concluons un Accord-Cadre, les Biens et Services connexes que nous pouvons fournir dans le cadre d’une Commandeattribuée en vertu de l’Accord-Cadre proviendront d’un pays éligible conformément à l’article 5 des IS et à la Section V, Pays éligibles. Les Biens et Services connexes proviendront de *[insérer le nom du ou des pays].*
4. **Déclaration de Garantie d’Offre/Proposition :** *[sélectionner l’OPTION 1 ou 2 selon le cas]*

*OPTION 1*

*«*Nous n’avons pas été exclus ni déclarés inéligibles par l’(les) Acheteur(s) en vertu de la mise en œuvre d’une Déclaration de Garantie d’Offre ou de Proposition dans le Pays du Bénéficiaire conformément à l’article 4.7 des IS » ou

*OPTION 2*

*«*Nous avons été exclus ou déclarés inéligibles par les entités suivantes en vertu de la mise en œuvre d’une Déclaration de Garantie d’Offre ou de Proposition dans le Pays du Bénéficiaire conformément à l’article 4.7 des IS *[insérer le nom des entités]*» ;

1. **Exploitation et Abus sexuels (EAS) et/ou Harcèlement sexuel (HS)**: *[sélectionnez l’option appropriée de (i) à (iii) ci-dessous et supprimez les autres. Dans le cas de membres d'un GE et/ou de sous-traitants, indiquez le statut de disqualification par la BIsD de chaque membre du GE et/ou sous-traitant.].*

Nous [*dans le cas d’un GE, insérer* : « y compris tous membres du GE"], et l’un de nos sous-traitants:

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la part de la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations d’EAS/HS.]
3. [avions fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations d’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]
4. **Conformité :** Nous nous engageons à exécuter conformément au Dossier d’Appel d’Offres et aux Spécifications techniques et plans, les Biens ci-après : *[insérer une brève description des Biens et Services connexes]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_;
5. **Validité de l’Offre :** Notre Offre demeurera valide jusqu’à [*insérer le jour, mois et année conformément à l’article 18.1 des IS*], et cette offre nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant cette date ;
6. **Garantie de Bonne Exécution :** Si notre Offre est acceptée et nous concluons un Accord-Cadre, nous comprenons que nous pouvons être obligés, en tant que condition d’une Commande subséquente, d’obtenir une Garantie de Bonne Exécution ;
7. **Une Offre par Soumissionnaire :** Nous ne soumettons pas une autre Offre en qualité de Soumissionnaire ou de Sous-traitant, et nous ne participons pas à une autre Offre en qualité de membre d’un Groupement d’Entreprises, ou en qualité de sous-traitant et nous satisfaisons aux exigences de l’article 4.3 des IS ;
8. **Suspension et Exclusion :** Ni notre entreprise, ni nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, n’avons été exclus soit par la BIsD, soit au titre de la règlementation commerciale du pays du Maître de l’Ouvrage ou en application d’une décision prise par l’Organisation de la Coopération Islamique, la ligue des Etats Arabes ou l’Union Africaine;
9. **Entreprises ou institution publique** *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage »* ou *« nous sommes une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage et nous satisfaisons aux dispositions de l’article 4.6 des IS »]* [[7]](#footnote-7);
10. **Pas tenu d’Acheter** : Nous comprenons qu’il n’y a pas d’obligation pour l’Agence d’Exécution d’acheter toutes Forunitures et/ou Services connexes auprès de Fournisseurs ACC durant la Période de l’Accord-Cadre ;
11. **Pas d’attente d’une Commande:** Nous confirmons qu’aucun engagement ou toute forme de déclaration, de promesse, de représentation ou d’obligation n’a été pris par l’Agence d’Exécution / Acheteur à l’égard des quantités totales ou de la valeur des Biens qui peuvent être commandées par elle/lui, ou par tout Acheteur participant, conformément au présent Accord-Cadre. Nous reconnaissons et acceptons que nous n’avons pas soumis cette Offre sur la base d’un tel engagement, déclaration, promesse ou représentation. Si nous concluons un Accord-Cadre, nous n’avons pas une prétention juridique à ce qu’une Commande nous soit attribuée en vertu de l’Accord-Cadre.
12. **Pas Tenu d’Accepter :** En ce qui concerne cette Procédure Primaire d’Acquisition, nous comprenons que vous n’êtes pas tenu d’accepter toute Offre que vous pourriez recevoir.
13. **Fraude et Corruption :** Nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d’assurer qu’aucune personne agissant en notre nom, ou pour notre compte, ne se livre à un quelconque acte de Fraude et Corruption.

**Nom du Soumissionnaire\*** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**Nom de la personne signataire de l’offre\*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire de l’offre]*

**En tant que** *[indiquer la capacité du signataire]*

**Signature de la personne mentionnée ci-dessus** *[insérer la signature]*

**Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de** *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l’offre.

Partie technique

***[Note à l’Acheteur : Modifier au besoin]***

L’offre technique doit comprendre toutes les informations pertinentes requises pour évaluer la Partie technique conformément aux exigences/besoins.

Pour établir la conformité des Biens et des Services connexes au Dossier d’Appel d’Offres, le Soumissionnaire doit fournir la justification documentaire que les Founitures sont conformes aux spécifications et normes techniques, y compris toutes les caractéristiques techniques et de performance essentielles spécifiées à la Section VII, Liste des Biens, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans. Toutes les garanties fonctionnelles requises doivent également être fournies. Les formulaires ou les tableaux ci-joints peuvent aider le Soumissionnaire à organiser les informations requises pour présenter son Offre technique.

Les justifications documentaires peuvent prendre la forme de textes, de dessins ou de données et consistent en une description détaillée, article par article, des caractéristiques techniques essentielles et de performance des Biens et Services connexes , démontrant la conformité pour l’essentiel des Biens et Services connexes à la spécification technique et, le cas échéant, un exposé des écarts et exceptions aux dispositions de la Section VII, Liste des Biens, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans.

Dans l’intérêt de l’évaluation rapide des Offres et de la conclusion de l’Accord-Cadre, les Soumissionnaires sont encouragés à ne pas surcharger les documents justificatifs avec des documents qui ne répondent pas directement aux exigences de l’Acheteur.

Le Soumissionnaire doit également fournir une liste donnant tous les détails, y compris les sources disponibles et les prix actuels des pièces de rechange, des outils spéciaux, etc., nécessaires au bon fonctionnement et au fonctionnement continu des Biens pendant la période spécifiée dans les DPAO après le début de l’utilisation des Biens par l’Acheteur.

Les normes relatives à la fabrication, aux procédés, aux matériaux et à l’équipement, ainsi que les références aux noms de marque ou aux numéros de catalogue spécifiés par l’Acheteur dans l’Annexe des Exigences, sont destinées à être descriptives seulement et non restrictives. Le Soumissionnaire peut offrir d’autres normes de qualité, noms de marque et/ou numéros de catalogue, à condition qu’il démontre, à la satisfaction de l’Acheteur, que les substitutions assurent une équivalence substantielle ou sont supérieures à celles spécifiées dans la Section VII, Liste des Biens, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans.

Si la Passation de Marchés a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, l’Offre technique doit inclure le plan de gestion des risques de cybersécurité proposé.

S’il y a des risques évalués sur la chaîne d’approvisionnement, l’Offre technique doit inclure le plan de gestion des risques de la chaîne d’approvisionnement proposé.

Les Autorisations du Fabricant doivent être incluses conformément à l’article 17.2 (a) des IS - DPAO et au formulaire d’Autorisation du Fabricant ci-joint.

Liste de Contrôle de l’Offre-Partie technique

|  |  |
| --- | --- |
| Exigence Technique.N° No … | Exigence technique :  *insérer : description de l’exigence ]* |
| Offre technique du Soumissionnaire / conformité : | |
| Références aux renseignements à l’appui de l’Offre technique du Soumissionnaire: | |

Garanties fonctionnelles

*(à utiliser le cas échéant)*

Le Soumissionnaire doit copier dans la colonne de gauche du tableau ci-dessous ; l’identification de chaque garantie fonctionnelle requise dans les Spécifications et dans la colonne de droite, fournir la valeur correspondante pour chaque garantie fonctionnelle des Biens proposées.

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie fonctionnelle requise** | **Valeur de la garantie fonctionnelle des Biens** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| ... |  |

Modèle d’Autorisation du Fabricant

*[Le Soumissionnaire doit demander au Fabricant qu’il remplisse ce formulaire conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d’autorisation doit être à l’en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dument habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut ce formulaire rempli et signé dans son Offre, si exigé dans les DPAO]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AO No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

A: *[insérer nom complet de l’Agence d’Exécution]*

ATTENDU QUE :

*[insérer le nom complet du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[indiquer les fournitures produites]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l’usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du Soumissionnaire]* à présenter une offre pour les Biens ci-après : *[insérer l’identification et une brève desription des Biens]* fabriquées par nous, et à éventuellement signer un Accord-Cadre avec vous pour l’Appel d’Offres No *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]* lui permettant ensuite d’obtenir des Commandes subséquentes pour la livraison de ces Biens.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause CAC11 de l’Accord-Cadre pour les Biens proposées par l’entreprise ci-dessus.

Nous confirmons que nous n’engageons pas ou n’employons pas de travail forcé ou des personnes impliquées dans le trafic ou le travail des enfants, conformément à la Clause CAC4 de l’Accord-Cadre.

Nom *[insérer le nom complet du représentant autorisé du Fabricant]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l’habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *\_\_\_\_\_ [Insérer la date de signature]*

Formulaire de Renseignements sur le Soumissionnaire

Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour

Biens

*[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]*

Date : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AO No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de\_ \_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom du Soumissionnaire : *[insérer le nom légal du Soumissionnaire]* |
| 2. En cas de groupement, noms de tous les membres : *[insérer le nom légal de chaque membre du groupement]* |
| 3. Pays où le Soumissionnaire est, ou sera légalement enregistré:*[insérer le nom du pays d’enregistrement]* |
| 4. Année d’enregistrement du Soumissionnaire: *[insérer l’année d’enregistrement]* |
| 5. Adresse officielle du Soumissionnaire dans le pays d’enregistrement : *[insérer l’adresse légale du Soumissionnaire dans le pays d’enregistrement]* |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Soumissionnaire :  Nom :*[insérer le nom du représentant du Soumissionnaire]*  Adresse :*[insérer l’adresse du représentant du Soumissionnaire]*  Téléphone/Fac-similé :*[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du Soumissionnaire]*  Adresse électronique :*[insérer l’adresse électronique du représentant du Soumissionnaire]* |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : *[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]*   Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec l’article 4.4 des IS   * En cas de groupement, lettre d’intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec l’article 4.1 des IS. * Dans le cas d’une entreprise publique du pays de l’Agence d’Exécution, documents établissant, conformément à l’article 4.6 des IS, que : * elle est juridiquement et financièrement autonome, * elle est administrée selon les règles du droit commercial, et * elle ne dépend pas du budget du gouvernent du Bénéficiaire, de l’Agence d’Exécution ou de l’Acheteur.  1. Ci-joint est le diagramme organisationnel, une liste des membres du conseil d’administration et propriété bénéficiaire. *Le Soumissionnaire retenu doit fournir des informations additionnelles sur la propriété du bénéficiaire, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs.]* |

Formulaire de Renseignements sur les Membres d’un Groupement (GE)

Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour

Biens

*[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau doit être rempli par chaque membre/partenaire du groupement.]*

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AO No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de\_ \_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom du Soumissionnaire : *[insérer le nom légal du Soumissionnaire]* |
| 2. Nom du membre du groupement : *[insérer le nom légal du membre du groupement]* |
| 3. Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré: *[insérer le nom du pays d’enregistrement du membre du groupement]* |
| 4. Année d’enregistrement du membre du groupement : *[insérer l’année d’enregistrement du membre du groupement]* |
| 5. Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d’enregistrement : *[insérer l’adresse légale du membre du groupement dans le pays d’enregistrement]* |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement :  Nom :*[insérer le nom du représentant du membre du groupement]*  Adresse :*[insérer l’adresse du représentant du membre du groupement]*  Téléphone/Fac-similé :*[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du membre du groupement]*  Adresse électronique :*[insérer l’adresse électronique du représentant du membre du groupement]* |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : *[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]*   Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en 2 ci-dessus, en conformité avec l’article 4. 4 des IS   * Dans le cas d’une entreprise publique du pays de l’Agence d’Exécution, documents établissant que : * elle est juridiquement et financièrement autonome, * elle est administrée selon les règles du droit commercial, et * elle ne dépend pas du budget du gouvernent du Bénéficiaire, de l’Agence d’Exécution ou de l’Acheteur, conformément à l’article 4.6 des IS.  1. Ci-joint est le diagramme organisationnel, une liste des membres du conseil d’administration et propriété bénéficiaire. *Le Soumissionnaire retenu doit fournir des informations additionnelles sur la propriété du bénéficiaire, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs.]* |

Déclaration relative à l’EAS et/ou au HS

*[Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Soumissionnaire et en cas de groupement, chaque membre du groupement et chaque sous-traitant spécialisé.]*

*Nom du Soumissionnaire : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du sous-traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre du DAO : [insérer le numéro et le titre du DAO]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |
| --- |
| Déclaration EAS et/ou HS  conformément à la Section III, Critères de Qualification, et aux Exigences |
| Nous :  (a) n'avons pas fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (b) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (c) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS. Une décision arbitrale sur le cas de disqualification a été rendue en notre faveur. |
| *[Si le point (c) ci-dessus est applicable, joindre la preuve d'une décision arbitrale infirmant les conclusions sur les questions sous-jacentes à la disqualification].* |

|  |
| --- |
| Lettre de Soumission – Partie Financière  Procédure Primaire d’Acquisition – Accord-Cadre pour Biens |
| *INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES : SUPPRIMER CE CARTOUCHE UNE FOIS QUE VOUS AVEZ REMPLIR LE DOCUMENT*  *Le Soumissionnaire devra remplir cette Lettre de Soumission avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  ***Notes : le texte en italiques est destiné à aider les Soumissionnaires à préparer ce formulaire.*** |

**Accord-Cadre - Founitures**

**Date de soumission de cette Offre** : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’Offre]*

**AOI No.** : *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

À : ***[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]***

Nous, les soussignés, soumettons ci-joint la seconde partie de notre Offre, la Partie Financière.

En soumettant notre Offre, nous faisons les déclarations additionnelles suivantes :

1. **Validité de l’Offre :** Notre Offre demeurera valide jusqu’à *\_\_\_\_\_\_ [insérer le jour, mois et année conformément à l’article 18.1 des IS],* et cette offre nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant cette date ;
2. **Prix de l’Offre :** Le montant total de notre Offre, hors rabais offert à l’alinéa (c) ci-après est comme indiqué dans the Récapitulatif du Bordereau des Prix.
3. **Rabais inconditionnels :** Les rabais inconditionnels offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]*

La méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant de l’Offre est la suivante : *[indiquer en détail la méthode d’application de chacun des rabais offerts]* ;

1. **Avantages, Gratifications ou Commissions :** Nous avons versé, ou nous devons verser les avantages, gratifications ou commissions ci-après en rapport avec la procédure d’Appel d’offres ou l’Accord-Cadre : *[insérer le nom complet de chaque Bénéficiaire, son adresse complète, les motifs pour lesquels chaque avantages, honoraires ou commissions ont été payés et le montant et la monnaie de chaque versement]*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

**Nom du Soumissionnaire\*** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**Nom de la personne signataire de l’offre\*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire de l’offre]*

**En tant que** *[indiquer la capacité du signataire]*

**Signature de la personne mentionnée ci-dessus** *[insérer la signature]*

**Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**En date du** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l’offre.

Formulaires de Bordereaux des prix

***[Note à l’intention de l’Agence d’Exécution*** ***:***

***Comme l’indiquent les IS, chaque article sera évalué séparément et la détermination de la conclusion de l’Accord-Cadre sera faite en fonction de l’offre la Plus Avantageuse pour un article.*** *Il est donc important que l’article soit, dans la mesure du possible, un ensemble complet et non des éléments d’un ensemble (à moins que l’achat lui-même ne porte sur l’achat de composants), dont les exigences techniques et les performances fonctionnelles applicables pourraient être décrites. Par exemple, si cet Accord-Cadre comprend l’acquisition d’équipement d’usage courant, l’article serait l’équipement requis.*

*S’il est nécessaire de spécifier des sous-articles, les informations correspondantes doivent être insérées. Ces données sont ensuite regroupées pour déterminer les prix de l’article (prix de l’offre) saisis par le Soumissionnaire dans le Récapitulatif du Bordereau des Prix.*

*Deux jeux de modèles de Bordereaux de Prix sont fournis en fonction : (i*) de la fourchette des quantités sur Commandes *et (ii) des quantités estimées sur la période de l’ACC, respectivement. L’Agence d’Exécution utilisera l’un ou l’autre des jeux de modèles selon le type d’ACC, et supprimera l’autre.*

*Dans le cas d’un ACC à Fournisseur unique, le fait de fournir les quantités estimatives d’articles durant la période de l’ACC devrait raisonnablement permettre aux Soumissionnaires d’offrir leurs prix unitaires de manière concurrentielle. Toutefois, pour* un *ACC à Fournisseurs multiples,* *l’Agence d’Exécution peut choisir, selon la nature et le type d’acquisition, de fournir* *soit les quantités estimées au cours de la période de l’ACC*, *soit la fourchette indicative des quantités des Commandes.]*

Le Soumissionnaire doit remplir ces Formulaires de Bordereaux de Prix conformément aux instructions indiquées. La liste des articles figurant dans la colonne 1 des **Bordereaux de Prix** doit coïncider avec la Liste des Biens et Services connexes spécifiée par l’Agence d’Exécution dans la Section VII.

|  |  |
| --- | --- |
| Bordereau des prix des Biens fabriquées en dehors du Pays de l’Agence d’Exécution, à importer [Option 1]  *[Quantités basées sur les quantités des commandes fournies à titre indicatif]* | |
|  | |
|  | Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*  AO No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*  *Page No de* |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
| Article No. | Description des Biens | Pays d’origine | Date de livraison selon définition des Incoterms | Quantité  Indicative et unité de mesure pour les Commandes individuelles  Minimum Maximum | | Prix Unitaire CIP [insérer le nom du lieu de destination] conformément à l’article 14.7 (b) des IS |
| *[insérer le No de l’article]* | *[Insérer l’identification de la fourniture]* | *[insérer le pays d’origine]* | *[insérer la date de livraison offerte]* | *[insérer le nombre d’unités à livrer et l’identification de l’unité de mesure]* | *[insérer le nombre d’unités à livrer et l’identification de l’unité de mesure]* | *[insérer le prix correspondant pour l’article]* |
| Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom complet du Soumisionnaire]*  Signature *[signature de la personne autorisée à signer l’Offre]*  Date *[ insérer la date]* | | | | | | |

***Note à l’intention de l’Agence d’Exécution***

* *Les informations pour les colonnes 1, 2 et 4 (indicatives), et 5 (indicative) à insérer par l’Agence d’Exécution.*
* *Si les articles sont composés de sous-articles, insérer les informations correspondantes pour les sous-articles.*

|  |  |
| --- | --- |
| Bordereau des prix des Biens à livrer à partir du Pays de l’Agence d’Exécutions [Option 1]  [Quantités basées sur les quantités des commandes fournies à titre indicatif] | |
|  | Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*  AO No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*  *Page No de* |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
| Article No. | Description des Biens | Pays d’origine | Date de livraison selon définition des Incoterms | Quantité  Indicative et unité de mesure pour les Commandes individuelles  Minimum Maximum | | Prix unitaire EXW (plus prix pour livraison au lieu de destination, si requis), conformément à l’article 14.7 (a) (i) ou (ii) |
| *[insérer le No de l’article]* | *[Insérer l’identification de la fourniture]* | *[insérer le pays d’origine]* | *[insérer la date de livraison offerte]* | *[insérer la quantité et l’identification de l’unité de mesure]* | *[insérer la quantité et l’identification de l’unité de mesure]* | *[insérer le prix unitaire]* |
| Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]*  Signature *[insérer signature]*  Date*[insérer la date]* | | | | | | |

***Note à l’intention de l’Agence d’Exécution***

* *Les informations pour les colonnes 1, 2 et 4 (indicatives), et 5 (indicative) à insérer par l’Agence d’Exécution.*
* *Si les articles sont composés de sous-articles, insérer les informations correspondantes pour les sous-articles.*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Bordereau des prix pour les Biens fabriquées ou assemblées en dehors du Pays de l’Agence d’Exécution [Option 2]  *[Quantités basées sur la quantité estimée au cours de la période de l’ACC]* | | |
|  | | |
|  |  | Date [*insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*  AO No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*  Page No de |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Article | Description des Biens | Pays d’origine | Date de livraison selon définition des Incoterms | Quantité estimée au cours de la période de l’ACC et nom de l’unité de mesure | Prix unitaire CIP *[insérer le lieu de desination]* conformément à l’article 14.7 (b) des IS |
| *[insérer le No de l’article]* | *[Insérer l’identification des Biens]* | *[insérer le pays d’origine des Biens]* | *[insérer la date de livraison]* | *[insérer la quantité et l’identification de l’unité de mesure]* | *[insérer le prix unitaire correspondant pour l’article]* |
| Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]*  Signature *[insérer signature]*  Date *[insérer la date]* | | | | | |

***Note à l’intention de l’Agence d’Exécution***

* *Les informations pour les colonnes 1, 2, 4 (indicatives), et 3 (indicative) à insérer par l’Agence d’Exécution.*
* *Si les articles sont composés de sous-articles, insérer les informations correspondantes pour les sous-articles.*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Bordereau des prix pour les Biens à livrer à partir du Pays de l’Agence d’Exécution [Option 2]  *[Quantités basées sur la quantité estimée au cours de la période de l’ACC]* | | |
|  | | |
|  |  | Date [*insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*  AOI No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*  Avis d’appel d’offres No***.: [insérer le numéro de l’avis d’Appel d’Offres]*** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Article | Description des Biens | Pays d’origine | Date de livraison selon définition des Incoterms | Quantité estimée au cours de la période de l’ACC et nom de l’unité de mesure | Prix unitaire EXW plus prix pour la livraison au lieu de destination, si exigé, conformément à l’article 14.7 (a) (i) ou (ii) des IS |
| *[insérer le No de l’article]* | *[Insérer l’identification des Biens]* | *[insérer le pays d’origine des Biens]* | *[insérer la date de livraison]* | *[insérer la quantité et l’identification de l’unité de mesure]* | *[insérer le prix unitaire correspondant pour l’article]* |
| Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]*  Signature *[insérer signature]*  Date *[insérer la date]* | | | | | | |

***Note à l’intention de l’Agence d’Exécution***

* *Les informations pour les colonnes 1, 2, 4 (indicatives), et 5 (indicative) à insérer par l’Agence d’Exécution.*
* *Si les articles sont composés de sous-articles, insérer les informations correspondantes pour les sous-articles.*
* *.*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Prix pour les Services connexes et Calendrier d’Exécution  [si applicable] | | | | | | |
|  | | | Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*  AOI No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*  Avis d’appel d’offres No.:*[insérer le numéro de l’avis d’Appel d’Offres]* | | | | |
| 1 | | 3 | 4 | | 5 | 6 | 7 |
| Article | | Description de l’ Elément | Description des Services (à l’exclusion du transport terrestre et autres services requis dans le Pays de l’Agence d’Exécution pour acheminer les Biens jusqu’à destination finale) | | Pays d’origine | Date d’achèvement des Services connexes | Prix unitaire |
| *[insérer le No de l’article]* | | *[insérer le nom des Biens]* | *[Insérer l’identification du service]* | | *[insérer le pays d’origine]* | *[insérer la date de réalisation proposé]* | *[insérer le prix unitaire pour l’article]* |
|  | |  |  | |  |  |  |
|  | |  |  | |  |  |  |
|  | |  |  | |  |  |  |
| Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]*  Signature *[insérer signature]*  Date *[insérer la date]* | | | | | | | |

Récapitulatif du Bordereau de Prix

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Date:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  No RFB : \_\_\_\_\_  Page N \_\_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_\_° | | | | |
| 1 | 2 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| N° d’article | Description des Biens | Prix unitaire EXW *(plus les prix à livrer au lieu de destination, si nécessaire)* | Prix unitaire  CIP *(lieu de destination désigné)* | Services connexes liés aux prix unitaires | Prix unitaire total  *((4+6) ou (5+6), selon le cas)* |
| *[insérer le numéro d’article]* | *[insérer le nom des Biens]* | *[insérer le prix unitaire]* |  | *[insérer le prix unitaire]* | *[insérer le prix unitaire total]* |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom complet du soumissionnaire]*  Signature du Soumissionnaire *[signature de la personne autorisée à signer la soumission]*  Date *[insérer la date]* | | | | |

Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs

*INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRE RETENU : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*

*Ce Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs doit être rempli par le Soumissionnaire retenu. Dans le cas d’un groupement d’entreprises, le Soumissionnaire doit fournir un formulaire séparé pour chacun des partenaires. Les renseignements concernant les bénéficiaires effectifs doivent être à jour à la date de sa fourniture.*

*Pour les besoins de ce formulaire, un bénéficiaire effectif du Soumissionnaire est une personne morale ou physique qui possède le Soumissionnaire ou dispose du contrôle du Soumissionnaire parce qu’elle remplit une ou plusieurs des conditions ci-après :*

* *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*
* *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote*
* *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire*

*[insérer l’intitulé de l’appel d’offres]*

**AO No. :** *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

A : *[insérer le nom complet de l’Agence d’Exécution]*

En réponse à votre demande formulée dans la Lettre de Notification d’attribution du Marché en date du *[insérer la date de la lettre de notification*] de fournir les renseignements additionnels sur les bénéficiaires effectifs : *[retenir l’option applicable et supprimer celles qui ne le sont pas]*

(i) nous fournissons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs ci-après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identité du propriétaire bénéficiaire effectif | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire*  (Oui / Non) |
| *[insérer le nom complet, la nationalité, le pays de résidence]* |  |  |  |

*OU*

(ii) nous déclarons qu’il n’y a aucun bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire

*OU*

(iii) nous déclarons être dans l’incapacité d’identifier un quelconque bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Soumissionnaire

**Nom du Soumissionnaire :\*** *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

**Nom de la personne autorisée à signer au nom du Soumissionnaire :\*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]*

**En tant que :** *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

**En date du** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **jour de** *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l’offre.

Section V. Pays éligibles

**Règles d’éligibilité applicables à la fourniture de Biens, Travaux et Services dans le cadre des marchés financés par la BIsD**

**1.** En application de la Politique d’Acquisition - paragraphe 1.11 des Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement – Avril 2019 révision de Février 2023, une des règles fondamentales de la BIsD que les Biens, Travaux et services connexes fournis par l’Entrepreneur doivent être strictement en conformité avec les Règles de Boycott de l’Organisation de Coopération Islamique, la Ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine. Le Bénéficiaire est tenu d’informer les Soumissionnaires potentiels que seules les Offres provenant de Firmes qui ne font pas l’objet de boycott en vertu des Règles de Boycott seront prises en considération. Le Soumissionnaire devra soumettre une déclaration sur l’honneur à cet effet.

L’éligibilité d’un Soumissionnaire sera déterminée durant la procédure d’évaluation. Dans le cas où une Firme ne divulgue pas une information afin d’éviter la disqualification en application des règles d’éligibilité, le Bénéficiaire a le droit d’annuler le marché à tout moment et de pénaliser cette Firme, de même qu’il est en droit de réclamer un dédommagement pour les pertes ainsi occasionnées, au profit du Bénéficiaire et de la BIsD. La BIsD se réserve le droit de ne pas honorer un marché s’il s’avère que la Firme attributaire est inéligible en application des conditions d’éligibilité stipulées.

Aux fins des Directives, est considérée en tant que Firme provenant d’un Pays Membre (PM), une Firme dont:

1. L’immatriculation ou la constitution légale a lieu dans un Pays Membre de la BIsD ;
2. L’aire principale d’activité est située dans un Pays Membre de la BIsD; et
3. Elle appartient à plus de 50% à une ou plusieurs firmes dans un ou plusieurs Pays Membres (lesquelles firmes devant justifier de leur nationalité) et/ou à des ressortissants de ces Pays Membres.

Aux fins des Directives, est considérée en tant que Firme nationale d’un Pays Membre (PM) donné, une Firme dont:

1. L’immatriculation ou la constitution légale a lieu dans le Pays Membre dans lequel les Travaux doivent être réalisés et/ou les Biens doivent être livrés ;
2. L’aire principale d’activité est située dans le Pays Membre Bénéficiaire ; et
3. Elle appartient à plus de 50% à une ou plusieurs firmes du Pays Membre Bénéficiaire (laquelle ou lesquelles firme ou firmes devant justifier de sa ou leur nationalité) et/ou à des ressortissants dudit Pays Membre.

2. En référence aux articles **4.8 et 5.1 des IS**, pour l’information des Proposants,à l’heure actuelle, les biens et services provenant des pays ci-après ne sont pas admis dans le cadre de la présente sélection:

Au titre des articles **4.8(a) et 5.1** des IS: *[insérer la liste des pays suivant l’approbation par la BIsD d’appliquer les restrictions ou indiquer « aucun »].*

Au titre des articles **4.8(b) et 5.1** des IS: *[insérer la liste des pays suivant l’approbation par la BIsD d’appliquer les restrictions ou indiquer « aucun »].*

Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption

**(Cette Section VI ne doit pas être modifiée)**

#### Politiques d’Aquisition - Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et services connexes financés dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement - Avril 2019, révision Février 2023:

**Fraude et Corruption**

* 1. Les règles de la BIsD exigent que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes, Entrepreneurs, et leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d’acquisition et de l’exécution de marchés financés par la BIsD[[8]](#footnote-8). En vertu de ce principe, les exigences des *Directives Anti-Corruption du Groupe de la BIsD pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Projets Financés par la BIsD* et les procédures de sanctions doivent être appliquées en tous instants. En application de cette politique, la BIsD:

1. définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
2. «Pratique de corruption » signifie l’offre, le don, la sollicitation ou l’acceptation, directement ou indirectement, d’un quelconque avantage en vue d’influer indûment l’action d’une autre personne ou entité;
3. “Pratique frauduleuse” signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
4. “Pratique collusoire” signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d’une autre partie;
5. “Pratique coercitive” signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions; et
6. “Pratique obstructive” signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BIsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou visant à entraver délibérément l’exercice par la BIsD de son droit d’examen tel que prévu au paragraphe 1.39 (e) ci-dessous.
7. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
8. déclarera l’acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d’un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s’est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d’acquisition ou l’exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’information de la BIsD lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
9. sanctionnera à tout moment une Firme ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD[[9]](#footnote-9), y compris en déclarant publiquement cette Firme ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée:
10. de toute attribution de marché financé par la BIsD; et
11. de la possibilité d’être retenu comme sous-traitant, Consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d’une Firme par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
12. exigera que les Dossiers d’Appel d’Offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des Soumissionnaires, y compris leurs agents, leurs personnels, leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu’ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des Propositions et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

DEUXIÈME PARTIE - Besoins d’Acquisitions

|  |
| --- |
| Section VII. Liste des Biens, Calendrier de Livraison, Spécifications techniques et Plans |

Table des matières

Estimation des Besoins - Liste des Biens et Calendrier de livraison 93

Spécifications techniques 95

Plans 98

Inspections et Tests 99

**Notes pour la préparation de cette Section VII**

*[La définition des Besoins d’Acquisitions estimées doit être incluse dans le document de l’appel d’offres par l’Agence d’Exécution et couvrir, au minimum, une description des Biens et Services connexes* , *c’est-à-dire le total estimé des quantités requises pendant la durée de l’ACC [ou, le cas échéant, une fourchette indicative des quantités individuelles des Commandes subséquantes individuelles] qui peuvent être fournis en vertu d’un ou de plusieurs Accords-Cadres, les périodes de livraison, lieu(x) de destination et ’estimations des besoins en Services connexes , le cas échéant.*

***Comme l’indiquent les IS, chaque article sera évalué séparément et la détermination de la conclusion de l’Accord-Cadre sera faite en fonction de l’Offre la Plus Avantageuse par article.*** *Il est donc important que l’article soit, dans la mesure du possible dans la pratique, un ensemble complet et non des éléments d’un ensemble (sauf si l’achat lui-même concerne l’achat de composants), dont les exigences techniques pourraient être décrites. Par exemple, si cet Accord-Cadre comprend l’acquisition d’équipement d’usage courant, l’article serait l’équipement requis.*

*S’il est nécessaire de spécifier des sous-articles, les informations correspondantes sur les sous-articles doivent être insérées.]*

|  |
| --- |
| Estimation des Besoins - Liste des Biens et Calendrier de livraison |

*[L’Agence d’Exécution remplit ce tableau, à l’exception de la colonne « Date de livraison offerte par le Soumissionnaire » qui est remplie par le Soumissionnaire. La liste des articles doit être identique à celle qui apparaît au bordereau des prix, Section IV]*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| No de l'article | Description des Biens | Unité de mesure | Quantité indicative pour la Période spécifiée *[par ex. Année/Trimestre, etc.]* si applicable | | | Total indicatif des Quantités nécessaires durand l’ACC *[ou un éventail indicatif de quantités de Commandes individuelles, si applicable]* | Délaide livraison\* selon les Incoterms | Lieu de Destination |
|  |  |  | Période 1 | Période 2 | Période 3 |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

\* « Délai de Livraison » est le délai spécifié à compter de la date de la Commande pour la livraison des Biens selon les Incoterms applicables.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Estimation des Besoins – Services connexes \*** | | | |
| **1** | **2** | **3** | **4** |
| **Artic**  **le No.** | **Description de l’article** | **Description des** Services selon la liste estimée des Biens et le Calendrier de Livraison (à l exclusion du transport intérieur et autres Services connexes exigés dans la pays de l’Agence d’Exécution pour acheminer les Biens à leur destination finale) | **Site ou lieu où les Services doivent être exécutés (si connu)** |
|
| *[insérer le numéro de l’article* | *[insérer le nom des Biens]* | *[insérer le nomdes Services]* | *[lieu de réalisation des Services]* |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Spécifications techniques

*L’objet des Spécifications techniques (ST) est de définir les caractéristiques techniques des Biens et Services connexes demandés par l’Agence d’Exécution.*

***Comme l’indiquent les IS, chaque article sera évalué séparément et la détermination de la conclusion de l’Accord-Cadre sera faite en fonction de l’Offre la Plus Avantageuse par article.*** *Il est donc important que l’article soit, dans la mesure du possible dans la pratique, un ensemble complet et non des éléments d’un ensemble (sauf si l’achat lui-même concerne l’achat de composants), dont les exigences techniques pourraient être décrites. Par exemple, si cet accord-cadre comprend l’acquisition d’équipement d’usage courant, l’article serait l’équipement requis. S’il est nécessaire de spécifier des sous-articles, les exigences techniques correspondantes doivent être insérées.*

*Les exigences techniques peuvent être, le cas échéant, sous la forme de spécifications/caractéristiques techniques détaillées ou sous la forme d’exigences fonctionnelles/de performance, ou les deux.*  *Une spécification qui fournit le niveau souhaité de fonctionnalité / performance permet des approches techniques pour atteindre les objectifs fonctionnels et de performance* de *l’autorité contractante. Une telle spécification pourrait permettre aux Fournisseurs (en particulier pour les biens spécialisés) d’apporter leur expertise, leur technologie et leur innovation, le cas échéant.*

*Lors de l’élaboration des TS, l’Agence d’Exécution doit tenir compte du fait que :*

* *les ST constituent le fondement sur lequel l’Agence d’Exécution vérifie la conformité des Offres puis évalue les Offres. Par conséquent, des ST bien définies facilitent la préparation d’Offres conformes par les Soumissionnaires, ainsi que l’examen préliminaire ; l’évaluation, et la comparaison des Offres par l’Agence d’Exécution.*
* *Les ST exigent que toutes les Biens, ainsi que les matériaux qui les constituent, soient neufs, non usagés, du modèle le plus récent ou courant, et qu’ils incorporent toutes les améliorations en matière de conception et matériaux, à moins que le contrat ne le stipule différemment.*
* *Les ST prennent en compte les pratiques considérées comme étant les meilleures par expérience. L‘utilisation de spécifications préparées dans le même pays et s’appliquant au même secteur peut constituer une base saine pour rédiger les ST.*
* *La BIsD encourage l‘utilisation du système métrique.*
* *La standardisation des ST peut présenter des avantages, et dépend de la complexité des Biens et du caractère répétitif de l’acquisition considérée Les ST doivent être suffisamment générales pour éviter de poser des difficultés en matière d’utilisation de la main d’œuvre, des matériaux, et de l’équipement utilisé en général pour la fabrication de ce type de Biens.*
* *Les normes en matière d’équipements, de matériaux, et de main d’œuvre spécifiés dans les documents d’appel d’offres ne doivent pas présenter un caractère limitatif. Les normes internationales doivent être utilisées dans toute la mesure du possible. Les références à des noms de marque, numéros de catalogues, ou autres détails qui limitent matériaux ou articles à un Fabriquant particulier doivent être évitées dans toute la mesure du possible. Lorsque inévitable, une telle description d’un article doit toujours être assortie de la mention « ou équivalent en substance ». Lorsque les ST se réfèrent à d’autres normes ou codes particuliers, qu’ils soient du pays de l’Agence d’Exécution ou d’autres pays éligibles, ces normes et codes seront considérés acceptables par la BIsD s’ils sont accompagnés d’une attestation par une autorité compétente qu’ils assurent une qualité des fournitures au moins égale en substance, aux normes utilisées dans les ST.*
* *Les ST doivent décrire en détail les exigences concernant, entre autres, les aspects suivants :*

*a) Normes exigées en matière de matériaux et de fabrication pour la production et la fabrication des Biens.*

*b) Toute exigence technique en matière d’acquisition durable doit être clairement spécifiée.. Afin d’encourager l’innovation des Soumissionnaires dans la prise en compte des exigences en matière d’acquisitions durables, à condition que les critères d’évaluation des Offres précisent le mécanisme d’ajustement monétaire aux fins de la comparaison des Offres, les Soumissionnaires peuvent être invités à offrir des Biens qui dépassent les exigences minimales spécifiées en matière d’acquisitions durables.*

* + 1. *Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, l’Agence d’Exécution devra préciser les exigences en matière de cybersécurité, y compris les accréditations de cybersécurité, le cas échéant.*

1. *Détails concernant les tests (nature et nombre) ;*

*(f) Prestations/services connexes complémentaires, nécessaires pour assurer une livraison/réalisation en bonne et due forme ;*

*(g) Activités détaillées à la charge du Soumissionnaire, participation éventuelle de l’Agence d’Exécution à ces activités ;*

*(h) Liste des garanties de fonctionnement (détails) couvertes par la Garantie et détails concernant les pénalités applicables en cas de non-respect de ces garanties de fonctionnement.*

* *Les ST précisent les principales caractéristiques techniques et de fonctionnement requises, ainsi que d’autres exigences, telles que les valeurs maximum ou minimum garanties, selon le cas. Si nécessaire, l ‘Agence d’Exécution inclut un formulaire ad hoc (pièce jointe à la Lettre de soumission) dans lequel le Soumissionnaire fournit des informations détaillées sur les valeurs acceptables ou garanties des caractéristiques de fonctionnement.*

*Quand l’Agence d’Exécution exige du Soumissionnaire qu’il fournisse dans son Offre une partie ou toutes les ST, documents techniques, ou autres informations techniques, l ‘Agence d’Exécution doit spécifier en détail la nature et la quantité des informations demandées, ainsi que leur présentation dans l‘Offre.*

*[Si un résumé des ST doit être fourni, l’Agence d’Exécution doit insèrer l’information dans le Tableau ci-dessous. Le Soumissionnaire prépare un tableau analogue montrant que les conditions sont remplies]*

*« Résumé des Spécifications Techniques ». Les Biens et Services connexes devront être conformes aux spécifications et normes suivantes.*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Articles (Nos)** | **Noms des Biens ou des Services connexes** | **Spécifications technique et normes applicables** |
|  |  |  |
| *[insérer le numéro de l’article]* | *[insérer le nom]* | *[insérer les ST et les normes]* |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Spécifications techniques détaillées et normes, si nécessaire.

*[insérer une description détaillée des ST]*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Plans

Le présent Dossier d’appel d’offres *[insérer « comprend les plans suivants » ou « ne comprend aucun plan »]*, selon le cas.

*[si le dossier d’AO comprend des plans, en insérer la liste dans le tableau ci-dessous]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Liste des Plans et Dessins** | | |
| **Nos** | **Titres** | **Objectifs** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Inspections et Tests

Les inspections et tests suivants seront réalisés *: [insérer la liste des inspections et des tests].*

TROISIÈME PARTIE – Formulaires de l’Agence d’Exécution

**Formulaires de l’Agence d’Exécution**

**Contenu**

[Notification d’Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) 103](#_Toc135493981)

[Notification de Conclusion d’un Accord-Cadre 109](#_Toc135493982)

Notification d’Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s)

**[*La Notification d’Intention de conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) doit être adressée à chacun des Soumissionnaires ayant remis une Offre, à moins que le Soumissionnaire n’ait reçu auparavant une notification de son exclusion du processus durant une étape intermédiaire du processus de d’acquisition. Le destinataire doit être le représentant autorisé du Soumissionnaire].***

À l’attention du représentant autorisé du Soumissionnaire

**Nom** : *[insérer le nom du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

**Adresse**: *[insérer l’adresse du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

**Téléphone/télécopie** : *[insérer téléphone/télécopie du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

**Adresse courriel** : *[insérer adresse courriel du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

*[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Soumissionnaires. La Notification doit être envoyée à tous les Soumissionnaires simultanément, c’est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].*

**DATE D’ENVOI :** La présente Notification est envoyée par : [*courriel/télécopie*] le [*date*] (heure locale).

**Notification d’Intention de Conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s)**

**Agence d’Exécutions :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]*

**Intitulé de l’Accord-Cadre :** *[insérer l’intitulé de l’Accord-Cadre]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays de l’Agence d’Exécution]*

**Financement No. :** *[insérer la référence du financement]*

**AOI No :** *[insérer le numéro de l’appel d’Offres en référence au Plan de Passation des Marchés]*

Par la présente Notification d’Intention de conclure un(des) Accord(s)-Cadre(s) (la Notification) nous vous informons de notre décision de conclure l’(les) Accord(s)-Cadre(s). L’envoi de la Notification marque le commencement de la Période d’Attente. Durant ladite Période, il vous est possible de :

1. demander un débriefing concernant l’évaluation de votre Offre, et/ou
2. soumettre une Réclamation concernant la Passation de Marché, portant sur la déciion de conclure l’Accord-Cadre.

**Le(s) Soumissionnaire(s) retenu(s) est(sont) le(s) suivant(s) :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° d’article | Description | Quantité estimée sur la période d’ACC ou  Plage de quantités des Commandes | Nom du Soumissionnaire | Score technique | Prix de l’offre tel que lu à l’ouverture des Offres | Coût évalué de l’Offre | Score combiné |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

**Tous les soumissionnaires**  *[INSTRUCTIONS : insérer les noms de tous les Soumissionnaires qui ont soumis* *des Offres, les prix des* *Offres tels qu’ils ont été lus et* *évalués, les scores techniques et les notes combinées*

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° d’article | Description | Quantité estimée sur la période d’ACC ou  Plage de quantités des Commandes | Nom du Soumissionnaire | Score technique | tel que lu à l’ouverture des Offres | Coût évalué de l’Offre | Score combiné |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

**Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Offre n’a pas été retenue**

|  |
| --- |
| *[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s) quell(s) l’Offre du Soumissionnaire à qui cette notification est adressée n’a pas été retenue. Ne pas fournir : (a) une comparaison point par point avec une Offre concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentiels par le Soumissionnaire dans son Offre.]* |

**Comment demander un débriefing**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**  Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l’évaluation de votre Offre. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d’Intention de Conclure un Accord-Cadre.  Indiquer l’intitulé de l’Accord-Cadre, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails de la personne contact et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **À l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d’accorder un débriefing dans ce délai, la période d’attente sera prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente et confirmerons la date à laquelle la période d’attente prorogée expirera.  Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l’heure.  Lorsque la date limite de demande d’un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la Notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre. |

**Comment formuler une Réclamation**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**  Indiquer l’intitulé de l’Accord-Cadre, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails de personne-contact et l’adresse pour la présentation de la Réclamation relative à la Passation de Marché comme suit :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  A ce stade du processus d’acquisition, vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision de conclure un Accord-Cadre. Il n’est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d’attente et reçue par nous avant l’expiration de ladite Période d’attente.  Informations complémentaires :  Pour obtenir plus d’informations, prière vous référer Directives pour les acquisitions de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre de Projets Financés par la BIsD (Les Directives) (Annexe B). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre réclamation. En outre la Note d’information de la BIsD intitulée Traitement des Recours fournit des explications utiles sur le processus, ainsi qu’un formulaire de lettre de réclamation.  En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :   1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Soumissionnaire ayant remis une Offre dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d’une Notification d’Intention de conclure un Accord-Cadre. 2. La réclamation peut contester la décision de conclure un Accord-Cadre., exclusivement. 3. La réclamation doit être reçue avant la date et l’heure limites indiquées ci-avant. 4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par le Règlement de Passation de Marchés (comme décrits à l’Annexe III). |

**Période d’Attente**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite d’expiration de la Période d’attente est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**   1. La Période d’attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d’envoi de la présente Notification de l’intention de conclure un Accord-Cadre.   La Période d’attente pourra être prolongée. Cela pourrait survenir lorsque nous ne sommes pas en mesure d’accorder un débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Dans un tel cas, nous vous notifierons la prolongation |

Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.

Au nom de [insérer le nom de l’Agence d’Exécution] :

**Signature :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Nom :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Titre/position :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Téléphone :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Courriel :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Notification de Conclusion d’un Accord-Cadre

*[utiliser un papier à l’entête de l’Agence d’Exécution]*

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Notification de Conclusion d’un Accord-Cadre

Accord-Cadre No. *[insérer le numéro de référence de l’Accord-Cadre]*

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre Offre en date du *[date]* en vue de conclure un Accord-Cadre pour la fourniture de *[insérer une brève description des Biens]* est acceptée par notre Agence.

Il vous est demandé de signer, dater et retourner l’Accord-Cadre dans [*insérer la période applicable pour la signature de l’ACC conformément aux IS*] jours à compter de la réception de la présente notification. En conformité avec l’article 41.1 des IS, veuillez compléter et soumettre dans les huit (8) jours ouvrables le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs joint au DAO.

Veuillez agréer, Messieurs, l’expression de notre considération distinguée.

**Signature :** *[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l’Agence d’Exécution]*

**Nom :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Titre/position :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Téléphone :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Courriel :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Pièce jointe : Accord-Cadre

QUATRIEME PARTIE – Accord-Cadre

Accord-Cadre

[*Le présent formulaire doit être rempli par l’Agence d’Exécution conformément aux instructions fournies en italique. Le texte en italique devrait être supprimé du document final.*

***Remarque*** *: la terminologie relative aux parties à l’Accord-Cadre diffère de la terminologie utilisée à l’égard des parties impliquées dans la procédure primaire d’acquisition. Dans la procédure primaire d’acquisition, l’Agence d’Exécution est responsable de l’établissement du ou des ACC. Toutefois, les parties à l’ACC seront le(s) « Acheteur(s) » (c’est-à-dire les agences du Bénéficiaire qui ont le droit d’acheter en vertu de l’ACC) et, le cas échéant, un « Acheteur principal » ou une « Agence responsable » agissant au nom d’un ou de plusieurs Acheteurs et responsable de la gestion et de l’administration de l’ACC.]*

Le présent Accord-Cadre *[insérer le numéro de référence de l’Accord-Cadre]* est conclu pour la fourniture de *[insérer une brève description des Biens et des Services* *connexes].*

*le jour*  de *[insérer :* ***nombre****]* du *[insérer :* ***mois****]*, *[insérer :* ***année****]*

entre

*[Sélectionnez l’une des trois OPTIONS ci-dessous]*

*[OPTION 1: pour l’Accord-Cadre avec Utilisateur unique]*

**L’(es) Acheteur(s)** *[insérer le nom complet de l’(des)Acheteur(s), le type d’entité juridique, (par exemple, « un organisme du Ministère de {insérer le nom du ministère} de {insérer le nom du Pays de l’Acheteur} » ou « une société constituée en vertu des lois de {insérer le nom du Pays de l’Acheteur}] »]* (l’(es)s Acheteur(s)) ; et

*[OPTION 2 : pour un Accord-Cadre avec Utilisateurs multiples conclu avec un Acheteur principal qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, et qui est également un Acheteur,]*

entre

**l’Acheteur principal** *[insérer le nom complet de l’Acheteur principal, le type d’entité juridique (par exemple, « un organisme du Ministère de {insérer le nom du ministère} de {insérer le nom du pays de l’acheteur principal}* ***»*** *ou « une société constituée en vertu des lois de {insérer le nom du pays de l’acheteur principal} »]* et ayant son principal établissement à [*insérer l’adresse de l’Acheteur principal]* en tant qu’Acheteur à part entière en vertu de l’Accord-Cadre et en tant qu’organisme responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des autres Acheteurs participants énumérés à l’Annexe *[insérer le numéro]* du présent Accord-Cadre (Les Acheteur(s)) ; et

*[OPTION 3 : pour un Accord-Cadre à Utilisateurs multiples avec une agence, qui n’est pas un Acheteur, mais qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, à l’usage des Acheteurs.* ]

entre

**l’Agence responsable** *[insérer le nom complet du type d’entité juridique (par exemple, « un organisme du Ministère de {insérer le nom du ministère} de {insérer le nom du pays} de l’organisme responsable* **»** *ou « une société constituée en vertu des lois de {insérer le nom du pays* de l’organisme responsable} »] *et ayant son principal établissement à* [*insérer l’adresse de l’organisme responsable]* en tant qu’organisme responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des Acheteurs participants énumérés à l’Annexe *[insérer le numéro]* du présent Accord-Cadre (les Acheteur(s)) ; et

**le Fournisseur** *[insérer le nom du Fournisseur],* une société constituée en vertu des lois de *[insérer le pays du Fournisseur]* et ayant son principal établissement à *[insérer l’adresse du Fournisseur] (Fournisseur)****.***

Le présent Accord-Cadre est assujetti aux dispositions décrites dans les Sections et Annexes énumérées ci-dessous, ainsi qu’à tout avenant.

Le présent Accord-Cadre conclut une offre à commandes du Fournisseur de livrer les Biens spécifiées à l((aux) Acheteur(s) pendant la durée de l’Accord-Cadre, au fur et à mesure que l’Acheteur souhaite les acheter, par le biais d’une Commande subséquente.

Les documents suivants sont réputés former et être lus et interprétés comme faisant partie du présent Accord-Cadre et, le cas échéant, de toute Commande subséquente attribuée en vertu du présent Accord-Cadre.

**Dispositions de l’accord-cadre**

**Annexe 1** : Besoins d’Acquisition

**Annexe 2** : Bordereaux de prix

**Annexe 3 :** Formulaires de garantie

**Annexe 4** : Procédure Secondaire d’Acquisition

**Annexe 5** : Liste des Acheteurs participants [*à utiliser pour les ACC à Utilisateurs multiples, sinon supprimer*]

EN FOI DE QUOI, les Parties au présent Accord-Cadre ont conclu le présent Accord-Cadre conformément aux lois de *[insérer le nom de la loi du pays régissant l’Accord-Cadre]* au jour, au mois et à l’année indiqués ci-dessus.

*[Pour faciliter une acquisition en urgence, si cela est acceptable pour l’Acheteur et le Fournisseur, la signature électronique de l’Accord-Cadre*, *telle que l’utilisation de DocuSign, est recommandée.]*

*[Sélectionnez l’une des trois options ci-dessous]*

*[OPTION 1: pour un Accord-Cadre avec Utilisateur unique]*

« Pour et au nom de l’Acheteur : »

*[OPTION 2 : pour un Accord-Cadre avec Utilisateurs multiples conclu avec un Acheteur principal qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Aadre, et qui est également un Acheteur]*

« Pour et au nom de l’Acheteur principal : »

*[OPTION 3: - pour un Accord-Cadre avec Utilisateurs multiples conclu avec une agence, qui n’est pas un Acheteur, mais qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre, à l’usage des Acheteurs participants.*]

« Pour et au nom de l’Organisme responsable »

Signé : [*insérer la signature*]

Nom complet : [*nom de la personne qui signe*]

Agence : [*insérer le nom de l’agence*]

En qualité de : [*insérer le titre ou toute autre désignation appropriée*]

En présence de : [*insérer l’identification du témoin officiel]*

Pour et au nom du Fournisseur :

Signé : [*insérer la signature du/des représentant(s) autorisé(s) du Fournisseur*]

Nom complet : [*nom de la personne qui signe*]

En qualité de: [*insérer le titre ou toute autre désignation appropriée*]

En présence de [*insérer l’agent d’identification du témoin*]

**Clauses de l’Accord-Cadre (CAC)**

*[Cette section doit être complétée par l’Agence d’Exécution en tenant compte des instructions fournies en italique. Le texte en italique devrait être supprimé dans le document final.]*

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Définitions | * 1. Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :  1. « La **BIsD** » signifie la Banque islamique de Développement (IsDB), qu'elle agisse pour son propre compte ou en sa qualité d'administrateur de fonds fiduciaires fournis par d'autres donateurs.. 2. Le « **Prix de Référence** » est le prix unitaire de l’Accord-Cadre avant toute révision de prix conformément à la **CAC 8**. 3. Un « **jour ouvrable** » désigne un jour de travail officiel du Pays de l’Acheteur. Cela exclut les congés officiels du Pays de l’Acheteur. 4. Une « **Commande** » ou « **Commande subséquente** » est un marché attribué en vertu d’un Accord-Cadre, suite à une Procédure Secondaire d’Acquisition, pour la livraison de Biens, et tout Service connexe . 5. Un « **Accord-Cadre fermé** » est un Accord-Cadre dans lequel aucune nouvelle firme ne peut participer durant la période de l’Accord-Cadre. 6. La « **Date de Démarrage** » est la date de signature de l’Accord-Cadre par les deux parties, qui devient le démarrage de la Durée de l’Accord-Cadre. 7. Le « **Prix du Marché** » signifie le prix payable au Fournisseur, conformément à chaque Commande, sous réserve de toutes additions et ajustements ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché. 8. Un « **jour**» est un jour calendaire. 9. Le terme « **Biens** » signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux, tels que spécifiés dans les CAC, que le Fournisseur est tenu de livrer à l’Acheteur en exécution d’une Commande. Lorsqu’approprié, aux fins de l’interprétation, la définition de « Biens » inclut des Services connexes . 10. Le terme « **par écrit** » signifie avoir été communiqué ou enregistré sous une forme écrite. Cela inclut, par exemple : courrier, courriels, télécopie ou communications par un système électronique d’acquisition (dans la mesure où le système électronique est accessible, sûr, assure l’intégrité et la confidentialité, et est sujet à des audits). 11. Les « **Incoterms**» signifie les termes commerciaux intwrnationaux pour les fournitures, publiés par la Cambre de Commerce Internationale (CCI). 12. «**L’Acheteur Principal »,** lorsqu’il est nommé dans l’Accord-Cadre, désigne une partie à l’Accord-Cadre, en tant qu’Acheteur à part entière en vertu de l’Accord-Cadre et en tant qu’agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des autres Acheteurs participants, tel que spécifié en **CAC 2.2**. Toutes les communications, y compris les notifications, en relation avec l’Accord-Cadre, doivent être adressées à l’Acheteur principal. Toutes les communications, y compris les notifications, relatives à une Commande, doivent être adressées à l’Acheteur nommé dans la Commande. 13. Un « **Accord-Cadre à Utilisateurs** multiples» signifie un Accord-Cadre comportant plus d’un Acheteur autorisé à acheter par Commande, tel que spécifié en **CAC 2.2**. 14. « L’**Acheteur** » est l’agence ou les agences du Bénéficiaire qui est(sont) autorisée(s) à acheter des Biens auprès d’un Fournisseur par Commande effectuée en vertu d’un Accord-Cadre. Le cas échéant, aux fins de l’interprétation de l’Accord-Cadre, le terme Acheteur comprend l’Acheteur principal ou l’Agence Responsable. 15. Le« **Pays de l’Acheteur** » est le pays spécifié dans la CAC 2.3. 16. Le terme « **Services connexes**  » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l’assurance, l’installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Fournisseur dans le cadre du Marché. 17. « L’**Agence Responsable** », lorsqu’elle est nommée dans l’Accord-Cadre, est partie à l’Accord-Cadre, mais uniquement en sa qualité d’agence responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre à l’usage des Acheteurs participants. Toutes les communications, y compris les notifications, relatives à l’Accord-Cadre doivent être adressées à l’Agence Responsable. 18. La « **Procédure Secondaire d’Acquisition**» est la méthode utilisée pour sélectionner un Fournisseur et attribué une Commande en vertu de l’Accord-Cadre. 19. Un « **Accord-Cadre avec Utilisateur Unique** » signifie un Accord-Cadre où il y a un seul Acheteur, tel que spécifié dans **laCAC 2.2.** 20. Un « **Fournisseur** » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, qui a conclu un Accord-Cadre pour fournir, de temps à autre, selon le besoin, les Biens, et si applicable, des Services connexes, dans le cadre d’une Commande. 21. La « **Durée** » désigne la durée du présent Accord-Cadre telle que décrite dans **la CAC 2.4** à compter de la date d’entrée en vigueur. Le cas échéant, il inclut toute prolongation de la Durée initiale, si cela est autorisé dans **la CAC 2.5**. |
| 1. Informations spécifiques de l’Accord-Cadre | * 1. Le présent Accord-Cadre porte sur l’achat et la fourniture, dans le cadre de Commandes subséquentes distinctes, de [*insérer le titre abrégé qui décrit le type de Biens et tout Service connexe*]. Les Biens et les Services connexes sont décrits plus en détail à l’Annexe 1 : Besoins d’Acquisitions, y compris, le cas échéant : liste des Biens, liste des Services connexes, Spécifications techniques, Plans et Dessins, et Inspections et Essais.   2. [*indiquer soit* « Il s’agit d’un Accord-Cadre pour Utilisateur unique ».  *ou* « Il s’agit d’un Accord-Cadre à Utilisateurs multiples. Tous les Acheteurs participants sont énumérés à l’Annexe [*insérer le numéro de l’Annexe*]"]   3. Le Pays de l’Acheteur est : *[insérer le nom du pays]*   4. L’Accord-Cadre et les Commandes subséquentes sont régis et interprétés conformément au droit de *[indiquer : «* Pays de l’Acheteur *», sauf si un autre droit s’applique].*   5. La Durée du présent Accord-Cadre est de [*indiquer le nombre d’années*] années. [*NOTE : la durée initiale maximale ne doit pas dépasser 3 ans*] à compter de la Date de Commencement.   6. *[Supprimer la mention inutile si la durée ne doit pas être prolongée]* La Durée peut être prolongée, à la seule discrétion de l’Acheteur, et en cas d’exécution satisfaisante par le Fournisseur. Pour prolonger la Durée, l’Acheteur donnera au Fournisseur un préavis écrit d’au moins trois (3) mois avant la date à laquelle le Contrat-Cadre aurait autrement expiré. La Durée totale de l’Accord-Cadre ne dépassera pas cinq (5) ans.   7. L’édition des Incoterms qui s’applique est: *[insérer la date de l’édition]*   8. *[Révisions des prix -* **CAC *8*** *le cas échéant]* : Source des indices et source du taux de change (le cas échéant) et les indices de date de base *[à insérer par le Fournisseur]*   9. Toute notification donnée par une partie à l’autre en vertu du présent Accord-Cadre doit être faite par écrit en utilisant la méthode la plus rapide disponible, telle que le courrier électronique avec accusé de réception. Une notification entrera en vigueur au moment de sa remise ou à la date d’entrée en vigueur de la notification, selon la date la plus tardive.   Les représentants de chaque partie, qui seront le point de contact principal de l’autre partie en ce qui concerne les questions découlant du présent Accord-Cadre, y compris les notifications, sont précisés ci-dessous. En cas de remplacement du représentant, la partie qui le remplace doit informer rapidement l’autre partie par écrit du nom et des coordonnées du nouveau représentant. Tout représentant désigné est autorisé à prendre des décisions sur le fonctionnement quotidien de l’Accord-Cadre.   * 1. **Représentants de l’Acheteur**   *[Sélectionnez l’une des options suivantes]*  *OPTION 1 : pour un Accord-Cadre avec Utilisateur unique, utiliser le texte suivant* ]  Le nom et les coordonnées du Représentant de l’Acheteur en vertu du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre, sont les suivants :  Nom:  Titre/poste:  Adresse:  Téléphone:  Portable:  Courriel:  *OU*  *[OPTION 2 : dans le cas d’un Accord-Cadre à Utilisateurs multipes conclu avec un Acheteur principal qui est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre et qui est également un Acheteur, insérer le nom du Représentant de l’Acheteur principal et énumérer tous les autres Représentants des Acheteurs participants dans une Annexe*:]  Le nom et les coordonnées du Représentant de l’Acheteur principal en vertu du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre, sont les suivants :  Nom:  Titre/poste:  Adresse:  Téléphone:  Portable:  Courriel:  Les Représentants de tous les autres Acheteurs participants sont énumérés à l’Annexe [*insérer le numéro*] du présent Accord-Cadre.  OU  *[OPTION 3: pour un Accord-Cadre à Utilisateurs multiples conclu par une agence responsable (qui n’est pas également un Acheteur), insérer le texte suivant*]  Le nom et les coordonnées du Représentant de l’Agence responsable en vertu du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre, sont les suivants:  Nom:  Titre/poste:  Adresse:  Téléphone:  Portable:  Courriel:  Les Représentants de tous les Acheteurs participants sont énumérés à l’Annexe [*insérer le numéro*] du présent Accord-Cadre.   * 1. **Représentant du Fournisseur**   Le nom et les coordonnées du Représentant du Fournisseur, aux fins du présent Accord-Cadre, ainsi que l’adresse pour les notifications relatives au présent Accord-Cadre sont les suivants :  Nom:  Titre/poste:  Adresse:  Téléphone:  Portable:  Courriel: |
| 1. Documents le l’Accord-Cadre | * 1. Le présent Accord-Cadre (ACC) doit être lu dans son ensemble. Lorsqu’un document est incorporé par référence dans le présent Accord-Cadre, il est réputé former, être lu et interprété, comme faisant partie du présent Accord-Cadre.   2. Le présent Accord-Cadre comprend les documents suivants :  1. l’Accord-Cadre, y compris toutes les Sections et Annexes; 2. la notification de la Conclusion de l’Accord-Cadre; et 3. Formulaire de Soumission (provenant de la Procédure Primaire d’Acquisition). |
| 1. Obligations du Fournisseur | * 1. Le Fournisseur prévoit de fournir (offre à commandes) à l’Acheteur les Biens, y compris les Services connexes, le cas échéant, décrits dans l’Annexe 1 de l’Accord-Cadre : Besoins d’Acquisitions, pour la Durée du présent Accord-Cadre, conformément aux modalités stipulées dans le présent Accord-Cadre.   2. Le Fournisseur répondra à une demande de prix ou à une commande directe d’un Acheteur dans le délai spécifié dans cette demande soit : (i) en soumettant une offre de prix, ou (ii) en acceptant l’attribution de la commande directe, ou (iii) en informant l’Acheteur qu’il n’a pas l’intention de livrer les Biens et les Services connexes (le cas échéant) dans le cadre d’une Commande subséquente.   3. Pendant la Durée du Contrat-Cadre, le Fournisseur doit continuer d’être éligible et qualifié, et les Biens doivent continuerd’être éligibles, conformément aux critères de qualification et d’éligibilité stipulés dans la Procédure Primaire d’Acquisition et aux dispositions des paragraphes 4.4 (a) à 4.4 (c) ci-dessous. Le Fournisseur informera immédiatement l’Acheteur, par écrit, s’il cesse d’être qualifié et/ou cesse d’être éligible, ou si les Biens cessent d’être éligibles.   4. Les Biens livrées dans le cadre de Commandes subséquentes qui peuvent être effectuées par l’Acheteur seront :  de la qualité, du type et de ce qui est spécifié dans l’Accord-Cadre, Annexe 1 : Besoins d’Acquisitions;au prix contractuel spécifié dans la Commande ; eten quantités déterminées, aux moments et aux endroits spécifiés dans la Commande subséquente.  * 1. ***[Inclure la CAC 4.5 pour les technologies*** ***en évolution rapide telles que les systèmes d’information (ordinateurs, logiciels, technologies de communication, etc.) préciser que cette exigence s’applique.]*** À tout moment pendant la Durée de l’Accord-Cadre, si des avancées technologiques sont introduites par le Fournisseur pour les Biens proposées pour l’Accord-Cadre, le Fournisseur devra livrer à l’(aux) Acheteur(s) effectuant des Commandes, les dernières versions des Biens disponibles au moment de la Commande subséquente, ayant des performances ou des fonctionnalités égales ou supérieures, sans frais supplémentaires pour l’(les)Acheteur(s).   2. Le Fournisseur accepte que le présent Accord-Cadre et toute disposition additionnelle énoncée dans une Commande subséquente s’appliquent à la livraison de Biens.   3. **Travail forcé**   Le Fournisseur, y compris ses Sous-traitants, ne doit pas employer ou engager de travail forcé ou de personnes soumises à la traite.  Le travail forcé consiste en tout travail ou service, non effectué volontairement, qui est exigé d’un individu sous la menace de la force ou de sanction, et comprend tout type de travail involontaire ou obligatoire, tel que le travail asservi, le travail en servitude pour dette ou des arrangements contractuels de travail similaires.  La traite des personnes est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l’hébergement ou l’accueil de personnes par la menace ou l’emploi de la force ou d’autres formes de coercition, l’enlèvement, la fraude, la tromperie, l’abus de pouvoir ou une situation de vulnérabilité, ou par l’offre ou l’acceptation de paiements ou d’avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant autorité sur une autre personne, à des fins d’exploitation.   * 1. **Travail des enfants**   Le Fournisseur, y compris ses Sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant de moins de 14 ans, sauf si la législation nationale spécifie un âge plus élevé (l’âge minimum).  Le Fournisseur, y compris ses Sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans d’une manière susceptible d’être dangereuse, ou d’interférer avec, l’éducation de l’enfant, ou d’être nuisible à la santé ou au développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l’enfant.  Un travail considéré comme dangereux pour les enfants est un travail qui, par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est effectué, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Les activités professionnelles interdites aux enfants comprennent le travail :   1. en cas d’exposition à des abus physiques, psychologiques ou sexuels; 2. sous terre, sous l’eau, travail en hauteur ou dans des espaces confinés; 3. avec des machines, des équipements ou des outils dangereux, ou impliquant la manutention ou le transport de charges lourdes; 4. dans des environnements insalubres exposant les enfants à des substances, agents ou procédés dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations nocifs pour la santé; ou 5. dans des conditions difficiles telles que le travail pendant de longues heures, pendant la nuit ou en confinement dans les locaux de l’employeur.    1. **Obligations en matière d’hygiène et de sécurité**   Le Fournisseur doit se conformer, et doit exiger de ses Sous-traitants qu’ils se conforment, à toutes les réglementations, lois, directives et autres exigences applicables en matière d’hygiène et de sécurité énoncées dans les Spécifications techniques.   * 1. Le Fournisseur doit se conformer aux obligations additionnelles spécifiées dans la Commande subséquente. |
| 1. Maintien des Qualifications et de l’Eligibilité | * 1. Le Fournisseur devra continuer d’avoir la nationalité d’un pays éligible. Un Fournisseur ou un sous-traitant est réputé avoir la nationalité d’un pays si le Fournisseur est constitué, incorporé ou enregistré dans ce pays, et opère conformément aux dispositions des lois de ce pays, comme en témoignent ses statuts constitutifs (ou des documents équivalents de constitution ou d’association) et ses documents d’enregistrement, selon le cas.   2. Toutes les Biens et Services connexes devant être fournis dans le cadre d’une Commande subséquente et financés par la BIsD doivent être originaires de pays éligibles**.**  Aux fins de la présente disposition, l’origine désigne le pays où les Biens ont été cultivées, extraites, produites, fabriquées ou transformées ; ou par fabrication, transformation ou assemblage, un autre article commercialement reconnu qui diffère substantiellement de ses composants par ses caractéristiques essentielles. Les pays non éligibles, le cas échéant, sont énumérés dans **la CAC 5.5** ci-dessous.   3. Pour continuer à être éligible, le Fournisseur ne doit pas avoir été sanctionné par la BIsD, conformément aux Directives anticorruption de la BIsD et conformément à ses politiques et procédures de sanctions en vigueur, telles qu’énoncées dans le Cadre de sanctions du Groupe de la BIsD mondiale.   4. L’Acheteur peut exiger, pendant la Durée de l’Accord-Cadre, la preuve de la qualification et de l’éligibilité du Fournisseur, et de l’éligibilité des Biens. Le défaut de fournir ces preuves, tel que demandé, peut entraîner l’exclusion du Fournisseur de la participation à une Procédure Secondaire d’Acquisition et/ou de l’attribution d’une Commande et/ou la résiliation de l’Accord-Cadre.   5. À l’heure actuelle, les entreprises, les fournitures et les services des pays suivants sont exclus du présent Accord-Cadre car ils ne sont pas éligibles.   [*[insérer une liste des pays après approbation par la BIsD d’appliquer la restriction ou indiquer « aucun"].* |
| 1. Rôle de l’Acheteur Principal ou de l’Agence Responsable | 6.1 Lorsqu’un Acheteur principal ou une Agence responsable est partie à l’Accord-Cadre, son rôle est de gérer et d’administrer l’Accord-Cadre à l’intention de l’Acheteur ou des Acheteurs participants. Toutes les communications, y compris les notifications, relatives à l’Accord-Cadre doivent être adressées à l’Acheteur principal ou à l’Agence responsable.  6.2 L’Acheteur principal ou l’Agence responsable est responsable de toutes les questions relatives à l’Accord-Cadre, y compris, par exemple, les avenants, la suspension et la résiliation de l’Accord-Cadre. Pour les questions relatives aux Commandes subséquentes individuelles, toutes les communications, y compris les notifications, doivent être faites à l’Acheteur nommé dans la Commande.  6.3 Lorsqu’un Acheteur principal ou Agence responsable n’a pas été désigné, l’Acheteur désigné est responsable de la gestion et de l’administration de l’Accord-Cadre et les dispositions de **la CAC 2.9** ci-dessus, en ce qui concerne les communications et les notifications, etc., s’appliquent à l’Acheteur. |
| 1. Prix du Marché | 7.1 Le Prix du Marché pour chaque Commande subséquente est déterminé en appliquant : *[modifier s’il y a lieu]*  **En cas de sélection directe** : le(s) Prix de Référence (prix unitaire(s) stipulé(s) dans **l’Annexe 2 de l’Accord-Cadre**, sous réserve des ajustements spécifiés dans **les CAC 8 et 9** ; et tout prix additionnel pour le transport intérieur et d’autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Founitures vers leur destination finale spécifiée dans la Commande.  ou  **Pour une Mise en concurrence limitée** : l’offre compétitive retenue, sous réserve des ajustements spécifiés dans **les CAC 8 et 9;** et tout prix additionnel pour le transport intérieur et d’autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens vers leur destination finale spécifiée dans la Demande de prix. |
| 1. Ajustements pour variation de Coût | * 1. Révisions **du Prix de Référence (prix unitaires) prévus dans l’Accord-Cadre**   *[Sélectionnez l’une des deux options]*  *[****OPTION 1****: utiliser pour les ACC lorsque les indices déterminants liés au(x) prix(s) unitaire(s)*  *ne sont pas prévus varier de plus* de *±5% pendant la Durée de l’ACC.*  *Dans ce cas, utilisez le texte suivant :*  « Le(s) prix(s) unitaire(s) proposé(s) indiqué(s) dans l’ACC, s’appliquera(ont) à toutes les Commandes subséquentes effectuées pendant la Durée de l’ACC. Le(s)prix unitaire(s) ne feront l’objet d’aucune révision au cours d’une Procédure Secondaire d’Acquisition et/ou de l’attribution d’une Commande subséquente. »]  *OU*  *[****OPTION 2****: à utiliser pour les ACC lorsque les indices déterminants liés au*(x) prix(s*) unitaire(s*)  *sont prévus varier de plus de ±5% pendant la durée de l’ACC.*  *Dans ce cas, utilisez le texte suivant :*  « Le(s) prix(s) unitaire(s) proposé(s) indiqué(s) dans l’ACC, s’appliquera(ont) à toutes les Commandes subséquentes effectuées dans la période de *[insérer le nombre de mois en fonction de la tendance de la volatilité des prix] mois* à compter de la date de conclusion de l’ACC.  Pour toute Commande attribuée après cette période spécifiée, le(s) prix(s) unitaire(s) fait(font) l’objet d’un ajustement comme suit :   1. pour les Commandes attribuées selon la Procédure Secondaire d’Acquisition sur la base d’offres de prix concurrentielless (mise en concurrence limitée), les Fournisseurs seront tenus de proposer des prix qui ne dépassent pas leur(s) prix(s) unitaire(s) révisé(s), comme indiqué ci-dessous; 2. pour Commandes attribuées selon la Procédure Secondaire d’Acquisition impliquant une sélection directe (c.-à-d. non attribués dans le cadre d’une mise en concurrence), l’ajustement de prix ci-dessous sera appliqué au(x) prix(s) unitaire(s) de ce Fournisseur pour déterminer le prix de la Commande.   L’ajustement de prix est destiné à refléter les changements dans le coût de la main-d’œuvre, les composants matériels et/ou d’autres facteurs, au cours de la période pertinente de l’ACC. Lorsqu’un ajustement de prix s’applique, il est calculé comme suit :  a+b+c = 1  dans laquelle:  P1 =Prix unitaire de la Commande.  P0 = prix unitaire, tel que décrit dans l’Accord-cadre, Annexe 2 : Bordereaux de prix.  a =élément fixe représentant les bénéfices et les frais généraux inclus dans le prix du Marché.  b = pourcentage estimé de la composante main-d’œuvre dans le prix du Marché  c = pourcentage estimé de la composante matérielle dans le prix du Marché.  L0, L1 = indices de main-d’œuvre applicables à l’industrie appropriée dans le pays d’origine à la date de Référence et à la date d’ajustement, respectivement.  M0, M1 =indices des matières premières principales à la date de Référence et à la date d’ajustement, respectivement, dans le pays d’origine.  Le Fournisseur indiquera la source des indices, la source du taux de change (le cas échéant) et la date de Référence des indices dans son offre.  Les coefficients sont les suivants :  a = *[insérer la valeur du coefficient; généralement, dans la plage de 5 à 15 %]*  b = *[insérer la valeur du coefficient]*  c = *[insérer la valeur du coefficient]*  Date de référence = *[insérer la date précise qui était la date de* *trente (30) jours avant la date limite de remise des Offres dans le cadre de la Procédure Primaire d’Acquisition]*  Date de l’ajustement = :   1. *Pour la sélection directe : la date 30 jours précédant l’établissement* de la Commande 2. *Pour la Mise en concurrence limitée : la date 30 jours précédant la Demande de Prix.*   Si la monnaie dans laquelle le prix du Marché (P0) est exprimé est différente de la monnaie d’origine des indices de main-d’œuvre et de matériaux, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des ajustements incorrects du(des) prix unitaire(s). Le facteur de correction est de : Z 0 / Z1, où:  Z0 = nombre d’unités de monnaie du pays d’origine des indices qui égalent à une unité de la monnaie du prix du Marché P0 à la date de Référence, et  Z1  = nombre d’unités de monnaie du pays d’origine des indices qui égalent à une unité de la monnaie du prix du Marché P0 à la date de l’ajustement. |
| 1. Ajustements pour Modifications des lois et règlements | 9.1 Si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission de l’Offre pour l’Accord-Cadre, une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié dans le Pays de l’Acheteur (y compris tout changement dans l’interprétation ou l’application dudit texte par les autorités compétentes) d’une manière qui affecte ultérieurement le Prix de Référence (prix unitaire(s) stipulé(s) dans l’Accord-Cadre, ces prix unitaires seront alors augmentés ou diminués en conséquence, dans la mesure où le Fournisseur a ainsi été affecté dans l’exécution de l’une de ses obligations en vertu de l’Accord-Cadre. Nonobstant ce qui précède, ces coûts supplémentaires ou réduits ne seront pas payés ou crédités séparément s’ils ont déjà été comptabilisés dans les dispositions relatives à l’ajustement des prix, le cas échéant, conformément à **la CAC 8.** |
| 1. Sous-traitance | 10.1 Le Fournisseur notifiera par écrit à l’Acheteur tous les contrats de sous‑traitance attribués dans le cadre de Commandes si ce n’est pas déjà spécifié dans l’Accord-Cadre. Cette notification, fournie dans l’Accord-Cadre ou ultérieurement, ne dégagera pas la responsabilité du Fournisseur, et ne le libérera d’aucune des obligations qui lui incombent dans le cadre de la Commande subséquente. |
| 1. Garantie | * 1. Le Fournisseur garantit que toutes les Biens sont neuves, non utilisées et des modèles les plus récents ou courants, et qu’elles intègrent toutes les améliorations récentes dans la conception et les matériaux, sauf disposition contraire dans le Marché.   2. Le Fournisseur garantit en outre que les Biens seront exemptes de défauts résultant de tout acte ou omission du Fournisseur ou découlant de la conception, des matériaux et de la fabrication, dans des conditions normales d’utilisation dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.   Le Fournisseur doit se conformer à toute obligation de garantie supplémentaire spécifiée dans les Commandes. |
| 1. Droit d’auteur | 12.1 Les droits d’auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l’Acheteur par le Fournisseur demeureront la propriété du Fournisseur ou, s’ils sont fournis directement à l’Acheteur ou par l’intermédiaire du Fournisseur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs de matériaux, les droits d’auteur desdits matériaux demeureront la propriété de ladite tierce partie. |
| 1. Indemnité de brevet | * 1. Le Fournisseur devra, sous réserve du respect par l’Acheteur de l’article 13. 2 ci-dessous, indemniser et dégager de toute responsabilité l’Acheteur et ses employés et dirigeants contre toutes poursuites, actions ou procédures administratives, réclamations, demandes, pertes, dommages, coûts et dépenses de toute nature, y compris les dépens juridiques, que l’Acheteur pourrait subir à la suite de toute contrefaçon ou contrefaçon présumée d’un brevet, modèle d’utilité, dessin ou modèle enregistré, marque de commerce, droit d’auteur ou autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du Marché en raison de:      1. l’installation des Biens par le Fournisseur ou l’utilisation des Biens dans le pays où se trouve le Site ; et      2. la vente dans n’importe quel pays des produits fabriqués par les Biens.   Cette indemnité ne couvre pas toute utilisation des Biens ou d’une partie de celles-ci autre qu’aux fins indiquées par le Marché ou raisonnablement déduites du Marché, ni aucune violation résultant de l’utilisation des Biens ou d’une partie de celles-ci, ou de tout produit fabriqué en association ou en combinaison avec tout autre équipement, ou des matériaux non fournis par le Fournisseur, conformément au Marché.   * 1. Si une procédure est intentée ou une réclamation est faite contre l’Acheteur découlant des questions mentionnées au 13.1 ci-dessus, l’Acheteur doit en aviser rapidement le Fournisseur, et le Fournisseur peut, à ses propres frais et au nom de l’Acheteur, mener cette procédure ou réclamation et toute négociation pour le règlement d’une telle procédure ou réclamation.   2. Si le Fournisseur omet d’informer l’Acheteur dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cet avis qu’il a l’intention de mener une telle procédure ou réclamation, l’Acheteur sera libre de mener la même chose en son propre nom.   3. L’Acheteur devra, à la demande du Fournisseur, fournir toute l’assistance disponible au Fournisseur dans la conduite de cette procédure ou réclamation, et sera remboursé par le Fournisseur pour tous les frais raisonnables engagés pour ce faire.   L’Acheteur indemnisera et dégagera de toute responsabilité le Fournisseur et ses employés, dirigeants et Sous-traitants de et contre toutes poursuites, actions ou procédures administratives, réclamations, demandes, pertes, dommages, coûts et dépenses de toute nature, y compris les dépens juridiques, que le Fournisseur pourrait subir à la suite de toute violation ou contrefaçon présumée de tout brevet, modèle d’utilité, dessin ou modèle déposé, marque de commerce, droit d’auteur ou autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du contrat découlant de ou en relation avec tout design, donnée, dessin, spécification ou autre document ou matériel fourni ou conçu par ou au nom de l’Acheteur. |
| 1. Limite de Responsabilité | * 1. Sauf en cas de négligence criminelle ou de faute intentionnelle,  1. le Fournisseur ne sera pas responsable envers l’Acheteur, que ce soit en vertu d’un marché, d’un délit ou autre, de toute perte ou dommage indirect ou consécutif, perte d’utilisation, perte de production ou perte de profits ou de frais d’intérêt, à condition que cette exclusion ne s’applique pas à toute obligation du Fournisseur de payer des dommages-intérêts forfaitaires à l’Acheteur, et 2. lors de chaque Commande subséquente, la responsabilité globale du Fournisseur envers l’Acheteur, que ce soit en vertu du Marché, en responsabilité délictuelle ou autre, ne dépassera pas le prix de la Commande, à condition que cette limitation ne s’applique pas au coût de réparation ou de remplacement de l’équipement défectueux, ni à toute obligation du Fournisseur d’indemniser l’Acheteur en cas de contrefaçon de brevet. |
| 1. Force Majeure | * 1. Le Fournisseur ne sera pas exposé à la saisie de sa Garantie de bonne exécution (s’il en est prévu), à des pénalités ou à la résiliation du Marché pour défaillance si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l’exécution des obligations qui lui incombent au titre de l’Accord-Cadre ou de la Commande est dû à un cas de Force majeure.   2. Aux fins de la présente Clause, l’expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur, qui n’est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l’Acheteur au titre de sa souveraine capacité, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d’embargo sur le fret.   3. En cas de Force majeure, le Fournisseur notifiera sans délai par écrit à l’Acheteur l’existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d’instructions contraires, par écrit, de l’Acheteur, le Fournisseur continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s’efforcera de continuer à remplir les obligations dont l’exécution n’est pas entravée par le cas de Force majeure.   4. Si l’exécution du Marché est substantiellement empêchée, entravée ou retardée pendant une seule période de plus de soixante (60) jours ou une période totale de plus de cent vingt (120) jours en raison d’un ou plusieurs événements de Force Majeure pendant la durée du Marché, les Parties tenteront de développer une solution mutuellement satisfaisante, à défaut de quoi l’une ou l’autre des Parties pourra résilier le Marché en donnant une notification à l’autre Partie. |
| 1. Langue | 16.1 La langue du présent Accord-Cadre, et toute Commande subséquente est *[insérer la langue]*. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie de l’Accord-Cadre, et de toute Commande, pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d’être accompagnés d’une traduction exacte dans la langue spécifiée. Dans ce cas, aux fins d’interprétation du Marché, cette traduction fera foi.  16.2 Le Fournisseur assumera tous les coûts de traduction dans la langue applicable et tous les risques relatifs à l’exactitude de cette traduction, pour ce qui concerne les documents qu’il fournit. |
| 1. Fraude et Corruption | 17.1 La BIsD exige l’application des Directives Anti Corruption de la BIsD et des Politiques de santions y afférentes, ainsi que les procédures établies dans le Cadre des Sanctions de la BIsD, telles qu’elles figurent dans l’Annexe des Clauses de cet Accord-Cadre (Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption).  17.2 L’Acheteur exige que le Fournisseur divulgue tous avantages, gratification ou commissions versés ou qui doivent être versés en rapport avec les Procédures Primaire ou Secondaire d’Acquisition ou l’exécution d’une Commande. Les renseignements divulgués doivent au minimum inclure les noms et l’adresse de chaque agent ou autre entité, le montant et la monnaie et le motif du versement de l’avantage, la gratification ou la commission. |
| 1. Inspections et audit par la BIsD | 18.1 Le Fournisseur doit maintenir, et s’assurer que ses sous-traitants maintiennent des comptes et une documentation systématiques et exacts en relation avec l’Accord-Cadre, les Biens et toute Commande, dans une forme et de manière détaillée afin d’établir les changements de délai et coûts.  18.2 Conformément à l’Annexe de l’Accord-Cadre Pratiques de Fraude et Corruption), le Fournisseur autorisera et fera en sorte que ses agents (déclarés ou non), sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et personnel, permettent à la BIsD et/ou aux personnes désignées par la BIsD d’inspecter le site et/ou les comptes, registres et autres documents relatifs au processus de demande de prix, à l’attribution et/ou à l’exécution de l’Accord-Cadre et/ou toute Commande subséquente. Le Fournisseur et ses sous-traitants devront prendre en considération les dispositions de la **CAC 17** (Fraude et Corruption) selon laquelle toute action entravant de manière significative les actions prises par la BIsD en matière d’inspection et d’audit constitue une pratique interdite et pourra conduire à la résiliation du Marché (ainsi qu’à une déclaration d’inéligibilité, conformément aux procédures de sanctions de la BIsD en vigueur). |
| 1. Informations confidentiels | 19.1 L’Acheteur et le Fournisseur respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l’autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l’autre partie, que ces renseignements aient été fournis directement ou indirectement par l’une des parties en relation avec l’Accord-Cadre.  19.2 L’obligation imposée à une partie en vertu de **la CAC 19.1** ci-dessus, ne s’appliquera pas aux renseignements suivants  :   1. ceux que l’Acheteur ou le Fournisseur doivent partager avec la BIsD ou d’autres institutions participant au financement d’une Commande ; 2. ceux qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause soit en faute ; 3. ceux dont il peut être prouvé qu’ils étaient en possession de la partie en cause lorsqu’ils ont été divulgués et qu’ils n’avaient pas été obtenus préalablement, de manière directe ou indirecte, de l’autre partie ; ou 4. ceux qui sont mis légitimement à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité. |
| 1. Modification de l’Accord-Cadre | 20.1 Toute modification du présent Accord-Cadre, y compris une extension de Durée, doit être effectuée par écrit et signée par les deux Parties. Une modification peut être faite à tout moment après la signature de l’Accord-Cadre par les deux Parties, et avant son expiration. |
| 1. Cession | 21.1 À moins d’en avoir reçu par écrit le consentement préalable de l’Acheteur, le Fournisseur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre de l’Accord-Cadre et/ou des Commandes. |
| 1. Résiliation de l’Accord-Cadre | * 1. L’Acheteur, sans préjudice de tout autre recours en cas de violation de l’Accord-Cadre ou de Commande, peut résilier le présent Accord-Cadre immédiatement, par notification écrite au Fournisseur, si :  de l’avis de l’Acheteur, le Fournisseur s’est livré à laFraude et la Corruption, oupendant la Durée de l’Accord-Cadre, le Fournisseur cesse d’être qualifié ou éligible, oule Fournisseur prétend céder, transférer ou autrement aliéner le présent Accord-Cadre et/ou la Commande, en tout ou en partie, sans le consentement écrit préalable de l’Acheteur, oule Fournisseur fait faillite ou devient autrement insolvable, oule Fournisseur ne remplit aucune autre obligation en vertu de l’Accord-Cadre et/ou de toute Commande.  * 1. L’Acheteur peut résilier le présent Accord-Cadre et/ou toute Commande, en tout ou en partie, par notification écrite envoyée au Fournisseur, à tout moment, à sa convenance. La notification de résiliation doit préciser que la résiliation est à la convenance de l’Acheteur, la mesure dans laquelle l’exécution du Fournisseur en vertu de l’Accord-Cadre est résiliée et la date à laquelle cette résiliation prend effet.   22.3 À l’expiration ou à la résiliation anticipée du présent Accord-Cadre, toutes les Commandes déjà effectuées en vertu du présent Accord-Cadre resteront pleinement en vigueur. Toutefois, aucune autre Commande ne sera effectuée après la résiliation de l’Accord-Cadre. |
| 1. Règlement des Différends liés à l’Accord-Cadre | * 1. Dans le cas d’un différend découlant du présent Accord-Cadre ou en relation avec celui-ci, les Parties devront déployer de bonne foi tous les efforts raisonnables pour communiquer et coopérer entre elles en vue de résoudre le différend à l’amiable.   2. Lorsque les parties ont épuisé le processus décrit dans **la CAC 23.1**, elles peuvent, d’un commun accord, désigner un conciliateur/médiateur et lui référer le différend pour obtenir son assistance à le trancher. Les parties assumeront leurs propres coûts associés à un tel référé et partageront les coûts de conciliateur. Lors de la désignation du conciliateur, les parties devraient convenir si la décision du conciliateur sera définitive et exécutoire ou non.   23.3 Tout autre mécanisme de règlement des différends pour les Commandes subséquentes sera tel que spécifié dans chaque Commande. |

Annexe de l’Accord-Cadre:

Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption

**[*Ne pas modifier le texte de cette Annexe.]***

#### Politiques d’Acquisition - Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et services connexes financés dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement - Avril 2019, révision Février 2023:

**Fraude et Corruption**

1.39 Les règles de la BIsD exigent que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes, Entrepreneurs, et leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d’acquisition et de l’exécution de marchés financés par la BIsD[[10]](#footnote-10). En vertu de ce principe, les exigences des *Directives Anti-Corruption du Groupe de la BIsD pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Projets Financés par la BIsD* et les procédures de sanctions doivent être appliquées en tous instants. En application de cette politique, la BIsD:

1. définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
2. «Pratique de corruption » signifie l’offre, le don, la sollicitation ou l’acceptation, directement ou indirectement, d’un quelconque avantage en vue d’influer indûment l’action d’une autre personne ou entité;
3. “Pratique frauduleuse” signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
4. “Pratique collusoire” signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d’une autre partie;
5. “Pratique coercitive” signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions; et
6. “Pratique obstructive” signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BIsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou visant à entraver délibérément l’exercice par la BIsD de son droit d’examen tel que prévu au paragraphe 1.39 (e) ci-dessous.
7. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
8. déclarera l’acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d’un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s’est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d’acquisition ou l’exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’information de la BIsD lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
9. sanctionnera à tout moment une Firme ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD[[11]](#footnote-11), y compris en déclarant publiquement cette Firme ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée:
10. de toute attribution de marché financé par la BIsD; et
11. de la possibilité d’être retenu comme sous-traitant, Consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d’une Firme par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
12. exigera que les Dossiers d’Appel d’Offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des Soumissionnaires, y compris leurs agents, leurs personnels, leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu’ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des Propositions et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

**Accord-Cadre – Annexes**

ANNEXE 1: Besoins d’Acquisitions

*[insérer l’annexe sur les besoins d’acquisitions, par ex :]*

**Contenu**

* + - 1. Liste des Biens *[conforme aux formulaires de bordereau des prix]*
      2. Liste des Services connexes *[conforme aux barèmes de prix]*
      3. Spécifications techniques

*Les spécifications techniques doivent décrire en détail les exigences concernant, sans toutefois s’y limiter, les éléments suivants :*

1. *Normes*
2. *tous les Services connexes requis*
3. *tous les essais et inspections requis*
4. *toute garantie fonctionnelle couverte par la Garantie.*

*[Si un résumé des spécifications techniques doit être fourni, l’Agence d’Exécution devra insérer les informations dans le tableau ci-dessous.*

***1.3.1 Résumé des spécifications techniques****. Les Biens et Services connexes doivent être conformes aux spécifications et normes techniques suivantes :*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***N° d’article*** | ***Nom des Biens ou des Services connexes*** | ***Spécifications techniques et normes*** |
| *[insérer l’article No]* | *[insérer le nom]* | *[insérer TS et normes]* |
|  |  |  |
|  |  |  |

**1.3.2 Spécifications techniques et normes détaillées** *[insérer chaque fois que nécessaire].*

*[Insérer une description détaillée de TS]*

***1.3.3 Plans et Dessins***

*[Si des plans ou dessins doivent être inclus, insérer la liste de ces plans ou dessins]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Liste des Plans et Dessins** | | |
| N° de plan/dessin | **Nom du plan/dessin** | **Objectif** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

***1.3.4 Inspection et Essais***

Les inspections et essais suivants doivent être effectués : *[insérer la liste des inspections et des essais, y compris, le cas échéant : nature, fréquence, lieux et procédure d’exécution des inspections et des essais.]*

ANNEXE 2: Bordereaux de prix

[*insérer les bordereaux de prix convenus]*

ANNEXE 3 : Formulaires de Garantie

Formulaires de Garantie pouvant être exigés lors des Commandes

1. Garantie de bonne exécution

2. Garantie de remboursement de l’avance de démarrage

Modèle de Garantie de Bonne Exécution

(Garantie bancaire)

*[Sur demande du Fournisseur, la banque (garant) remplit cette garantie de bonne exécution type conformément aux indications en italiques]*

Intitulé du Marché : *[insérer l’intitulé]*

*[insérer les nom de la banque et adresse de la banque d’émission]*

**Bénéficiaire :** *[insérer les nom et adresse de l’Acheteur]*

**Date :** *[insérer date]*

**Garantie de bonne exécution no.** : *[insérer No]*

**Garant:** *[insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice, sauf si cela figure à l’en-tête]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no*. [insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la fourniture de *[insérer la description des fournitures et Services connexes]* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous *[insérer le nom de la banque]*nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres. Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Acheteur.] [insérer la somme en lettres].* Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* *[insérer l’année]*, [[12]](#footnote-12) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande de la CCI - 2010, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a)(ii) qui est exclu par la présente.

*[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]*

*[Insérer la signature]*

*Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation.*

Modèle de Garantie de Restitution d’Avance

(Garantie bancaire sur demande)

**Garant :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’Acheteur*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance No. :**

Nous avons été informés que [*nom du Fournisseur*] (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu le Marché No., avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de [*nom du marché et description des fournitures*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de [*insérer la somme en chiffres*] [*insérer la somme en lettres*] est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à [*insérer la somme en chiffres*] [*insérer la somme en lettres*][[13]](#footnote-13). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

(a) a utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’offre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à [*nom et adresse de la banque*].

Le montant maximum de cette garantie sera progressivement réduit en proportion de la valeur des fournitures expédiées (pour les fournitures provenant de l'étranger) et/ou de la valeur des fournitures livrées au lieu de destination désigné (pour les fournitures provenant du pays de l'Acheteur), comme le prouvent la ou les copies des [ ][[14]](#footnote-14).

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_.[[15]](#footnote-15)

En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a)(ii) qui est exclu par la présente..

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[*Signature*]

*Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation*

ANNEXE 4: Procédure Secondaire d’Acquisition

La présente section contient les méthodes et les critères que l’Agence d’Exécution utilisera pour mener la Procédure Secondaire d’Acquisition afin de sélectionner un Fournisseur et d’attribuer une Commande en vertu du présent Accord-Cadre.

*[L’Agence d’Exécution devra sélectionner les critères jugés appropriés pour la Procédure Secondaire d’Acquisition, en utilisant les exemples de texte fournis ci-dessous ou toute autre formulation acceptable, et supprimer le texte en italique.*

*La (les) Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition qui sera(ont) décrite(s) dans la présente Annexe doivent être conformes à la (aux) Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition énoncée(s) dans l’Appel d’Offres qui a abouti à la conclusion de l’Accord-Cadre.]*

1. Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition

La (les) Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition qui s’appliquent à la sélection d’un Fournisseur pour l’attribution d’une Commande subséquente en vertu du présent Accord-Cadre [est/sont] *[insérer les types* de Procédure(s) Secondaire(s) d’Acquisition qui *s’appliquent. Il peut s’agir de méthodes utilisées à titre d’exemples ci-dessous, ou de toute autre méthode approuvée par la BIsD.] :*

1. Demande de prixcompétitives par le biais de mise en concurrence limitée,
2. la sélection directe en fonction de l’emplacement, et
3. sélection directe basée sur une répartition équilibrée des fournitures.
4. *[ajouter toute autre méthode applicable]*

La procédure d’application des méthodes d’acquisition décrites au paragraphe 1 ci-dessus est la suivante.

* 1. **Demande de prixcompétitive ( mise en concurrence limitée)** *[supprimer la mention inutile conformément au paragraphe 1 ci-dessus]*

L’Acheteur préparera une Demande de Prix (DP) et invitera tous les Fournisseurs éligibles d’un Accord-Cadre pour les Biens à acquérir en vertu de la Commande, afin de soumettre des offres de prix compétitives.

La DP comprendra *:*

1. les Biens, et tous Services connexes, à livrer
2. Lieu(x) de livraison
3. date(s) ou calendrier(s) de livraison
4. quantité
5. toute exigence supplémentaire de transport intérieur et d’autres services dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens vers leur destination finale spécifiée dans la DP non inclus dans le Prix de Référence,
6. les détails de toute inspection ou de tout essai qui s’ajoute à ceux décrits dans l’Accord-Cadre;
7. les critères à appliquer à l’évaluation des offres de prix
8. les critères d’attribution, par exemple:

L’acheteur attribuera la Commande au Fournisseur dont la (les) Offres ont été déterminée(s) comme étant :

* conforme(s) pour l’essentiel à la DP; et
* de coût évalué le plus bas.

1. Date limite de soumission des offres de prix
2. référence aux modalités de Commande subséquent, qui doivent s’appliquer à l’achat;
3. demander aux Fournisseurs de démontrer qu’ils continuent d’être éligibles et qualifiés pour livrer les Biens
4. *toute autre information pertinente.*

Les Fournisseurs ne sont pas autorisés à proposer un prix, à l’exclusion de tout prix additionnel pour le transport intérieur et les autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens vers leur destination finale spécifiée dans la DP non inclus dans le Prix de Référence, qui est supérieur au Prix de Référence indiqué dans l’Accord-Cadre, Annexe 2, ou tel qu’ajusté par la formule de révision de prix convenue, le cas échéant, conformément à **la CAC 8,**  et toute modification apportée aux lois et règlements conformément à **la CAC 9**.]

* 1. ***Sélection directe dans le cadre d’un Accord-Cadre à Fournisseur unique***

L’Acheteur peut demander au Fournisseur d’inclure dans le Prix de la Commande, les prix de tout transport intérieur additionnel et autres services connexes dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens jusqu’à leur destination finale.

L’Acheteur émettra une Commande au Fournisseur en utilisant les prix/mécanismes de tarification énoncés dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 ou tel qu’ajusté par la formule de révision de prix convenue, le cas échéant conformément à **la CAC 8,** et toute modification de toute loi et réglementation conformément à **la CAC** **9** ; y compris, le cas échéant, les prix de tout service de transport intérieur additionnel et d’autres services connexes dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens vers leur destination finale.

* 1. **Sélection directe fondée sur la localisation** *[Supprimer la mention inutile conformément au paragraphe 1 ci-dessus]*

L’Acheteur sélectionnera un Fournisseur éligible’un Contrat-Cadre, pour livrer les Biens, en fonction du Fournisseur le mieux à même de livrer les Biens, et tous Services connexes, en fonction de l’endroit où les Biens doivent être livrées.

L’Acheteur émettra une Commande en utilisant les prix/mécanismes de tarification énoncés dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 ou tel qu’ajusté par la formule de révision de prix convenue, le cas échéant conformément à **la CAC** **8**, et toute modification de toute loi et réglementation conformément à **la CAC 9** ; y compris, le cas échéant, les prix de tout transport intérieur additionnel et autres services connexes dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens vers leur destination finale.

L’Acheteur peut demander au Fournisseur d’inclure dans le Prix de la Commande, les prix de tout transport intérieur additionnel et autres services connexes dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens jusqu’à leur destination finale.

* 1. **Sélection directe fondée sur une répartition équilibrée des Biens** *[supprimer la mention inutile conformément au paragraphe 1 ci-dessus]*

L’Acheteur alternera l’attribution des Commandes entre tous les Fournisseurs éligibles de l’Accord-Cadre, sur la base d’une répartition équilibrée de la fourniture sujette à une limite supérieure. La limite supérieure est la suivante : *[insérer soit la limite supérieure* *en « valeur », soit la limite supérieure en « quantité »].*

Le (les) premiére(s) Commande(s) sera(ont) attribuée(s) au Fournisseur dont l’Accord-Cadre a le coût évalué le plus bas. Le premier Fournisseur continuera de se voir attribuer des Commandes jusqu’à ce que le total *[insérer soit : valeur/quantité] de toutes les Commandes attribuées atteigne la limite supérieure [insérer soit : « valeur » ou « quantité »].*

Un deuxième Fournisseur de l’Accord-Cadre qui a le deuxième coût évalué le plus bas, se verra alors attribuer les Commandes subséquentes jusqu’à ce que le *total [insérer soit : « valeur » ou « quantité »]* de toutes les Commandes attribuées atteigne la limite supérieure *[insérer soit : « valeur » ou « quantité »]*. Et ainsi de suite.

L’Acheteur émettra une Commande en utilisant les prix/mécanisme de tarification énoncés dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 ou tel qu’ajusté par la formule de révision de prix convenue, le cas échéant, conformément à **la CAC 8**, le cas échéant et à toute modification des lois et règlements conformément à **la CAC 9**.

L’Acheteur demandera au Fournisseur d’inclure dans le Prix de la Commande, les prix de tout transport intérieur additionnel et autres services connexes dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens jusqu’à leur destination finale.

.

* 1. *[ajouter toute autre méthode applicable]*

1. Formation de la Commande

L’Acheteur doit confirmer que le Fournisseur sélectionné continue d’être qualifié et éligible conformément à l’Accord-Cadre avant la formation de la Commande. La Commande est effectuée lorsque l’une des conditions suivantes est remplie selon la Procédure Secondaire d’Acquisition utilisée.

*[Décrivez la ou les procédures qui s’appliquent à la formation de la Commande. Soyez précis, p. ex.]*

* 1. **Pour les demandes de prix compétitives par mise en concurrence limitée utilisant une demande de prix,** la Commande sera effectuée lorsque: *[sélectionnez l’une des trois options]*

OPTION 1

« l’Acheteur émet la lettre d’attribution de la Commande au Fournisseur retenu. » *[****ajouter le cas échéant*** *: «* Après la formation du marché, par offre et acceptation, l’Acheteur et le Fournisseur signent une Commande conformément au formulaire figurant dans l’Accord-Cadre*.* *« ] OU*

OPTION 2

« l’Acheteur transmet, au Fournisseur retenu, une Commande pour signature et retour, et la Commande est signée à la fois par l’Acheteur et le Fournisseur. La date à laquelle la Commande est effectuée est la date à laquelle la dernière signature est exécutée.

OPTION 3

« l’Acheteur transmet, au Fournisseur retenu, un bon de commande pour les Biens et le Fournisseur accepte la commande. »  *(décrivez comment cela se produira, par exemple par courriel avec accusé de réception, bon de commande signé, etc.)* *).*

* 1. **Pour une sélection directe basée sur l’emplacement ou la répartition équilibrée de la fourniture,** la Commande est effectuée lorsque l’Acheteur transmet, au Fournisseur retenu, une Commande pour signature et retour, et la Commande est signée par l’Acheteur et le Fournisseur. La date à laquelle la Commande est effectuée est la date de la dernière signature ou la date convenue par les parties.

1. Communication de l’attribution de la Commande subséquente

*[Décrivez le processus d’annonce de l’attribution d’une Commande, p. ex.*

L’Acheteur communiquera, en même temps que l’attribution du marché, l’attribution de laCommande dans les cas suivants :

1. Sélection directe : à tous les Fournisseurs de l’ACC pour les articles inclus dans la Commande.
2. sélection sur la base d’offres de prix compétitives (par mise en concurrence limitée) à tous les Fournisseurs invités à soumettre une offre de prix.

La communication doit se faire par les moyens les plus rapides possibles, par exemple par courrier électronique, et doit inclure, au minimum, les informations suivantes :

1. le nom et l’adresse du Fournisseur retenu,
2. la quantité/le volume des Biens achetées;
3. le montant (prix) de la commande,
4. un énoncé des raisons pour lesquelles le Fournisseur destinataire n’a pas été retenu.]
5. Réclamation concernant l’attribution d’une Commande

Un Fournisseur non retenu peut soumlettre une réclamation concernant la décision d’attribuer une Commande. Dans ce cas, le processus de dépôt d’une réclamation est le suivant : *[décrire le processus de réclamation. Au minimum, le processus devrait comprendre les éléments suivants :*

1. la réclamation doit être adressée par écrit à l’Acheteur, par les moyens les plus rapides disponibles, par exemple par courrier électronique.
2. l’Acheteur traitera la réclamation dans un délai raisonnable.
3. la réception d’une réclamation n’interdit pas l’attribution de la Commande et aucune période d’attente ou interruption du processus ne s’appliquera.

Demande de Prix

**Procédure Secondaire d’Acquisition en vertu d’un Accord-Cadre**

**(méthode : mise en concurrence limitée)**

|  |  |
| --- | --- |
| **De:** | **[*Insérer le nom légal de l’****A****cheteur*]** |
| **Représentant de l’**A**cheteur :** | [*Insérer le nom du représentant de l’Acheteur*] |
| **Titre/Pos**ition **:** | [*Insérer le titre ou la position des représentants*] |
| **Adresse** **:** | [*Insérer l’adresse de l’Acheteur*] |
| **Téléphone** **:** | [*Insérer le numéro de téléphone des représentants*] |
| **Messagerie électronique** **:** | [*Insérer l’adresse courriel des représentants*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **À:** | **[*Insérer le nom légal du*** *F****ournisseur*]** |
| **Représentant du** F**ournisseur :** | [*Insérer le nom du représentant du Fournisseur*] |
| **Titre/Pos**ition **:** | [*Insérer le titre ou la position des représentants*] |
| **Adresse** **:** | [*Insérer l’adresse du Fournisseur*] |
| **Téléphone** **:** | [*Insérer le numéro de téléphone des représentants*] |
| **Messagerie électronique** **:** | [*Insérer l’adresse courriel des représentants*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **Accord-**C**adre (ACC) :** | **[*Insérer le titre abrégé de*** *l’ACC***]** |
| **Date de l’ACC :** | [*insérer la date de l’ACC*] |
| **Numéro de référence ACC** : | [*Insérer la référence ACC*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **N° de référence** DP**:** | [*Insérer la référence*] |
| **Date de l**a DP **:** | [*Insérer la date de la DDQ]* |
| DP **émis :** | Cette DP a été transmise par: « courrier » ou « courriel » *ou «*télécopie » |

**Pièces jointes:**

Annexe 1 : Besoins d’Acquisitions

Annexe 2 : Formulaire de Demande de Prix

Annexe 3 : Commande pour les Biens **[*il peut s’agir du formulaire de la Commande ou d’un autre modèle acceptable*]**

A : [*insérer le nom du Représentant du Fournisseur*],

1. **Demande de Prix (DP)**

En référence à l’Accord-Cadre (ACC) ci-dessus, vous êtes invité à soumettre votre offre de prix la plus compétitive dans le cadre de la présente Procédure Secondaire d’Acquisition. La DP concerne les Biens [*ajouter le cas échéant* : « et les Services connexes »] décrits à l’Annexe 1 : Besoins d’Acquisitions, jointe à la présente DP.

1. **Prix**
2. Votre Offre de Prix doit être soumise dans le format indiqué à l’Annexe 2 : Formulaire d’Offre de Prix du Fournisseur.
3. Votre Offre de Prix, à l’exclusion de tout prix additionnel pour le transport intérieur et les autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens vers leur destination finale spécifiée dans la DP non inclus dans le Prix de Référence, ne peut pas être supérieur au Prix de Référence des Biens *[ajouter le cas échéant : « et Services connexes »]* tel qu’établi dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 : Bordereaux des prix ajustés pour toute modification des lois et règlements conformément aux dispositions spécifiques de l’ACC. [*OU utilisez le texte suivant si le prix de Référence fait l’objet d’une* révision de prix : Votre Offre de Prix ne peut pas être supérieure au prix de Référence des Biens [*ajouter le cas échéant* : « et Services connexes »], tel qu’établi dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 : Bordereaux des Prix, ajustés en appliquant la formule de révision de prix et tout ajustement pour modification des lois et règlements conformément aux dispositions spécifiques de l’ACC »]
4. Le prix de tout transport intérieur additionnel et d’autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens vers leur destination finale spécifiée dans la DP non inclus dans le prix de Référence sera indiqué.
5. Le prix que vous proposez sera fixe et ne fera l’objet d’aucun autre ajustement.
6. L’Offre de Prix sera libellée dans la ou les mêmes monnaie(s) spécifiée(s) dans l’Accord-Cadre, Annexe 2 : Bordereaux des Prix.
7. L’Offre de Prix sera valable pour une période de [*insérer le nombre de jours calendaires*]
8. **Clarifications**

Si vous avez besoin de précisions concernant cette DP, veuillez envoyer votre demande par écrit (courriel ou copie papier ou *au moyen du système d’achat électronique*, le cas échéant) à notre représentant susmentionné avant le *[insérer la date et l’heure]*. Nous transmettrons copie de notre réponse à tous les Fournisseurs, y compris une description de la demande, mais sans en identifier la source.

1. **Remise de l’Offre de Prix**

Les Offre de Prix doivent être remises sous la forme jointe à l’Annexe 2:  **[*insérer la méthode applicable: par exemple par courrier électronique, via le système d’achat électronique*]** à l’adresse suivante: [À l’attention de : *[insérer le nom de la personne, s’il y a lieu;*  **Adresse électronique : ou lien vers le système d’achat électronique]**

Les Offres de Prix remises sous forme de pièce jointe à un courriel doivent être sous forme numérisée non modifiable.  ***[Inclure si nécessaire:*** *Pour faciliter le processus d’acquisition, l’Agence d’Exécution peut exiger des copies des offres de prix dans d’autres formats (par exemple dans Word ou Excel)]*

La date limite de dépôt des Offres de Prix est le *[insérer l’heure, le jour, le mois, l’année].* Veuillez nous informer dans les *[insérer le nombre de jours]* si vous n’avez pas l’intention de soumettre une offre.

1. **Ouverture des Offres de Prix**

Les Offres de Prix seront ouvertes le [[***insérer l’heure, le jour, le mois, l’année***] par les représentants de l’Agence d’Exécution en présence des représentants désignés du Fournisseur qui choisissent d’assister à l’ouverture virtuelle ***[Dans la situation d’urgence COVID-19, si l’ouverture virtuelle n’est pas possible, les Offres de Prix ne peuvent être ouvertes que par les représentants de l’Agence d’Exécution]***. Le procès-verbal de l’ouverture sera partagé avec tous les Fournisseurs qui ont remis une Offre de Prix.

1. **Évaluation des Offres de Prixs**

Les Offres de Prix seront évaluées par article et selon les critères et la méthodologie décrits dans l’Accord-Cadre, Annexe 4 : Procédure Secondaire d’Acquisition.

1. Lors de l’attribution du marché, le Fournisseur (y compris chaque sous-traitant proposé par le Fournisseur) ne devra pas être disqualifié par la BIsD pour non-respect des obligations EAS/HS. Avant l’attribution du Marché, l’Acheteur vérifiera que le Soumissionnaire retenu (y compris chaque membre d’un GE) n’est pas disqualifié par la BIsD en raison du non-respect des obligations contractuelles de prévention et de réponse en matière d’Exploitation et d’Abus Sexuels (EAS) / Harcèlement Sexuel (HS). L’Acheteur effectuera la même vérification pour chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire retenu. Si un sous-traitant proposé ne répond pas à l’exigence, l’Acheteur demandera au Soumissionnaire de proposer un autre sous-traitant.

À cet égard, *la définition d’ «* ***Exploitation et Abus Sexuels » (EAS)*** est comme suit:

***L’Exploitation Sexuelle*** *est définie comme tout abus ou tentative d’abus de position de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, mais sans s’y limiter, le fait de tirer profit pécuniairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’autrui.*

***L’Abus Sexuel*** *est défini comme l’intrusion physique réelle ou menaçante de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives.*

***Le « Harcèlement Sexuel »*** *est défini comme des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique de nature sexuelle par le personnel du Fournisseur avec le personnel d’autres entrepreneurs, de sous-traitants, ou le personnel de l’Acheteur*

1. **Marché**

Vous trouverez ci-joint, à l’Annexe 3 de la présente DP, le projet de Commande qui s’appliquera à la présente Procédure Secondaire d’Acquisition. Si votre Offre est retenur, vous devrez signer une Commande selon les mêmes conditions ou des conditions similaires. [*Instructions : remplir un projet de Commande pour cette acquisition et le joindre à la présente DP*]

Au nom de l’Acheteur :

|  |  |
| --- | --- |
| **Signature** **:** |  |
| **Nom** **:** |  |
| **Titre/pos**ition **:** |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ANNEXE 1 de la DP : Besoins de l’Acheteur**  *[L’Acheteur doit compléter ces tableaux, le cas échéant, pour permettre au Fournisseur d’établir l’Offre de Prix]*  **Liste des Biens et délai de livraison** | | | | | | | |
| **Poste N°** | **Description des Biens** | **Quantité requise** | **Unité de mesure** | **Lieu de destination désigné** | **Lieu de destination finale (site du projet)** | **Incoterms applicables (p. ex. CIP, EXW, etc.)** | **Délai de livraison à compter de la date de la Commande** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Liste des Services connexes et Calendrier d’achèvement** | | | | | |
| **Service** | **Description du Service** | **Quantité requise** | **Unité de mesures** | **Lieu où les Services doivent être exécutés** | **Délai d’achèvement des Services** |
|
| *[****insérer le numéro de service****]* | *[****insérer la description des Services connexes****]* | *[****insérer la quantité d’articles à fournir****]* | *[****insérer l’unité de mesure des articles****]* | *[****insérer le nom du lieu****]* | *[****insérer le nombre de jours tels que le délai de livraison ou la réception des Biens, selon le cas****]* |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Spécifications techniques, Plans et dessins, inspections et essais**

Les spécifications techniques, les plans et dessins, les inspections et les essais décrits dans l’Annexe 1 de l’Accord-Cadre : Besoins d’Acquisitions.

[Ajouter *toute information supplémentaire conforme aux informations fournies dans l’Annexe Besoins d’Acquisitions]*

**ANNEXE 2 de la DP: Formulaire d’Offre de Prix du Fournisseur**

|  |  |
| --- | --- |
| **De:** | **[*Insérer le nom légal du Fournisseur*]** |
| **Représentant du Fournisseur :** | [*Insérer le nom du représentant du Fournisseur*] |
| **Titre/Position :** | [*Insérer le titre ou la Positions des représentants*] |
| **Adresse:** | [*Insérer l’adresse du Fournisseur*] |
| **Messagerie électronique:** | [*Insérer l’adresse courriel du Fournisseur*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **À:** | **[*Insérer le nom légal de l’Acheteur*]** |
| **Représentant de l’Acheteur :** | [*Insérer le nom du représentant de l’Acheteur*] |
| **Titre/Position :** | [*Insérer le titre ou la position des représentants*] |
| **Adresse:** | [*Insérer l’adresse de l’Acheteur*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **Accord-Cadre (ACC)** | **[*Insérer le titre abrégé de l’ACC*]** |
| **Numéro de référence ACC** | [*Insérer la référence de l’ACC*] |
| **Date de l’Accord-Cadre :** | [*Insérer la date de l’ACC*] |

|  |  |
| --- | --- |
| **N° de référence DP:** | [*Insérer la référence de l’Acheteur*] |
| **Date de l’Offre de Prix :** | [*Insérer la date de l’Offre de Prix*] |

A : [*insérer le nom du représentant de l’Acheteur*]

**DEPOT DE L’OFFRE DE PRIX**

1. **Conformité et sans réserve**

En réponse à la DP susmentionnée, nous proposons de livrer les Biens, [*ajouter le cas échéant*: « et les Services connexes,»] conformément à la présente Offre de Prix et conformément à la DP, au Calendrier de livraison et d’achèvement, aux Spécifications techniques, aux Plans et Dessins, aux Inspections et essais. Nous confirmons que nous avons examiné et n’avons aucune réserve à l’égard de la DP, y compris le document de la Commande.

1. **Eligibilité et conflit d’intérêts**

Nous déclarons que nous continuons d’être qualifiés, que nous répondons aux critères d’éligibilité et que nous n’avons aucun conflit d’intérêts. Si la Commande nous est attribuée, les Biens [*ajouter le cas échéant :* « et Services connexes »] que nous livrerons proviendront d’un pays éligible.

**Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et/ou Harcèlement Sexuel (HS) :** [*sélectionnez l’option appropriée de (i) à (iii) ci-dessous et supprimez les autres. Dans le cas des membres et/ou sous-traitants d’un GE, indiquer le statut de disqualification par la BIsD de chaque membre et/ou sous-traitant du GE].*

Nous, y compris l’un de nos sous-traitants :

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [avons fait l’objet d’une disqualificationpar la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
3. [avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS et avons été retirés de la liste d’exclusion. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]

Nous, ainsi que l’un de nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du Marché n’avons été exclus soit par la BIsD, soit au titre de la règlementation commerciale du pays du Maître de l’Ouvrage ou en application d’une décision prise par l’Organisation de la Coopération Islamique, la ligue des Etats Arabes ou l’Union Africaine.

1. **Prix** **de l’Offre de Prix**

Le prix total de notre Offre de Prix, à l’exclusion des rabais inconditionnels offerts au point 4 ci-dessous, est de [*insérer le prix total de l’ Offre de Prix en chiffres et en lettres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives*].

1. **Rabais inconditionnels**

Les rabais inconditionnels offerts sont: [*Précisez le rabais offert*.]

La méthode exacte de calcul pour déterminer le prix net après application de rabais inconditionnels est la suivante : [*Préciser la méthode qui doit être utilisée pour appliquer les rabais*].

1. **Période de validité de l’Offre de Prix**

Notre Offre de Prix sera valable pour la période spécifiée dans la DP, et elle restera contraignante pour nous et peut être acceptée à tout moment avant son expiration.

1. **Garantie de bonne exécution** [*supprimer si une garantie de bonne exécution n’et pas exigée]*

Si nous obtenons la Commande, nous nous engageons à obtenir une Garantie de bonne exécution conformément à la DP.

1. **Avantages, Ratifications et Commissions**

Nous avons payé, ou paierons les avantages, gratifications ou commissions suivants concernant la présente Offre de Prix ou l’exécution d’une Commande [*Si rien n’a été payé ou ne doit être payé, indiquez « aucun* *».* ]

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du destinataire | Adresse | Raison | Quantité |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. **Non tenu d’accepter**

Nous comprenons que vous vous réservez le droit d’ :

1. accepter ou rejeter toute Offre de Prix et vous n’êtes pas tenus d’accepter l’ Offre de Prix au coût évalué le plus bas, ou toute autre Offre de Prix que vous pourriez recevoir, et
2. annuler le processus de demande de prix à tout moment avant l’attribution d’une Commande sans encourir aucune responsabilité envers les Fournisseurs.
3. **Fraude et corruption**

Nous certifions par la présente que nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour nous, ou en notre nom, ne se livre à tout type de Fraude et de Corruption.

Au nom du Fournisseur :

|  |  |
| --- | --- |
| **Signature:** |  |
| **Nom:** |  |
| **Titre/position:** |  |
| **Téléphone:** |  |
| **Courriel:** |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Offre de Prix pour les Biens : Bordereau de Prix 1**  **Pour les Biens à importer de** **l’extérieur du Pays de l’Acheteur** | | | | | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | | | 9 |
| **Ligne**  **N°** | **Description des Biens** | **Pays d’origine** | **Période de livraison telle que définie par les Incoterms** | **Quantité et unité de mesure** | **Prix unitaire**  **CIP *[insérer le lieu de destination]*** | **Prix CIP par ligne**  **(Réf. 5x6)** | ***[Pour CIP, si en outre un transport intérieur, etc., est nécessaire]*  Prix par ligne pour le transport intérieur et les autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens jusqu’à leur destination finale spécifiée dans la DC** | | | **Prix total par ligne**  **(Rubriques 7+8)** |
| *[insérer le numéro de l’article]* | *[insérer le nom du bien]* | *[insérer le pays d’origine des Biens]* | *[insérer le délai de livraison coté]* | *[insérer le nombre d’unités à fournir et le nom de l’unité de mesures]* | *[insérer le prix unitaire CIP par unité]* | *[insérer le prix total CIP par éément]* | *[insérer le prix correspondant par élément]* | | | *[insérer le prix total de la ligne]* |
|  |  |  |  |  |  |  |  | | |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  | | |  |
|  | | | | | | | | **Prix de l’Offre** |  | |
|  | | | | | | | | | | |

**Offre de Prix pour les Biens : Bordereau de Prix 2**

**Pour les Biens provenant du Pays de l’Acheteur (déjà importées\* ou fabriquées dans le Pays de l’Acheteur)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| **Ligne**  **N°** | **Description des Biens** | | **Période de livraison telle que définie par les Incoterms** | **Quantité et unité de mesure** | **Prix unitaire EXW\* (plus les prix à livrer au lieu de destination, si nécessaire)** | **Total EXW (plus les prix à livrer au lieu de destination, si nécessaire) prix par article**  **(Réf. 4x5)** | ***[Si requis par l’Acheteur]*  Prix par ligne pour le transport intérieur et les autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens jusqu’à leur destination finale** | **Prix total par poste**  **(Rubriques 6+7)** |
| *[insérer le numéro de l’article]* | *[insérer le nom de Good]* | | *[insérer la date de livraison citée]* | *[insérer le nombre d’unités à fournir et le nom de l’unité de mesure]* | *[insérer EXW (plus les prix à livrer au lieu de destination, si nécessaire) prix unitaire]* | *[insérer le prix total EXW (plus les prix à livrer au lieu de destination, si nécessaire) par poste]* | *[insérer le prix correspondant par poste]* | *[insérer le prix total par article]* |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |
|  | |

\*pour les Biens déjà importées, conformément à la Procédure Primaire d’Acquisition, le prix EXW exclut les droits de douane et autres taxes d’importation sur les Biens. Prière de fournir des pièces justificatives sur les droits de douane et autres taxes à l’importation déjà payés ou à payer sur les Biens.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Offre de Prixs pour Services connexes : Bordereau de Prix 3** | | | | | | | | | | |
| 1 |  | 2 | | 3 | 4 | 5 | 6 | | 7 | |
| **N° d’article** | **Description de l’élément** | **Description des services (à l’exclusion du transport intérieur et des autres services requis dans le Pays de l’Acheteur pour acheminer les Biens jusqu’à leur destination finale)** | | **Pays d’origine** | **Période d’achèvement au lieu de destination finale** | **Quantité et unité physique** | **Prix unitaire** | | **Prix total par service**  **(Rubrique 5\*6 ou estimation)** | |
| *[insérer le numéro de l’article]* |  | *[insérer le nom des Services]* | | *[insérer le pays d’origine des Services]* | *[insérer le délai de livraison au lieu de destination finale par service]* | *[insérer le nombre d’articles à fournir et le nom de l’unité de mesure]* | *[insérer le prix unitaire]* | | *[insérer le prix total par article]* | |
|  |  |  | |  |  |  |  | |  | |
|  |  |  | |  |  |  |  | |  | |
|  | | | **Prix de l’Offre** | | | | |  | |

**Prix total de l’Offre de Prix**

**Le coût total de la fourniture et de la livraison des Biens et des Services connexes est le suivant :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Bordereaux de Prix** | **Quantité** |
| Biens : Bordereau des Prix 1 |  |
| Biens : Bordereau des Prix 2 |  |
| Services connexes: Bordereau des Prix 4 |  |
| **Prix total de l’Offre** |  |

**Modèle de Lettre d’Attribution de Commande**

*[modifier le cas échéant]*

*[utiliser du papier à en-tête de l’Acheteur]*

*[date]*

À : *[nom et adresse du Fournisseur]*

Objet : ***Notification d’Attribution de la Commande N°*** ………….

En référence à l’Accord-Cadre *[insérer le numéro de référence et la date]* [*en cas de mise en concurrence limitée, ajouter ce qui suit :* « et votre Offre de Prix *[insérer le numéro de référence et la date]* ayant été acceptée, *»]* veuillez trouver ci-joint le Marché de la Commande. Vous êtes prié de signer la Commande dans le délai de *[insérer le nombre de jours].*

*[****Supprimer si une Garantie de*** ***bonne exécution n’est pas requise*** *:* « Il vous est également demandé de fournir une Garantie de bonne exécution dans le délai de *[insérer le nombre de jours],* en utilisant à cette fin le formulaire de Garantie de bonne exécution joint à l’Accord-Cadre »]

Signature autorisée :

Nom et titre du signataire :

Nom de l’organisme :

**Pièce jointe : Marché de Commande**

**Commande pour la livraison de Biens et Services connexes *[le cas échéant]***

|  |  |
| --- | --- |
| **Accord-Cadre (ACC) :** | *[insérer le titre abrégé de l’ACC]* |
| **Date de l’ACC :** | *[insérer la date de l’ACC]* |
| *Numéro de référence ACC :* | *[insérer le numéro de référence ACC]* |
| **Biens :** | *[titre abrégé pour le type de Biens*] |
| **La(les) destination(s) finale(s) est/sont :** | *[Insérer des informations sur le(s) lieu(x) du (des) site(s),* ***le cas échéant****]* |
| **Site d’inspections et d’essais** | **[***Insérer les informations,* ***le cas échéant*]** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Acheteur:** |  | **Fournisseur:** |
| ***[Insérer le nom légal complet de l’Acheteur]***  [*adresse*] |  | ***[Insérer le nom légal complet du Fournisseur]***  [*adresse*] |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **FOURNITURES** | | | | |
| **Code** | **Nom du Produit** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Total** |
| [*insérer le code*] | [*description des Biens*] | [*nombre*] | [*prix*] | [*montant*] |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Instructions/observations particulières : | | **Total** | | ***[Insérer le montant]*** |
| **Délai(s) de livraison requis(s) selon les INCOTERMS** | | **[*insérer délai(s*)]** selon les INCOTERMS applicables | |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **SERVICES CONNEXES** | | | | |
| **Code** | **Nom/description du service** | **Quantité** | **Prix** | **Total** |
| [*insérer le code*] | [*Décrire les Services connexes couverts et/ou l’Annexe 1 de l’Accord-Cadre :* Besoins d’Acquisitions*. Le prix indiqué à l’Annexe 2 de l’Accord-Cadre ou convenu avec le Fournisseur sélectionné sera inclus dans le Prix du Marché*.] | [*nombre*] | [*prix*] | [*montant*] |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Instructions/ observations particulières : | | **Total** | | ***[insérer le montant]*** |
| **Période d’achèvement requise** | | [*insérer le point*] | |

1. **Prix du Marché**

Le Prix du Marché pour la livraison des Biens et des Services connexes (le cas échéant) est le suivant

|  |  |
| --- | --- |
| Description | Montants et monnaie(s)  *[insérer les montants totaux des deux tableaux précédents]* |
| Biens |  |
| Services connexes *[le cas échéant]* |  |
| Prix du Marché : [insérer le total pour les Biens et Services connexes *[le cas échéant]* |  |

1. **Documents contractuels**

Les documents suivants sont réputés former et être lus et interprétés comme faisant partie du présent Marché de Commande. Le présent Marché de Commande prévaut sur tous les autres documents contractuels.

1. Lettre d’Attribution de la Commande
2. Offre de Prix du Fournisseur (le cas échéant)
3. Additif n° \_\_\_ (le cas échéant)­
4. Commande - Clauses du Marché

et par référence les documents suivants :

1. Accord-Cadre
2. Annexe 1 : Besoins d’Acquisitions *[insérer les éléments pertinents de l’Annexe 1 applicables à la Commande, comme les spécifications techniques, les dessins, les inspections et les essais]*
3. *[Énumérer tout autre document]*
4. En contrepartie des paiements à effectuer par l’Acheteur au Fournisseur tels que spécifiés dans le présent Marché de Commande, le Fournisseur s’engage par les présentes à l’égard de l’Acheteur à livrer les Biens et Services et à remédier aux défauts conformément, en tous égards, aux dispositions du Marché.
5. L’Acheteur s’engage par la présente à payer le Fournisseur en contrepartie de la livraison des Biens et Services et de la correction des défauts de ceux-ci, le Prix du Marché ou toute autre somme payable en vertu des dispositions du Marché aux moments et de la manière prescrits par le Marché.

***[Pour faciliter cette acquisition d’urgence, si cela est acceptable pour l’Acheteur et le Fournisseur, la signature électronique de la Commande par exemple en utilisant DocuSign, est recommandée.]***

Pour et au nom de l’Acheteur

Signé : *[insérer la signature]*

en qualité de *[insérer le titre ou toute autre désignation appropriée]*

En présence de *[insérer l’identification du témoin officiel]*

*Date :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Pour et au nom du Fournisseur

Signé : *[insérer la signature du/des représentant(s) autorisé(s) du Fournisseur]*

en qualité de *[insérer le titre ou toute autre désignation appropriée]*

en présence de *[insérer l’identification du témoin officiel]*

*Date:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Commande - Clauses du Marché (CM)**

***[Note à l’intention de l’Agence d’Exécution : Dans un souci d’harmonisation et de simplification pour*** ***le(s) Acheteur(s) de la Commande, l’Agence d’Exécution peut remplir, dans la mesure du possible, les informations à remplir dans la présente section et indiquer clairement les informations spécifiques qui ne peuvent/doivent être remplies que par le(s) Acheteur(s) de la Commande. ]***

Les Clauses du Marché ci-après de la Commande s’appliquent à la Commande effectuée en vertu de l’Accord-Cadre entre l’Acheteur et le Fournisseur.

1. **Normes et spécifications**

Les Biens et Services connexes, le cas échéant, doivent être conformes aux spécifications techniques et aux normes mentionnées dans les Spécifications techniques et, lorsqu’aucune norme applicable n’est mentionnée, la norme doit être équivalente ou supérieure aux normes officielles dont l’application est pertinente au pays d’origine des Biens.

1. **Emballage, marquage et documentation**

Le Fournisseur fournira l’emballage des Biens nécessaire pour éviter qu’elles ne soient endommagées ou détériorées pendant le transport vers leur destination finale. Pendant le transport, l’emballage doit être suffisant pour résister, sans limitation, à une manipulation brutale et à l’exposition à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, ainsi qu’à un stockage à ciel ouvert. La taille et le poids des caisses d’emballage tiennent compte, le cas échéant, de l’éloignement de la destination finale des Biens et de l’absence d’installations de manutention lourde à tous les points de transit.

L’emballage, le marquage et la documentation à l’intérieur et à l’extérieur des colis doivent être: *[insérer le type d’emballage requis, les marques dans l’emballage et toute la documentation requise; ou se référer aux Spécifications techniques]*

1. **Transport**

La responsabilité du transport des Biens est comme spécifié dans les Incoterms applicables spécifiés dans l’Accord-Cadre.

Si non en conformité avec les Incoterms, la responsabilité des transports sera la suivante : *[insérer « Le Fournisseur est tenu, en vertu du Marché, de transporter les Biens vers un lieu spécifié de destination finale dans le Pays de l’Acheteur, défini comme le Site du Projet. Le transport vers le lieu de destination dans le Pays de l’Acheteur, y compris l’assurance et le stockage, tel que spécifié dans le Marché, sera organisé par le Fournisseur, et les frais connexes seront inclus dans le Prix du Marché « ; ou toute autre disposition commerciale convenue (préciser les responsabilités respectives de l’Acheteur et du Fournisseur)].*

1. **Documents d’expédition et autres documents**

[***Modifier selon qu’il convient***

Les détails des documents d’expédition et autres documents à livrer par le Fournisseur sont les suivants: *[insérer les documents requis, tels qu’un connaissement négociable, une lettre de transport maritime non négociable, une lettre de transport aérien, une lettre de voiture ferroviaire, une lettre de voiture routière, un certificat d’assurance, un certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur, un certificat d’inspection délivré par un organisme d’inspection désigné, les détails d’expédition de l’usine du fournisseur, etc.].*

Les documents ci-dessus devront être reçus par l’Acheteur :

* + 1. avant l’arrivée des Biens, si le mode de paiement est par lettre de crédit si spécifié dans les Modalités de Paiement ci-dessous. Si les documents ne sont pas reçus avant l’arrivée des Biens, le Fournisseur sera responsable de tous les frais qui en découlent; ou autrement;
    2. à l’expédition.]

1. **Modalités de Paiement**

Le mode et les conditions de paiement au Fournisseur en vertu de la Commande sont les suivants :

*[Normalement, le mode de paiement par Lettre de Crédit (L/C) s’applique aux Biens provenant de l’étranger. Pour les achats d’urgence, le temps et les processus de L/C peuvent ne pas convenir aux acquisitions accélérées. La méthode de décaissement par aiement direct devrait normalement s’appliquer. La méthode de paiement direct, associée à un paiement d’avance de démarrage relativement élevé, devrait contribuer à atténuer le risque (en raison de la non-disponibilité de la lettre de crédit) pour le Fournisseur. Si L/C doit être utilisée, les processus requis doivent être exécutés de manière efficace.]*

*[Indiquer : L’Acheteur [insérer : « doit » ou « ne doit pas », selon le cas] traiter les paiements en utilisant la méthode de décaissement par paiement direct, telle que définie dans les Directives de Décaissement pour le Financement de Projets d’Investissement de la Banque mondiale.]*

***[EXEMPLE DE DISPOSITION ; MODIFIER S’IL Y A LIEU]***

**Paiement des Biens livrées de l’étranger:**

*[Choisissez l’option applicable et supprimez l’autre]*

***[Option 1- pour les paiements effectués selon la méthode de décaissement par paiement direct]:***

Le paiement de la partie en monnaies étrangères sera effectué en (\_\_\_\_\_) *[monnaie du Prix du Marché]* de la manière suivante :

* + - 1. **Acompte:**
* Dix (10) pour cent du prix du Marché doivent être payés, dans les dix (10) jours suivant la signature du Marché et sur présentation d’une facture pour le montant;
* Trente (30) pour cent du prix du Marché doivent être payés dans les vingt (20) jours suivant la signature du Marché et sur présentation d’une facture et d’une garantie bancaire sur demande d’un montant équivalent valable jusqu’à ce que les Biens soient livrées et sous la forme d’une garantie de remboursement d’avance jointe à l’Accord-Cadre ou une autre forme acceptable pour l’Acheteur.
  + - 1. **Lors de l’expédition** : Cinquante (50) pour cent du Prix du Marché des Biens expédiées doivent être payés, dans les 15 jours suivant la remise des documents spécifiés sous Expédition et autres documents ci-joints.
      2. **Lors de l’acceptation :** Dix (10) pour cent du prix du Marché des Biens reçues doivent être payés dans les quinze (15) jours suivant la réception des Biens sur présentation de la facture supportée par le certificat d’acceptation délivré par l’Acheteur.

Le paiement de la partie en monnaie locale doit être effectué en *[indiquer la monnaie]* dans les quinze (15) jours suivant la présentation de la facture supportée par un certificat de l’Acheteur déclarant que les Biens ont été livrées et que tous les autres services contractuels ont été exécutés.]

***[Option 2- pour les paiements par lettre de crédit]***

Le paiement de la partie en monnaies étrangères sera effectué en \_\_\_ \_\_ *[monnaie du prix du Marché]* de la manière suivante :

* + - 1. **Acompte : Dix (**10) pour cent du Prix du Marché seront payés dans les quinze (15) jours suivant la signature du Marché, et sur présentation de la facture.
      2. **À l’expédition :** Quatre-vingts (80) pour cent du Prix du Marché des Biens expédiées seront payés par lettre de crédit confirmée irrévocable ouverte en faveur du Fournisseur dans une banque de son pays, sur présentation des documents spécifiés dans les Documents d’expédition et autres documents indiqués dans la présente.
      3. **Lors de l’acceptation :** Dix (10) pour cent du Prix du Marché des Biens reçues seront payés dans les quinze (15) jours suivant la réception des Biens sur présentation de la facture supportée par le certificat d’acceptation délivré par l’Acheteur.

Le paiement de la partie en monnaie locale doit être effectué en \_\_\_\_\_ *[monnaie]* dans les quinze (15) jours suivant la présentation de la facture supportée par un certificat de l’Acheteur déclarant que les Biens ont été livrées et que tous les autres Services contractuels ont été exécutés.

**Paiement des Biens et Services fournis depuis le Pays de l’Acheteur :**

Le paiement des Biens et Services fournis à partir du Pays de l’Acheteur sera effectué en \_\_\_\_\_ *[indiquer la monnaie],* comme suit :

1. **Acompte :** Dix (10) pour cent du Prix du Marchéseront payés dans les quinze (15) jours suivant la signature du Marché sur présentation d’une facture pour le montant.
2. **À la livraison :** Quatre-vingts (80) pour cent du Prix du Marché seront payés à la réception des Biens et dans les quinze (15) jours suivant la remise des documents spécifiés sous Documents d’expédition et autres documents indiqués dans la présente.
3. **Lors de l’acceptation :** Le solde de dix (10) pour cent du Prix du Marché sera payé au Fournisseur dans les quinze (15) jours suivant la date du certificat de réception pour la livraison émis par l’Acheteur.
4. **Garantie de bonne exécution**

*[Une Garantie de bonne exécution* ***n’est normalement pas exigée pour les acquisitions d’urgence.***  *Dans des circonstances exceptionnelles, si une Garantie de bonne exécution est requise, insérer ce qui suit :]*

*["Le Fournisseur devra fournir une Garantie de bonne exécution pour l’exécution du Marché, dans le délai indiqué dans la Lettre d’Attribution de la Commande, en utilisant à cette fin le formulaire de Garantie de bonne exécution joint au Contrat-Cadre.*

*Le montant de la Garantie de bonne exécution sera payable à l’Acheteur à titre d’indemnisation pour toute perte résultant du non-respect par le Fournisseur de ses obligations en vertu du Marché.*

*Le montant de la Garantie de bonne exécution sera : [insérer % du Prix du Marché ;], libellé dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible acceptable pour l’Acheteur.*  *La Garantie de bonne exécution devra être conforme au formulaire joint à l’Accord-Cadre.*

*La Garantie de bonne exécution sera libérée par l’Acheteur et retournée au Fournisseur au plus tard quatorze (14) jours suivant la date d’achèvement des obligations de prestation du Fournisseur en vertu du Marché, y compris toute obligation de garantie, sauf indication contraire."]*

1. **Taxes et impôts**

Pour les Biens fabriquées en dehors du Pays de l’Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de toutes les taxes, droits de timbre, droits de licence et autres prélèvements imposés en dehors du Pays de l’Acheteur.

Pour les Biens fabriquées dans le Pays de l’Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de toutes les taxes, droits, frais de licence, etc., encourus jusqu’à la livraison des Biens à l’Acheteur.

Pour les Biens fabriquées en dehors du Pays de l’Acheteur, l’Acheteur supportera et paiera tous les droits de douane et les droits d’importation sur les Biens. Pour les Biens déjà importées, pour permettre le remboursement au Fournisseur et/ou le paiement aux organismes compétents, le cas échéant, le Fournisseur doit fournir les justificatifs documentaires sur les droits de douane et autres taxes à l’importation déjà payés ou à payer sur les Biens.

L’Acheteur supportera et paiera toute taxe de vente du Pays de l’Acheteur et autres taxes pouvant être payables sur les Biens.

Si des exonérations, des réductions, des abattements ou des privilèges fiscaux peuvent être disponibles au Fournisseur dans le Pays de l’Acheteur, l’Acheteur fera de son mieux pour permettre au Fournisseur de bénéficier de ces réductions d’impôt, dans toute la mesure autorisée.

1. **Assurance**

La couverture d’assurance doit être celle spécifiée dans les Incoterms applicables spécifiés dans l’Accord-Cadre. ***[Disposition préférée]***

*OU*

Si elle n’est pas conforme aux Incoterms, l’assurance sera la suivante :

*[insérer les dispositions spécifiques convenues en matière d’assurance, y compris la couverture, la monnaie et le montant]*

1. **Garantie**

Outre les obligations générales de garantie spécifiées dans l’Accord-Cadre:

La garantie reste valable pendant *[insérer le nombre]* mois après que les Biens, ou toute partie de celles-ci selon le cas, ont été livrées et acceptées à la destination finale, ou pendant *[insérer le nombre]* mois après la date d’expédition du port ou du lieu de chargement dans le pays d’origine, selon la période la plus courte.

Le délai de réparation ou de remplacement après notification du défaut par l’Acheteur est de *[insérer le nombre]* jours. Si, après avoir été avisé, le Fournisseur ne remédie pas au défaut dans ce délai, l’Acheteur peut prendre dans un délai raisonnable les mesures correctives nécessaires, aux risques et aux frais du Fournisseur et sans préjudice de tout autre droit que l’Acheteur pourrait avoir contre le Fournisseur en vertu du Marché.

Aux fins de la garantie, le(s) lieu(x) de destination(s) finale(s) sera (seront) tel(s) qu’indiqué(s) dans le présent Marché de Commande.

1. **Pénalités et primes**

Sauf dans les cas prévus par l’Accord-Cadre en cas de force majeure, si le Fournisseur ne livre pas tout ou partie des Biens à la (aux) Date/s de livraison ou n’exécute pas les Services connexes dans le délai spécifié dans le Marché, l’Acheteur peut, sans préjudice de tous ses autres recours en vertu du Marché, déduire du Prix du Marché, des pénalités de retard.

Les pénalités de retard seront *de [insérer %* *du prix des Biens retardées ou des Services non exécutés]* pour chaque semaine ou fraction de semaine de retard jusqu’à la livraison ou l’exécution effective.

Le montant maximal des pénalités de retard sera de *[insérer %]* du Prix du Marché. Une fois le maximum atteint, l’Acheteur peut résilier la Commande conformément à la disposition de l’Accord-Cadre.

***[Facultatif]***

*[Insérer s’il n’y a pas de Services connexes:]*  Une prime sera versée au Fournisseur du montant de *[insérer le nombre]* % par jour si les Biens faisant l’objet du Marché sont livrées avant la Date de Livraison contractuelle finale].

*[Insérer s’il existe des Services connexes:]*  Une prime sera versée au Fournisseur du montant de *[insérer le nombre]* % par jour si les Biens visées par le Marché sont livrées et que les Services connexes sont achevés avant la Date d’Achèvement contractuelle].

1. **Ordres de modification et Avenants au Marché**

L’Acheteur peut à tout moment ordonner au Fournisseur, par voie de notification, d’apporter des modifications de la Commande dans l’un ou plusieurs des éléments suivants :

1. les dessins, conceptions ou spécifications, lorsque les Biens à livrer en vertu de la Commande doivent être fabriquées spécifiquement pour l’Acheteur;
2. la méthode d’expédition ou d’emballage;
3. le lieu de livraison; et
4. les Services connexes à fournir par le Fournisseur.

Si un tel changement entraîne une augmentation ou une diminution du coût ou du temps requis pour l’exécution par le Fournisseur de toute disposition du Marché, un ajustement équitable sera effectué dans le prix de la Commande ou dans le calendrier de livraison/d’achèvement, ou les deux, et le Marché de la Commande sera modifié en conséquence. Toute réclamation du Fournisseur pour ajustement en vertu de la présente Clause doit être formulée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception par le Fournisseur de l’ordre de modification de l’Acheteur.

Les prix facturés par le Fournisseur pour tout Service connexe qui pourrait être nécessaire mais qui n’a pas été inclus dans le Marché de la Commande doivent être convenus à l’avance par les parties et ne doivent pas dépasser les tarifs en vigueur facturés à d’autres parties par le Fournisseur pour des services similaires.

1. **Prolongations de délai**

Si, à tout moment au cours de l’exécution de la Commande, le Fournisseur ou ses sous-traitants devaient rencontrer des conditions empêchant la livraison en temps voulu des Biens ou l’achèvement des Services connexes, le Fournisseur notifiera rapidement l’Acheteur du retard par écrit, de sa durée probable et de sa cause. Dès que possible après réception de la notification du Fournisseur, l’Acheteur évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, prolonger le délai d’exécution du Fournisseur, auquel cas la prolongation sera ratifiée par les parties par avenant au Marché.

Sauf en cas de Force Majeure, tel que prévu dans l’Accord-Cadre, un retard du Fournisseur dans l’exécution de ses obligations de Livraison et d’Achèvement rendra le Fournisseur passible du paiement des pénalités de retard spécifiées ci-dessus, sauf si une prolongation de délai est convenue.

1. **Règlement des Différends relatifs à la Commande**

Comme indiqué dans les dispositions de l’ACC, l’Acheteur et le Fournisseur feront tout leur possible pour résoudre à l’amiable par négociation informelle directe et, si nécessaire, par l’intermédiaire d’un conciliateur, tout désaccord ou différend survenant entre eux en vertu ou en relation avec la Commande.

Si, après vingt-huit (28) jours, les parties n’ont pas réussi à résoudre leur différend par une telle consultation mutuelle et une telle conciliation le cas échéant, l’Acheteur ou le Fournisseur peut notifier à l’autre partie son intention d’entamer un arbitrage, comme prévu ci-après, quant à la question en litige, et aucun arbitrage à l’égard de cette question ne peut être entamé à moins qu’une telle notification ne soit donnée. Tout différend ou différend à l’égard duquel une notification d’intention d’engager un arbitrage a été donnée conformément à la présente disposition sera définitivement réglé par arbitrage. L’arbitrage peut être entamé avant ou après la livraison des Biens en vertu du Marché. La procédure d’arbitrage se déroulera conformément aux règles de procédure spécifiées ci-dessous.

Nonobstant toute référence à l’arbitrage dans les présentes,

### les parties continueront d’exécuter leurs obligations respectives en vertu du Marché, à moins qu’elles n’en conviennent autrement ; et

### l’Acheteur doit payer au Fournisseur toute somme due au Fournisseur.

*[ » la disposition (a) sera retenue dans le cas d’un Marché avec un Fournisseur étranger et la disposition (b) sera retenue dans le cas d’un Marché avec un ressortissant du Pays de l’Acheteur."]*

(a) Marché avec un Fournisseur étranger :

*[à moins que l’Acheteur ne choisisse les règles d’arbitrage commercial d’une autre institution arbitrale internationale, l’exemple de disposition suivant devrait être inséré:]*

Tous les litiges découlant du présent Marché ou en relation avec celui-ci seront définitivement réglés conformément au Règlement d’Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément audit Règlement.

(b) Marché avec un Fournisseur ressortissant du Pays de l’Acheteur :

En cas de litige entre l’Acheteur et un Fournisseur ressortissant du Pays de l’Acheteur, le litige sera soumis à l’arbitrage conformément aux lois du Pays de l’Acheteur. *]*

1. ***[Note à l’intention de l’Acheteur : Dans le cadre d’un projet évalué comme présentant un risque élevé ou substantiel d’Exploitation et d’Abus Sexuels (EAS) ou de Harcèlement Sexuel (HS), inclure ce qui suit si les Services connexes comprennent des activités qui doivent être exécutées par le personnel du Fournisseur, telles que l’installation, l’exploitation et/ou l’entretien, autrement indiquer : « Sans objet ».]***

14.1 Le Fournisseur doit disposer d’un code de conduite et fournir une sensibilisation appropriée au personnel du Fournisseur effectuant *[indiquer le cas échéant : installation/exploitation/maintenance/exploitation et maintenance]* qui inclut, mais sans s’y limiter, le maintien d’un environnement de travail sûr et ne pas s’engager dans les pratiques suivantes :

1. toute forme de harcèlement sexuel, y compris des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique de nature sexuelle avec d’autres personnels du Fournisseur ou de l’Acheteur;
2. toute forme d’exploitation sexuelle, c’est-à-dire tout abus ou tentative d’abus de situation de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, mais sans s’y limiter, le fait de tirer un profit pécuniaire, social ou politique de l’exploitation sexuelle d’autrui;
3. toute forme d’abus sexuel, c’est-à-dire l’intrusion physique réelle ou menace de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives; et
4. toute forme d’activité sexuelle avec des personnes de moins de 18 ans, sauf en cas de mariage préexistant .
   1. L’Acheteur peut exiger du Fournisseur qu’il retire (ou fasse retirer), du site ou d’autres lieux où [*indiquer le cas échéant : installation/exploitation/maintenance/exploitation et maintenance]* est exécuté, le personnel du Fournisseur qui adopte des comportements non conformes au code de conduite énoncé à l’article 14.1. Nonobstant la demande de l’Acheteur de remplacer ainsi toute personne, le Fournisseur doit immédiatement retirer (ou faire retirer) cette personne, du site ou d’autres lieux où le *[indiquer le cas échéant : installation / exploitation / maintenance / exploitation et maintenance]* est exécuté. Dans les deux cas, le Fournisseur nommera rapidement, le cas échéant, un remplaçant approprié avec des compétences et une expérience équivalentes.
5. ***[Note à l’intention de l’Acheteur : La disposition******suivante doit être insérée si la Commande a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité]***

« Le Fournisseur, y compris ses sous-traitants / fournisseurs / fabricants, prend toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les systèmes informatiques et les données utilisés dans le cadre de la Commande. Sans limiter ce qui précède, le Fournisseur, y compris ses sous-traitants / fournisseurs / fabricants, doit déployer tous les efforts raisonnables pour établir, maintenir, mettre en œuvre et respecter des contrôles, des politiques et des procédures raisonnables en matière de technologie de l’information, de sécurité de l’information, de cybersécurité et de protection des données, y compris la surveillance, les contrôles d’accès, le cryptage, les mesures de protection technologiques et physiques et les plans de continuité des activités / reprise après sinistre et de sécurité conçus pour protéger contre et prévenir la violation, la destruction, la perte, la distribution, l’utilisation, l’accès, la désactivation, l’appropriation illicite ou la modification, ou toute autre compromission ou mauvaise utilisation de tout système de technologie de l’information ou de toute donnée utilisée dans le cadre de la Commande ou s’y rapportant.

ANNEXE 5 : Liste des Acheteurs (s’il y a lieu)

[*supprimer cette section s’il s’agit d’un ACC à Utilisateur unique, c’est-à-dire d’un ACC à Acheteur unique*]

Les agences suivantes participent en tant qu’Acheteur au présent Accord-Cadre.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **#** | **Nom de l’Acheteur** | **Adresse** | **Représentant** |
|  | [*insérer le nom complet de l’Agence d’Exécution principal/Acheteur #1*]  [*insérer le type d’entité juridique*] | [*insérer l’adresse de l’établissement principal*] | Nom:  Titre/position:  Téléphone:  Portable:  Courriel: |
|  | [*insérer le nom complet de l’Acheteur #2*]  [*insérer le type d’entité juridique*] | [*insérer l’adresse de l’établissement principal*] | Nom:  Titre/position:  Téléphone:  Portable:  Courriel: |
|  | [*insérer le nom complet de l’Acheteur #3*]  [*insérer le type d’entité juridique*] | [*insérer l’adresse de l’établissement principal*] | Nom:  Titre/position:  Téléphone:  Portable:  Courriel: |
|  |  |  |  |

Annexe : Questionnaire du Groupe de la BIsD en LBC/KYC

**Questionnaire du Groupe de la BIsD**[[16]](#footnote-16) **dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et pour la connaissance de l’identité du client (LBC/KYC) (Institutions non financières)**

Les questions ci-après sont destinées à aider les membres du Groupe de la Banque islamique de développement (ci-après dénommé "groupe de la BIsD") dans leur vérification préalable à l'égard du client. Elles visent à recueillir des informations et à fournir des justificatifs sur les politiques et procédures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mises en œuvre par leurs clients, les intermédiaires professionnels, les banques correspondantes, les consultants et les organisations non gouvernementales.

# Informations générales

* 1. **Informations générales sur l'entité**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l'institution |  |
| Pays de constitution ou d'immatriculation |  |
| Numéro d’immatriculation / d'agrément |  |
| Forme juridique  (Société anonyme, société par actions, société en commandite, à responsabilité limitée ou illimitée, etc.) |  |
| Adresse du siège |  |
| Site web |  |
| Principales activités |  |
| Téléphone |  |
| Fax |  |
| Nom |  |
| Courriel |  |

* 1. **Structure de propriété**
     1. Quel est le capital autorisé et le capital-actions émis de votre institution ?

Capital autorisé : Capital-actions émis :

* + 1. Nom des personnes ou de toute entité juridique qui détiennent ou contrôlent plus de 10 % des actions de votre institution.
    2. Les actions de l’institution sont-elles classées en plusieurs ? Oui Non N/A

Si oui, indiquez les catégories d'actions (ordinaires, privilégiées, au porteur ou nominatives) :

* + 1. Votre institution est-elle cotée en bourse ? Oui Non N/A

Si votre réponse est « oui », veuillez citer la bourse et indiquer le symbole.

* + 1. Votre entité a-t-elle des succursales ou des filiales ? Si oui, ce questionnaire s'applique-t-il également à elles ?
    2. Y a-t-il eu des changements significatifs de participation (plus de 25%) au cours des cinq dernières années ? Dans l'affirmative, veuillez fournir plus d’informations.

# Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC / FT)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **I. Politiques, pratiques et procédures générales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux** | Oui | | Non | N/A |
| 1. Existe-t-il des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le pays où votre société ou institution a été constituée ?  Dans l'affirmative, veuillez citer les législations applicables : |  | |  |  |
| 2. Votre institution a-t-elle élaboré des politiques et des procédures pour prévenir, détecter et signaler les transactions suspectes/les activités de financement du terrorisme ? |  | |  |  |
| 3. Votre politique de LBC/FT est-elle conforme aux lois locales et aux normes fixées par le GAFI ? |  | |  |  |
| 4.Ces législations interdisent-elles à votre institution d’être en relation d’affaires avec des sociétés fictives ou d’agir en leur nom ? |  | |  |  |
| 5.Votre politique de LBC/FT est-elle approuvée par le conseil d'administration de votre institution ou par un comité supérieur ? |  | |  |  |
| 6. Votre politique vous impose-t-elle d'identifier la provenance des fonds ou des revenus de vos clients ? |  | |  |  |
| 7. Votre institution se renseigne-t-elle sur les activités commerciales de ses clients et évalue-t-elle leurs politiques ou pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux ? |  | |  |  |
| 8. Votre institution est-elle soumise à la surveillance d'une autorité de supervision ou de régulation ? Si oui, veuillez indiquer le nom de l'autorité de supervision/régulation. |  | |  |  |
| 9. Veuillez indiquer le nom de l'autorité à laquelle vous devez vous adresser en cas de soupçon de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : |  | |  |  |
| 10. En sus des inspections effectuées par les autorités de supervision/régulation étatiques, votre institution dispose-t-elle d'une fonction d'audit interne ou contracte-t-elle un tiers indépendant qui évalue régulièrement les politiques et pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux ? |  | |  |  |
| 11. Votre entité dispose-t-elle d'une politique de lutte contre la corruption ? (Si oui, veuillez en fournir une copie) |  | |  |  |
| 12. Votre institution dispose-t-elle de politiques applicables aux relations avec les personnes politiquement exposées (PPE), leurs familles et leurs proches ? |  | |  |  |
|  | |  |  |  |
| 13. Votre institution dispose-t-elle de procédures appropriées de conservation des dossiers conformément aux lois applicables ?  Si oui, veuillez indiquer la durée de conservation des dossiers. | |  |  |  |
| **II. *Évaluation des risques*** | | Oui | Non | N/A |
| 14. Votre institution procède-t-elle à une évaluation des risques liés à la clientèle et à ses transactions ? | |  |  |  |
| 15. Votre institution détermine-t-elle le niveau approprié de vérification préalable approfondie nécessaire pour les catégories de clients et les transactions dont votre institution a des raisons de croire qu'elles présentent un risque ? accru d'activités illicites ? | |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **III. *Connaissance de l’identité des clients, Vérification préalable et Vérification préalable approfondie*** | Oui | Non | N/A |
| 16. Votre institution exige-t-elle la vérification de l’identité de tous les clients et contreparties (personnes physiques ou morales) à l’entame de la relation ? (nom, nationalité, adresse, numéro de téléphone, profession, âge/date de naissance, numéro et type de pièce d'identité officielle valable, ainsi que le nom du pays/état qui l'a délivrée) ? |  |  |  |
| 17. Votre institution dispose-t-elle de procédures pour établir un dossier pour chaque nouveau client contenant ses documents d'identification et les informations relatives à la connaissance du client ? |  |  |  |
| 18. Votre programme d'identification des clients exige-t-il qu'une vérification préalable approfondie soit exercée à l'égard de certains clients susceptibles de présenter un niveau élevé de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme pour votre institution, a l’instar des clients des banques privées internationales et des banques correspondantes, ou des clients originaires de pays à haut risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ? |  |  |  |
| 19. Votre institution dispose-t-elle d'un processus pour examiner périodiquement et, le cas échéant, mettre à jour les informations relatives aux clients à haut risque ? |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***IV. Transactions à signaler, prévention et détection des transactions menées avec des fonds illicites*** | Oui | Non | N/A |
| 20. Votre institution dispose-t-elle de politiques ou de pratiques pour l'identification et la déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités ? |  |  |  |
| **V. Suivi des transactions** |  |  |  |
| 21. Votre institution dispose-t-elle d'un programme de suivi des activités inhabituelles et potentiellement suspectes qui pourraient l’exposer à des risques de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ? |  |  |  |
| 22. Votre institution filtre-t-elle les paiements en fonction des listes de sanctions pertinentes des Nations unies ? |  |  |  |
| **VI. *Formation à la lutte contre le blanchiment de capitaux*** | Oui | Non | N/A |
| 1. Votre institution dispense-t-elle une formation sur les sanctions et embargos relatifs à la LBC/FT aux employés concernés, notamment    * Identification et déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités gouvernementales. |  |  |  |
| * Exemples des différentes formes de blanchiment de capitaux impliquant les produits et services de l'institution. * Politiques internationales, nationales et internes de lutte contre le blanchiment de capitaux.   Si oui, à quelle fréquence ? |  |  |  |
| 24 Votre institution conserve-t-elle des dossiers de ses séances de formation, notamment les registres de présence et les documents utilisés ? |  |  |  |
| 25. Votre institution dispose-t-elle de politiques pour communiquer au personnel concerné les nouvelles lois relatives aux sanctions et embargos en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ou les changements apportés aux politiques ou pratiques en vigueur en la matière ? |  |  |  |
| 26. Votre institution sous-traite-t-elle certaines de ses fonctions relatives aux sanctions et embargos pour la LBC/FT ?  Si oui, veuillez répondre à la question ci-dessous. |  |  |  |
| **VI. Informations et documents complémentaires** | | | |
| Veuillez joindre les documents suivants au présent formulaire :   * Certificat d'immatriculation/d'agrément ; * Règlement / Statuts. * Politiques / Directives LBC/FT/KYC ; * Liste des actionnaires / propriétaires et leur pourcentage de participation respectif * Liste des membres du conseil d'administration (ou des administrateurs), indiquer leur nationalité et les actionnaires qu'ils représentent * Liste des membres de l'équipe de direction et indiquer leurs fonctions respectives et le nombre d'années de service. * Rapport annuel et état financier. | | | |

Je, soussigné, certifie par la présente que les informations ci-dessus sont véridiques et exactes et que je suis autorisé à remplir le présent document.

Nom: Signature

Fonction

Date : Cachet officiel

(P.S. Veuillez-vous assurer que le présent formulaire est dûment rempli, signé et estampillé afin qu’il puisse être exploité).

1. Insérer si applicable : « Les Commandes attribuées en vertu de l’Accord-Cadre seront financés conjointement par *[insérer le nom de l’agence de co-financement].* La Passation Primaire des Marchés pour conclure un/ des Accord/s-Cadre et la Passation Secondaire des Marchés pour attribuer les Commandes seront gouvernées par les Directives de la BIsD. » [↑](#footnote-ref-1)
2. Si la passation de marchés électronique est utilisée, insérer le lien ou l’adresse du site internet et toutes informations additionnelles, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le prix demandé est destiné à défrayer l’Agence d’Acquisition du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier d’Appel d’offres. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-3)
4. Par exemple chèque de banque, dépôt direct sur un compte spécifique. [↑](#footnote-ref-4)
5. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la BIsD, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-5)
6. Indiquer l’adresse pour le dépôt des offres si elle est différente de l’adresse de consultation ou de retrait du dossier d’appel d’offres. [↑](#footnote-ref-6)
7. *A utiliser par le soumissionnaire comme approprié* [↑](#footnote-ref-7)
8. Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d’influencer la procédure d’attribution ou l’exécution du marché en vue d’un avantage indu quelconque est inappropriée. [↑](#footnote-ref-8)
9. Une Firme ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l’achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l’exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement et de l’application des procédures de sanctions pour fraude et corruption relatives à la passation des marchés de la BIsD; et ii) d’une suspension temporaire ou d’une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours. [↑](#footnote-ref-9)
10. Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d’influencer la procédure d’attribution ou l’exécution du marché en vue d’un avantage indu quelconque est inappropriée. [↑](#footnote-ref-10)
11. Une Firme ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l’achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l’exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement et de l’application des procédures de sanctions pour fraude et corruption relatives à la passation des marchés de la BIsD; et ii) d’une suspension temporaire ou d’une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Insérer la date de vingt-huit jours après la date d'achèvement prévue dans le contrat de commande. L'Acheteur doit noter qu'en cas de prolongation de la date d'achèvement du Marché, il devra demander au Garant une prolongation de la garantie. Cette demande doit être faite par écrit et avant la date d'expiration fixée dans la garantie. En préparant cette garantie, l'Acheteur pourrait envisager d'ajouter le texte suivant au formulaire, à la fin de l'avant-dernier paragraphe : "Le Garant accepte de prolonger une seule fois la présente garantie pour une période n'excédant pas [six mois] [un an], en réponse à la demande écrite du Bénéficiaire, cette demande devant être présentée au Garant avant l'expiration de la garantie.»* [↑](#footnote-ref-12)
13. *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Acheteur.* [↑](#footnote-ref-13)
14. nsérer les documents d'expédition/autres documents applicables établissant la "livraison" des Fournitures conformément à l'Incoterm applicable au Marché. [↑](#footnote-ref-14)
15. *Insérer la date prévue pour la réception provisoire. L’Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant s’engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-15)
16. La Banque Islamique de Développement (BIsD), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) sont des institutions financières internationales supranationales, intergouvernementales et autonomes, établies en vertu de leurs statuts respectifs et ayant leur siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite (ensemble, ces institutions constituent et sont désignées par le terme « Groupe de la BIsD »). [↑](#footnote-ref-16)